

n° 426

SEPTEMBRE  
2014

4,60 € - 7 FS

# silence

## D'AUTRES FORMES DE DÉMOCRATIE

COLLECTIF LA BARBE : DÉNONCER LE PATRIARCAT

LE CHAMP COMMUN : DE L'"EXTRA" DANS L'ORDINAIRE



écologie • alternatives • non-violence

## 3 QUESTIONS À...

### Geneviève Azam, porte-parole d'Attac-France

#### Pourquoi l'Union Européenne accepte-elle de négocier le Tafta, traité commercial de libre-échange trans-Atlantique ?

L'union européenne (UE) n'a pas seulement "accepté" ces négociations, elle a aussi joué et joue un rôle moteur. N'oublions pas les négociations en cours pour un accord du même type entre l'UE et le Canada, entre l'UE et le Mercosur, l'UE et l'Inde et les multiples accords de libre-échange (ALE) avec des pays dans toutes les parties du monde, celui avec la Corée (2011) représentant une sorte de prototype des ALE "nouvelle génération" qui vont bien au-delà d'un accord commercial.

L'idée d'un partenariat transatlantique date des années 1990 et n'a pu se réaliser. La crise en Europe a créé un terrain favorable pour les tenants d'une stratégie du choc. Après la crise financière de 2007-2008, un groupe de travail commun "de haut niveau" entre les USA et l'UE sur la croissance et les emplois a conclu sur la nécessité du "libre-échange".

#### Qui au sein de l'Union européenne méprise la démocratie au point d'accepter des négociations secrètes ?

Sous des apparences techniques, ces négociations sont éminemment politiques. Ce projet en effet, outre les droits de douane concernant l'agriculture et la culture, porte sur le remplacement des normes et réglementations sociales, écologiques, sanitaires, financières, élaborées par les États ou les collectivités territoriales ou l'UE, par des normes produites par les firmes. C'est le sens de la procédure privée d'arbitrage entre les firmes et les États, qui est le cœur et l'outil du projet. C'est pourquoi les travaux préliminaires au lancement de l'accord ont été cannibalisés par les lobbies industriels et

L'union européenne a fondé son argumentation sur une étude qui, avec de grandes précautions ignorées ensuite par la propagande de la commission, promet, à l'horizon 2027, une augmentation de la croissance en Europe de 0,4% et du revenu annuel moyen de 545 euros, si un tel traité entrait en vigueur ! L'Union européenne est donc engagée du fait de l'abandon de tout horizon politique aux "forces du marché", de l'opportunité de se débarrasser de normes encombrantes, de sa soumission à la religion de la croissance, de sa volonté d'assurer à ses firmes des ressources alors que la globalisation a modifié les rapports de force géopolitiques et que la crise écologique rapproche les limites à l'expansion infinie. Sans oublier une dose non négligeable de cynisme.

financiers européens et étasuniens qui sont toujours à la manœuvre. Il ne s'agit pas seulement d'un mépris de la démocratie, il s'agit d'une capture du pouvoir politique de produire des normes par les entreprises transnationales, et donc de la suppression du politique. C'est une sorte de coup d'état soft, qui, comme tout coup d'état suppose le secret dans sa préparation. Mais quand bien même ces négociations deviendraient plus transparentes, elles sont irrecevables dans leur principe, à moins d'accepter la soumission du politique au business et à la corruption.

#### Quelles sont les initiatives en cours pour faire échouer ces négociations ?

Des deux côtés de l'Atlantique, la mobilisation citoyenne s'organise, avec pour principe qu'il s'agit bien d'un traité mené par et pour les firmes transnationales américaines ou européennes. Le secret a été déjà rompu, il faut élargir la brèche pour arriver au blocage. C'est une lutte que nous pouvons gagner, tant les contradictions s'accroissent. Ce projet engage toute la société. C'est pourquoi, concrètement, en France, un collectif national très large s'est constitué, pour informer, casser le secret, mener des actions pour arrêter les négociations (<http://stoptafta.wordpress.com/le-collectif-national/>). Des comités locaux anti TAFTA se créent partout. Plusieurs sites donnent des informations, font circuler des fuites, etc. (<http://france.attac.org/se-mobiliser/le-grand-marche-transatlantique/>). Une campagne nationale pour informer les élus et déclarer les collectivités hors TAFTA est lancée. Plusieurs régions se sont déjà déclarées hors TAFTA ainsi que des villes. Des liens sont établis avec les campagnes contre les OGM et la suppression des

semences paysannes, pour le maintien du principe de précaution en Europe, contre les gaz de schistes, avec les collectifs pour la relocalisation, avec les syndicats, avec tous ceux qui luttent contre les nouveaux droits de propriété intellectuelle et pour la protection des données personnelles (un des maillons faibles de TAFTA du fait d'une opposition très large vis-à-vis de la libéralisation de l'accès à ces données). Enfin, dans le cadre de la préparation des mobilisations pour le sommet ONU du climat en décembre 2015, dont participe le processus des Alternatiba, cette question sera centrale car un tel accord reviendrait à nier toute possibilité réelle d'agir contre le changement climatique. Enfin, des réunions et manifestations sont organisées avec des syndicats et réseaux européens comme S2B (De Seattle à Bruxelles, [www.s2bnetwork.org](http://www.s2bnetwork.org)) et des syndicats et réseaux étasuniens comme Public Citizen ([www.citizen.org](http://www.citizen.org)) et de très nombreux mouvements de base au États-unis.

#### Attac France

21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris (adresse postale) - Villa du Moulin Dagobert - 75011 Paris (adresse physique) - Tél. 01 56 06 43 60  
<https://france.attac.org/>

## L'UMP REPART SUR DE NOUVELLES BASES



## NOUVELLE CARTE DE LA PAUVRETÉ : DAVANTAGE DE ZONES RURALES



## RISQUE D'UNE ÉPIDÉMIE DE CHIKUNGUNYA EN FRANCE



■ DOSSIER

**D'autres formes de démocratie**

**5 Démocratie et citoyenneté à l'heure du gigantisme**

*Martine Dardenne*

**8 Mettre en œuvre la participation : quelles contradictions ?**

*Gaëlle Gasc*

**11 La rotation des mandats à Saint-Nazaire : une expérience ratée ?**

*Entretien avec Thierry Brulavoine par Gaëlle Ronsin*

**13 Suisse : la démocratie du coffre-fort**

*Gaëlle Ronsin*

**14 La loterie islandaise : le tirage au sort sauvera-t-il la démocratie ?**

*Lionel Cordier*

**17 Avancer vers l'horizon... sans qu'il recule**

*Guillaume Gamblin*

■ CHRONIQUES

**20 Les bombes à graines** (*Michel Scrive*)

**21 BD : Les bonnes recettes de M<sup>lle</sup> Olive** (*Sylvain Moizie*)

**22 Quand les restaurateurs se mettent au compostage**

*(Lorène Lavocat - Reporterre)*

**24 Les enfants de Fukushima commencent à mourir**

*(Monique Douillet)*

**27 Franc CFA : un pilier de la Françafrique** (*Mathieu Lopes - Survie*)

**31 Les arsenaux nucléaires en 2014** (*Dominique Lalanne*)

■ ARTICLES

**34 La Barbe : rendre visible le patriarcat en le mimant**

*Guillaume Gamblin*

**36 B.D. : Lip, des héros ordinaires**

*Laurent Galandon, Damien Vidal*

**38 Le Champ Commun De l' "extra" dans l'ordinaire**

*Marie Lemay*

**48 Fukushima : Un graffeur contre les mensonges**



■ BRÈVES

**20 Alternatives • 23 Bilan financier 2013**

**• 24 Nucléaire • 25 Énergies • 26 Politique**

**• 26 OGM • 27 Nord/Sud • 28 Santé • 28 Climat**

**• 29 Environnement • 30 Société • 31 Paix**

**• 32 Agenda • 33 Annonces • 41 Courrier • 42 Livres**

**QUOI DE NEUF ?**

■ **VENEZ NOUS VOIR LES 18 ET 19 SEPTEMBRE !**

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. **Prochaines expéditions : 16 et 17 octobre, 20 et 21 novembre, 18 et 19 décembre...**

■ **SEMIS DE PRINTEMPS**

Avec notre numéro d'avril 2014, nos abonnés ont reçu une feuille de présentation de l'opération "Semis de printemps" accompagnée de cinq exemplaires d'un dépliant de présentation de la revue. Cette opération consistait pour chaque abonné à diffuser ces dépliants et, si possible, à collecter de nouveaux abonnements... Au 30 juin 2014, nous n'avons reçu que 117 nouveaux abonnements. Nous en espérons 500. Nos comptes restent donc dans le rouge (voir page 23).

*Prochain dossier :*  
**Penser l'agriculture de demain**



■ **LES CHEMINS POLITIQUES DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE**

Silence est partenaire du colloque "Les chemins politiques de la transition écologique" co-organisé par l'UMR5600 EVS de l'université de Lyon, Mines-Télécom et le laboratoire du changement social et politique (Paris 7 Denis Diderot). Transdisciplinaire, il se déroulera à l'ENS de Lyon (site Descartes) les 27 et 28 octobre 2014. *Inscription : <http://transitionecologique.tk/>*

■ **PERTURBATIONS...**

Le numéro d'été est arrivé chez nos lecteurs avec une semaine de retard. L'imprimeur s'est en effet trompé dans la pagination, oubliant quatre pages. Une première en 32 ans ! Parallèlement, notre bureau de Poste est en restructuration depuis mi-juin, pour six mois, et le déplacement du centre de tri à la Poste centrale a entraîné une désorganisation majeure dans le service du courrier.

# INDIGNADOS

UN FILM DE TONY GATLIF

Librement Inspiré de INDIGNEZ-VOUS !  
de Stéphane Hessel  
© Indignés Editions



Affiche du film français sorti en 2012

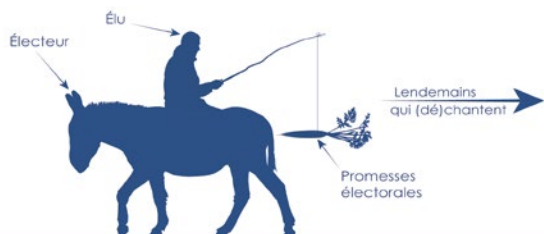


Campagne publicitaire de la Solidarité internationale pour les droits humains



Manifestation Occupy en 2011

Une théorie subtile de la démocratie



# ÉDITORIAL

## « Améliorer » la démocratie ?

**A**bstention record, défiance vis-à-vis d'une caste de décideurs politiques sans renouvellement, désaffection à l'égard du militantisme politique, multiplication des affaires de corruption et de criminalité politique, concentration des médias dans les groupes privés, absence de débat sur le nucléaire et la politique française en Afrique... Le constat d'une crise de la démocratie en France n'est plus à faire et ses pathologies ont déjà été explorées dans ces pages.

Nous présentons aujourd'hui les idées et tentatives de ceux qui cherchent à renouveler la démocratie sur les territoires.

*La question territoriale est centrale pour penser le renouveau démocratique. Aujourd'hui, l'abstention est d'autant plus élevée que l'élection concerne un grand territoire. Comme le constate Martine Dardenne, le gigantisme est une menace pour nos démocraties.*

Nous interrogeons donc des expériences tenues à diverses échelles : nationalement avec le cas de l'Islande où a vu le jour la première grande assemblée tirée au sort ; et plus localement avec une tentative de rotation des mandats à Saint-Nazaire ou l'adoption de la sociocratie au sein de l'ancienne Communauté de Communes autour d'Anduze.

*De nouvelles formes de démocratie peuvent-elles exister au sein des institutions classiques ?*

Nous verrons que les municipalités se saisissent de l'injonction de démocratie participative, avec toutes les contradictions que cela peut engendrer. Une institution modèle n'est pas forcément symbole d'une avancée démocratique, comme nous le verrons avec le « modèle Suisse ».

Enfin, quelles sont les conditions nécessaires à l'avènement d'une démocratie réelle ?

Gaëlle Ronsin ■



◀  
Parlement  
européen

# Démocratie et citoyenneté à l'heure du gigantisme

Aujourd'hui, à l'heure de la mondialisation, la modernité n'existe qu'en taille XXL : villes tentaculaires, mégalo-pôles, construction de gigantesques tours (y compris et surtout dans les pays émergents), symboles de puissance et de maîtrise des éléments (mais aussi symboles à abattre), entreprises et groupes à l'échelle mondiale... Or, ce gigantisme est un péril pour le fonctionnement démocratique de nos sociétés.

**L**A GRANDE TAILLE COMME FACTEUR intrinsèque de modernité aurait dû depuis longtemps devenir une question sociologique, nous dit Alain Gras. En effet, nous sommes tombés dans une société de la démesure qui dépasse l'homme. Pour étudier cette notion de taille appliquée aux Etats, je suis repartie des travaux de Kirkpatrick Sale, qui a réalisé l'une des rares études sur l'échelle humaine dans un livre intitulé *Human scale* (1).

## POUR ÊTRE SOUTENABLE, UN ETAT DOIT ÊTRE PETIT...

A partir de l'examen de la taille des populations et des territoires, Kirkpatrick Sale conclut qu'une nation peut être viable et soutenable avec une population assez petite et qu'elle est, en plus (au vu des autres critères examinés), en mesure de réunir des conditions de formation, de liberté, de santé pour y vivre et y gouverner mieux.

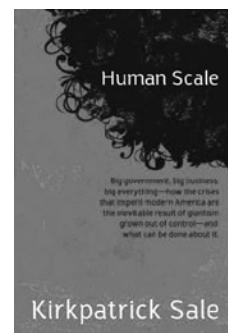
Ces exemples lui permettent de fixer un optimum de population par Etat dans une fourchette de 3 à 5 millions d'habitants.

Par ailleurs, la réussite économique est dépendante de la dimension des Etats. Une grande taille est dans doute un facteur handicapant : les coûts d'administration, de distribution, de transport et d'autres

transactions augmentent avec la taille des territoires. Gérer cette complexité sur de grandes distances devient difficile et il s'ensuit que soit les régions périphériques sont délaissées, soit ce sont les régions (plus petites !) qui exercent en réalité le pouvoir !

Enfin, Kirkpatrick Sale nous rappelle ce que l'histoire nous a appris. Il cite une étude d'Arnold Toynbee qui montre que l'étape qui précède l'effondrement d'une société est "sa brusque unification politique en Etat centralisé" (2). Lorsqu'un Etat s'étend, il doit accroître son emprise bureaucratique à l'intérieur et son emprise militaire à l'extérieur : cette expansion demande bien évidemment des financements qu'on ne peut trouver qu'en alourdissant considérablement l'impôt, ou en émettant de la monnaie ; or chacun de ces processus conduit inévitablement à l'inflation et à la misère économique et sociale. Par ailleurs, la richesse censée provenir de la conquête et de la colonisation se fait au prix d'une violence inouïe et de nombreuses guerres.

Les travaux de Leopold Kohr vont dans le même sens. Lui aussi a étudié l'hypothèse selon laquelle dans l'univers social, la première cause de la misère est dû au gigantisme. "Chaque fois que quelque chose tourne mal, c'est que quelque chose est trop grand. Qu'il s'agisse d'Etats, de taux de population dans les villes, d'organismes humains ou d'étoiles, l'accumulation au-delà d'un certain seuil crée l'explosion."



(1) « Echelle humaine », livre publié en 1980 en anglais, à New York.

(2) C'est ce qui est arrivé aux empires romain, ottoman, mongol mais aussi aux empires espagnol, britannique, français et portugais.



**Cumuler les mandats nuit gravement à la démocratie.**

◀ Manifestation d'"Indignés" en Espagne. Dénonciation du pouvoir néfaste de l'argent sur la démocratie.

➤ "Démocratie? Gagnée à la régulière" (référence aux grands projets inutiles imposés par l'Europe et les Etats)

Key Nisfield



■ Grappe asbl, Groupe de réflexion et d'action pour une politique écologique, 26, rue Basse Marcelle, 5000 Namur, tél. 081 23 09 69

Certes, on peut objecter que les réflexions de K. Sale et de L. Kohr sont incomplètes voire lapidaires. Cependant, elles ont l'immense mérite d'attirer notre attention et de susciter notre réflexion sur cette question de la taille, qui reste à échelle humaine, gérable et maîtrisable par l'homme.

### PLUS GRAND, MOINS DÉMOCRATIQUE ?

Plus une institution devient importante, moins elle est représentative et plus elle est lourde à gérer ; un Etat tendra généralement à l'accroissement de ses pouvoirs. Il n'est pas rare qu'un Etat, à un moment ou à un autre de son histoire, devienne autoritaire (même en Belgique, nous avons connu, il n'y a guère, une période de pouvoirs spéciaux !). Voilà donc posée la question de la démocratie en lien avec la taille.

Cependant, à l'heure de la mondialisation et du règne de l'OMC, il est devenu difficile de parler de politique sans devoir d'abord parler d'économie et de finance. En effet, face aux grands groupes de la finance et aux multinationales, ces forces à qui la mondialisation profite, les "gestionnaires" politiques des Etats se sont effacés. Que peut un président des Etats-Unis dont l'élection est financée par les multinationales ? Et qui tire en outre sa "légitimité" de 30 % d'électeurs, tant les taux d'abstention sont élevés !

En Grèce et au Portugal, sous la pression des spéculateurs, les gouvernements ont fait le choix de l'impuissance.

Seul un petit pays, ou plutôt une petite population, les Islandais (3), ont osé poser les questions cruciales :

- les citoyens doivent-ils payer pour la folie des banquiers et des spéculateurs ?
- existe-t-il encore une institution liée à la souveraineté populaire capable d'opposer sa légitimité à la suprématie de la finance ?

Par deux fois, en mars 2010 et avril 2011, les Islandais refusent par référendum (à 98 % et 60 %

des votants) de rembourser les dépôts de particuliers britanniques et néerlandais à la banque privée Icesave.

Au lendemain du référendum islandais, le très libéral *Financial Times* se félicitait qu'il soit possible "de placer les citoyens avant la finance" !

### NE PAS DÉPASSER CERTAINS SEUILS

Opinion bien peu partagée par les dirigeants européens, si l'on s'en réfère aux propos tenu par le porte-parole de la commissaire à l'agriculture en 2006, alors que 172 régions d'Europe et plus de 4500 entités plus petites se déclaraient "zone sans OGM". Voici ses propos: "Aucune zone sans OGM ne peut être décrétée par la loi. Nous vivons dans un marché unique. C'est le marché qui décide." La conclusion s'impose : le marché est roi, la démocratie n'existe plus !

Manifestement, relocaliser l'économie et décider de ses orientations demande que l'on revienne à plus de démocratie.

Pour cela, nous devons fixer des seuils au-delà desquels ce qui est franchi change de nature (quand, par exemple, de la démocratie on passe à l'autoritarisme des bureaucrates ou des experts) et peut être qualifié de démesuré (des banques commerciales aux banques d'investissement à portée planétaire, de l'économie au service de l'homme aux multinationales...).

Ainsi :

- jusqu'à combien de personnes une société peut-elle aller pour être apte à composer une démocratie directe ?
- combien d'intermédiaires, quelle organisation, quelle étendue (superficie) peuvent nous permettre de voir le bout de nos actes, de nos activités ?
- jusqu'à quelle dimension et sous quelles conditions les systèmes techniques auxquels nous sommes soumis peuvent-ils être maîtrisables par des hommes et des femmes ordinaires ?

(3) Nombre d'habitants : Islande : 0, 325 million ; Grèce : 10, 8 millions ; Portugal : 11 millions.



En effet, il me plaît de le redire ici, le contrôle de la technique est l'un des enjeux fondamentaux de la démocratie ; la technique n'est jamais neutre et la recherche est l'un des lieux cardinaux où les sociétés se choisissent leur propre avenir.

### PRÉFÉRONS DE NOMBREUSES SOCIÉTÉS À UNE SOCIÉTÉ NOMBREUSE !

Poser la question de la taille des établissements humains, c'est non seulement poser la question de la concentration, de la centralisation mais aussi celle de l'uniformisation. La démocratie doit s'alimenter du nécessaire maintien de la biodiversité, qu'elle soit biologique ou culturelle. Car seule la diversité d'aujourd'hui peut assurer celle de demain, en évitant le piège de la vulnérabilité due au rétrécissement des espèces ou des idées. C'est de la rencontre des différences que naissent de nouvelles avancées. "Tout ce qui disparaît appauvrit", disait Jacques Ruffié (4).

Il faut donc préférer de nombreuses sociétés à une société nombreuse ! Les processus d'uniformisation hélas à l'œuvre aujourd'hui, sous prétexte de progrès ou de développement, sont tous mortifères parce qu'ils témoignent d'une volonté de totalitarisme, qu'il soit culturel, économique ou politique. Ces processus passent tous par une volonté de gigantisme et de démesure : mondialisation, multinationales, groupes économiques ou financiers à l'échelle planétaire, communication planétaire, etc. ; le vocabulaire est assez clair.

Sans aller, comme Aristote ou Platon, jusqu'à la démocratie à portée de l'œil ou de la voix, nous devons impérativement revoir la taille des organisations humaines pour les ramener à des dimensions humaines. C'est à ce prix que survivra la démocratie. (5)

**Martine Dardenne**  
Sénatrice honoraire belge, membre  
fondatrice de Grappe asbl. ■

(4) Jacques Ruffié, généticien et anthropologue français (1921-2004), auteur notamment de *De la biologie à la culture et Traité du vivant*.

(5) Article issu d'une intervention lors de la conférence "Démocratie et citoyenneté : une question de taille ?", le 15 novembre 2013 à Namur (Belgique) organisée par le Grappe.

## Quand les élus s'essayent à la sociocratie...

La communauté de communes autour d'Anduze (2C2A) est une ancienne entité administrative du Gard. Née en 1998, elle regroupait huit communes rurales du Gard, raconte Alain Beaud, son dernier président. Aujourd'hui, les municipalités ne représentent souvent plus qu'un pouvoir symbolique, résiduel. Dans une opacité démocratique, car le citoyen n'en est que peu conscient, ce sont les communautés de communes qui gouvernent vraiment localement des territoires qui nous paraissent artificiels.

A partir de 2009, "on a cherché à développer une identité communautaire afin que les habitants se sentent citoyens de la communauté de communes", explique Alain Beaud.

Durant l'année 2010, la 2C2A a animé des ateliers participatifs avec une centaine d'habitants en se fondant sur la sociocratie (1) (2). Les habitants ont collaboré à la rédaction d'un projet de territoire regroupant les actions concrètes à mener pour les 15 ans à venir. Cette démarche s'est construite en trois temps : la mobilisation des acteurs (information des citoyens) ; première réunion publique pour expliquer

la démarche ; trois assemblées de territoire avec des temps de plénière et des groupes de suivi thématique.

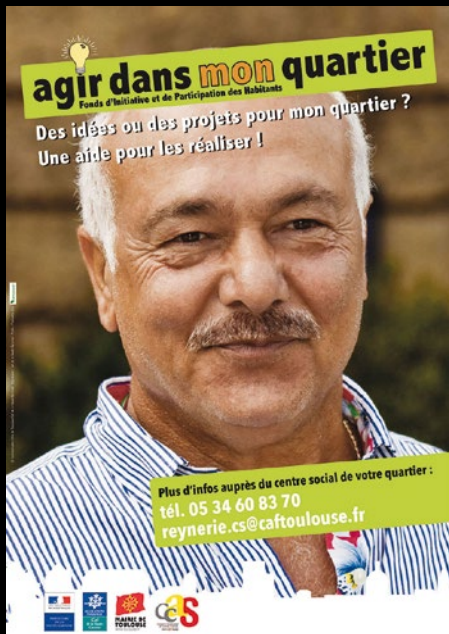
En 2011, la réforme des collectivités publiques annonce à la 2C2A qu'elle est appelée à fusionner avec la communauté d'agglomération du Grand Alès. Les habitants se mobilisent contre cette fusion qui annonce la mort du territoire intercommunal, lequel serait "phagocyté" par la grande cité.

A travers une grande consultation organisée par la 2C2A, la population s'est prononcée contre la fusion à plus de 80 %, preuve que la communauté de communes n'était plus un territoire imaginaire mais que "du lien avait véritablement été créé", nous dit Alain Beaud.

Un maire ou deux s'est fait "acheter" par des promesses et des postes, et finalement les élus de la 2C2A ont voté pour la fusion dans le Grand Alès. "On a été décapités", conclut Alain Beaud. **G. R.**

(1) Mode de prise de décision et de gouvernance qui recherche avant tout le consentement, c'est-à-dire, entre autres, qu'un collectif adopte une décision quand toutes les objections recevables sont tombées.

(2) Avec l'appui du cabinet de Conseil Fides : <http://www.fidesconseils.eu>



▲  
Affiches  
institutionnelles :  
Toulouse,  
Gouvernement,  
Bagnolet,  
Strasbourg...

# Mettre en œuvre la participation : quelles contradictions ?

La démocratie participative est apparue dans toutes les politiques municipales. Mais le partage de la décision avec le citoyen s'est-il vraiment amélioré ? Comment les acteurs municipaux jonglent-ils avec ses contradictions ?

**É**GALEMENT APPELÉE "DÉMOCRATIE LOCALE" ou "démocratie de proximité", la démocratie participative se diffuse en Europe, aux États-Unis et en Amérique latine dans les années 1990 et 2000.

## REDONNER LE POUVOIR OU LÉGITIMER LES REPRÉSENTANTS ?

Elle est née de la demande de partage du pouvoir des mouvements sociaux urbains des années 1960 et de la "crise de la représentation politique". Le concept de démocratie participative émerge en réponse à une faiblesse de la démocratie représentative classique : le désengagement de la part du citoyen de la sphère politique locale, de l'espace public au sens philosophique du terme.

Elle a ainsi pour objectif de (re)donner une place au citoyen dans sa cité, et apporte également une réponse à un souci de légitimité des représentants politiques qui est à la base de la démocratie représentative. En ce sens, elle est pensée comme devant lui être complémentaire. On va alors vouloir valoriser les compétences citoyennes de proximité et permettre aux citoyens de participer à la vie politique locale.

Pour que cette démocratie puisse s'exercer, de nouveaux dispositifs émergent, souvent à une échelle micro-locale (le quartier tout particulièrement).

## DES OUTILS POUR ORGANISER LA PARTICIPATION

Les municipalités ont mis en place des outils tels que : le budget participatif (associer les citoyens à la discussion du budget local) ; les jurys de citoyens (des citoyens sont tirés au sort pour être consultés sur des décisions politiques locales) ; les commissions consultatives qui réunissent élus et citoyens autour d'un thème de proximité ; les conseils de quartiers, comités de quartier ou conseils d'habitants où ces derniers sont invités à participer à la gestion de leur quartier...

Dans l'agglomération lyonnaise, par exemple, chaque commune innove en matière de dispositif : ainsi ont été créés la charte de participation et les "ateliers de la ville durable" du Grand Lyon, le budget participatif de Grigny, la conférence riveraine de Feyzin, les "visites de quartier" et la "connexion jeunesse" de Saint-Fons...



**Culture, lien social, espaces publics... entre utopies et réalités !**  
 Débats, animations, concerts, ateliers, rencontres...



**Samedi 2 juin 2012 de midi à minuit**

**Le Conseil de quartier Gare/Kleber vous invite à déambuler lors de sa réunion publique annuelle**

Place Grimeissen - Rue des Lentilles - Grand Rue - Quai Charles Altorffer - Faubourg National - Square Sainte-Aurélie - Rue de Rosheim - Rue de Mutzig - Place de la Porte Blanche

Strasbourg

« Ces nouvelles formes de participation peuvent être pensées à la fois comme des instruments de dressage et de libération, comme des technologies visant à canaliser les mécontentements populaires et comme des lieux où une contestation de l'ordre établi peut trouver à s'exprimer et à se renforcer. »

*Loïc Blondiaux, Le Nouvel Esprit de la démocratie (Seuil, 2008), sur la nature ambivalente de la démocratie participative.*

## LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE SOUS LES CRITIQUES

Depuis 2002 (1), les conseils de quartier sont devenus obligatoires dans les communes de plus de 80 000 habitants. Avec cette effervescence émergent des critiques de plus en plus nombreuses, tant de la part des chercheurs en sciences politiques et sociologie (2) que parmi les professionnels œuvrant pour cette politique (3). Voici les plus classiques :

- Les populations les plus démunies sont sous-représentées. La première critique faite à la démocratie participative est qu'elle ne permet pas aux personnes les plus éloignées, les plus démunies (jeunes, SDF, prostitués, étrangers...) d'accéder au débat public. L'impossibilité d'accéder à la parole publique accentue leur marginalisation. En effet, s'ils ne peuvent être représentés, physiquement ou politiquement, dans la discussion, on peut estimer qu'ils en seront également oubliés. La démocratie participative ne serait alors qu'un instrument de renforcement des inégalités sociales.
- Le problème de l'égalité de la parole face aux instances technocratiques. Les outils de la démocratie participative opposent la catégorie des acteurs de la ville à celle des habitants lambda, du "public" qui vient là pour participer. La parole non experte et l'évocation de problèmes quotidiens des habitants y sont parfois dénigrées si elles ne renvoient pas aux compétences légales de la ville ou à l'objet du jour proposé par l'autorité politique.
- Ces instances sont plutôt consultatives que participatives. Les habitants sont moins là pour prendre part à la décision que pour être informés de décisions prises par les politiques et pour être consultés sur ce

point... Selon certains, il est plutôt question d'acceptation sociale des décisions que de participation.

On est ici au cœur d'une tension : permettre la liberté d'opinion et d'expression tout en s'assurant que le pouvoir existant ne sera pas remis en cause...

## LA PARTICIPATION EST-ELLE UNE FIN EN SOI ?

Les conséquences des failles de la démocratie participative sur les rapports qu'entretiennent les habitants mais aussi les techniciens avec leurs élus sont très grandes : la participation est vécue comme une simple consultation permettant aux "décideurs" de légitimer leurs prises de décisions. Les habitants ne se sentent pas considérés et les techniciens se trouvent en porte-à-faux au sein d'un dispositif dont ils subissent les contradictions (encourager la participation dans des cadres prédéfinis par l'administration municipale). En cause : une participation trop cadrée et des projets participatifs dont les contours sont définis avant d'être présentés aux habitants.

A bien des égards, les dispositifs participatifs échouent souvent à créer ce qu'ils affichent comme étant leur objectif : l'émergence d'une citoyenneté locale, d'une cohésion sociale et d'un lien étroit entre élus et habitants.

N'est-ce pas justement la définition d'un objectif, d'un but à la participation qui rend celle-ci inapte à rencontrer les besoins des habitants ? La participation, si on souhaite qu'elle soit effective, demande à être une fin en soi, à ne s'imposer aucun objectif ni résultat, sans quoi elle devient une injonction.

La participation ne peut être un résultat attendu ni un objectif : elle doit n'être qu'une possibilité.

1) Loi sur la démocratie de proximité du 27 février 2002

2) Voir à ce sujet Loïc Blondiaux et Yves Sintomer, Maurice Blanc, Marion Carrel, Catherine Neveu et Jacques Ion.

3) Voir à ce sujet le Rapport du conseil national des villes, 2010.



Il n'est pas possible de mettre en œuvre la participation.

Il n'est pas possible de faire de la démocratie participative une injonction.

### **QUAND LES MUNICIPALITÉS ONT PEUR DE LA DÉMOCRATIE...**

Or l'organisation municipale, telle qu'elle existe aujourd'hui, est trop contraignante pour accueillir l'incertitude que représentent l'écoute des habitants et la démocratie participative au sens large.

Un projet participatif nécessite que la municipalité adopte une posture de négociation permanente entre la proposition initiale et l'adaptation du projet aux envies et aux remarques des habitants, et qu'elle accepte l'éventualité que celui-ci ne voie finalement jamais le jour. Mais la municipalité est empêtrée dans l'assignation d'objectifs municipaux qui rendent cette ouverture aux habitants impossible.

Echéances électorales, calendrier budgétaire, directives étatiques, organisation par services... les collectivités locales n'ont que très peu de place pour l'aléatoire que représenterait une vraie démocratie de proximité.

### **FAUSSE DÉMOCRATIE POUR VRAI EFFET VITRINE**

En effet, les pouvoirs attribués aux municipalités sont contradictoires : promouvoir les actions de la ville et créer une vitrine lui permettant de rayonner en son sein, et par-delà ses frontières, pour s'inscrire dans une logique concurrentielle avec d'autres territoires. Mais aussi travailler sur une échelle micro qui est celle du lien social et de la cohésion sociale, afin de garantir une démocratie directe avec les habitants. Ce double objectif est contre-productif : il empêche un travail

plus avancé sur la citoyenneté et la réponse aux besoins locaux. Il contraint la municipalité, pour être efficace, à valoriser uniquement les actions qui sont visibles pour maintenir l'image de la commune.

Contraintes de ne pouvoir assumer le risque que représenterait l'inadéquation de l'expression habitante avec les projets formulés par des représentants de l'intérêt général (remise en cause de la légitimité du projet, non réponse aux injonctions étatiques...), les municipalités refusent toute incertitude liée au projet participatif : elles cadrent la participation.

La participation change de sens, elle n'est plus alors qu'une consultation des habitants, un moyen pour les élus de garantir l'engouement de la ville pour le projet mis en place.

Des stratégies de communication visant à feindre la réussite sont également mises en place (bulletins municipaux faisant état de la "mobilisation", photos tronquées incitant à croire que la participation était supérieure...) pour permettre à la municipalité de ne pas perdre la face.

Enfin, afin de feindre la réussite de la participation, les municipalités entretiennent des rapports ambigus avec les associations locales. Elles les mobilisent sur des projets qui servent de vitrine pour la ville et pour lesquels il faut faire venir du monde, mais ne les soutiennent pas sur des projets qui ne sont pas visibles ou qui ne rentrent pas en adéquation avec les choix politiques des élus.

**Gaëlle Gasc**

*Anthropologue, mémoire de fin d'études  
"Analyse de l'injonction participative :  
'initier du lien social' à Saint-Fons", Université  
Lyon 2, département d'anthropologie, 2012 ■*



Thierry Brulavoine a toujours milité dans les associations décroissantes. Ici, à droite sur la photo, il participe à la mise en place, en octobre 2012, d'un jardin en libre service dans le cadre des "incroyables comestibles", campagne liée au mouvement des Villes en transition

# La rotation des mandats à Saint-Nazaire : une expérience ratée ?

Entre 2008 et 2014 a été développée au sein du conseil municipal de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) une pratique encore peu répandue : la rotation des mandats de ses conseillers. Le but : ne pas faire passer la personnalité de l'élu avant ses idées. Mais la mise en pratique de cette idée politique toute simple n'est pas sans embûches...

Thierry Brulavoine, ancien conseil municipal, répond à nos questions.

## **Silence : Comment est né le principe d'une rotation des mandats au conseil municipal de Saint-Nazaire ?**

**Thierry Brulavoine :** Il y a sept ans, une liste citoyenne à Saint-Nazaire a vu le jour en vue des élections municipales de 2008. Des militants aguerris mais n'appartenant pas à des partis politiques rejoignent la liste intitulée *Label Gauche*. Le maire de Saint-Nazaire achève alors son cinquième mandat sur un bilan plus que critiquable. *Label Gauche* s'inscrit donc en opposition et entend porter une parole écologique forte dans une ville marquée par l'industrie (1). Je me retrouve à la tête de la liste. Comme j'étais le plus décroissant de nous tous, je me suis dit que, si j'acceptais, nous avancerions plus vite. On a alors mené campagne avec nos petits moyens...

Au premier tour, *Label Gauche* crée la surprise en dépassant les 10 % de votants, succès qui se confirme au deuxième tour avec 17,87 % des voix et l'obtention de quatre sièges d'élus.

Deux hommes et deux femmes siègent à Saint-Nazaire sous l'étiquette *Label Gauche* à partir de 2008. Un travail massif de préparation collective des conseils municipaux a lieu parmi la vingtaine de citoyens qui composent l'association. Des projets de délibérations

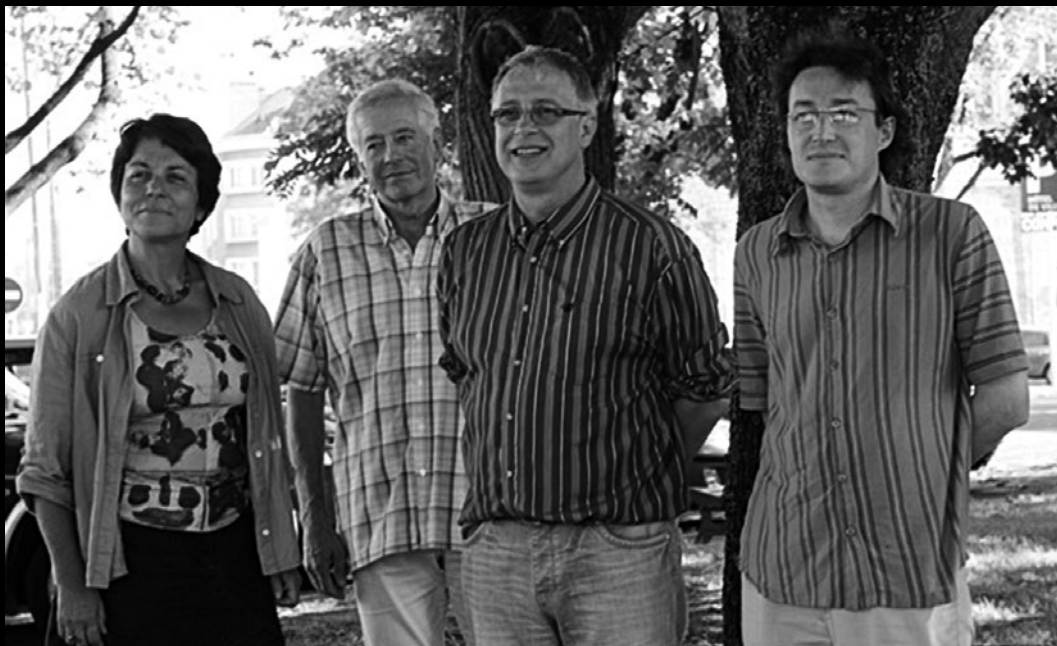
sont préparés ensemble, des interventions et des arguments sont ciblés, afin que les élus soient soutenus par le collectif lorsqu'ils siègent au conseil.

Mais surtout, au sein de l'association *Label Gauche*, on ne conçoit pas la politique comme un métier ! Il faut qu'un maximum d'élus expérimentent la représentation. La liste décide de lutter contre les dérives de la démocratie représentative en inscrivant dans son programme le principe de rotation des mandats. Il est prévu que chaque colistier siège une durée limitée au conseil municipal durant la mandature, avant de céder sa place à un autre colistier.

## **Comment la rotation s'est-elle mise en pratique ?**

Au bout de deux années, je démissionne donc de mon siège au conseil, où je suis remplacé par la personne en cinquième position sur la liste. Mais les trois autres conseillers municipaux de *Label Gauche* refusent de démissionner. Ils refusent d'appliquer la rotation des mandats au nom de divers arguments : quitter le conseil municipal signifierait par exemple pour eux l'abandon de la maîtrise des dossiers qu'ils connaissent et qu'ils veulent suivre jusqu'au bout.

(1) Saint-Nazaire abrite le plus gros chantier naval de France, qui a connu de graves difficultés économiques ces dernières années.



► Jeanne Ader, Eric Edom, Guy Dant et Thierry Brulavoine, quatre élus de Label gauche en 2010

D.R.



► Dessin extrait du site de Label Gauche

Le principe de rotation n'avait pas été consigné à l'écrit lors de l'engagement sur la liste, ils ont donc repris leur parole. Ces trois élus quittent alors l'association *Label Gauche* et changent d'étiquette : ils restent dans l'opposition au conseil municipal sous l'intitulé "divers gauche". Je ne m'attendais pas à ça, je pensais qu'ils étaient d'accord pour la rotation.

Mon remplaçant réalise également la rotation pour offrir son poste au sixième de la liste, au bout de deux ans. C'est finalement la septième personne de la liste qui accepte la charge. Mais, en raison de divergences intellectuelles, cette dernière quitte l'association *Label Gauche* pour adhérer au Nouveau parti anticapitaliste (NPA).

Deux rotations ont donc finalement eu lieu durant ces six ans au sein du conseil municipal de Saint-Nazaire, et *Label Gauche* n'a plus d'élus au conseil municipal à partir de fin 2012.

### Quelles sont donc les leçons à tirer d'une telle expérience ? Fut-elle un échec ?

Je ne considère pas l'expérience de *Label Gauche* comme un échec total, c'est plutôt une belle aventure humaine avec tous les éléments de la tragédie. Mais l'intégrité de la liste a bel et

bien souffert. Cela a servi à la majorité PS, bien contente d'observer le délitement de la situation.

Le mandat tournant a sûrement été mal réfléchi. Nous n'avions pas assez discuté là-dessus. Le projet de *Label Gauche* est né en novembre 2007, la liste a été bouclée début février 2008 pour des élections qui se tenaient en mars. Nous avons eu à peine trois mois, cela s'est fait dans la précipitation. On n'avait pas d'expérience dans le montage d'une liste municipale et, à vrai dire, nous avons concentré notre énergie sur le principe de mixité. La liste s'est construite avec beaucoup de déçus de la majorité en place, et nous n'avions pas une expérience suffisamment développée du travail en commun. Nous sommes partis du principe que la rotation des mandats était quelque chose d'acquis. Mais nous aurions eu besoin de nous donner du temps pour en envisager la mise en pratique.

Ce furent six années d'expériences très riches, qui nous ont beaucoup appris et qui m'ont fait réfléchir sur l'engagement politique. Pourquoi entre-t-on sur le terrain politique ? Uniquement pour des idées ? Mon analyse et l'expérience de Saint-Nazaire montrent que la cohérence entre les idées et la pratique est problématique. Certains cherchent à être élus pour satisfaire un besoin de reconnaissance sociale. Conserver son mandat et renoncer à la rotation participe à cette reconnaissance.

Propos recueillis par Gaëlle Ronsin ■

Fin 2013, une liste *Alternatives Citoyennes* tente de se constituer pour les élections municipales de Saint-Nazaire, sur un programme similaire à celui de *Label Gauche*. Elle échouera à se présenter du fait de dissensions entre militants.



◀ Depuis 1403, les habitants du demi-canton d'Appenzell (1500 habitants) votent à main levée sur la place publique

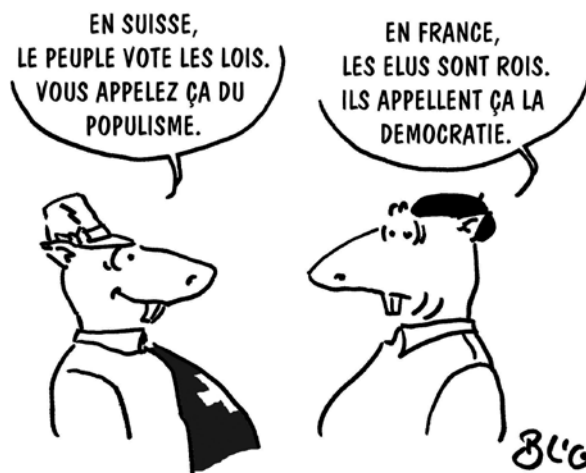
# Suisse : la démocratie du coffre-fort

La Suisse pratique une démocratie qui semble plus aboutie que celle qui a cours en France. En effet, le système repose depuis 1891 sur une combinaison d'éléments de représentation et de démocratie directe.

**L**ES DEUX CHAMBRES LÉGISLATIVES — le Conseil national (Nationalrat) et le Conseil des Etats (Ständerat) — représentent respectivement le peuple et les cantons. Le passage d'une loi nécessite l'accord des deux Chambres. Et surtout, les référendums obligatoires et facultatifs, ainsi que l'initiative populaire, sont les droits civiques les plus importants. Par exemple, toute modification de la Constitution et tout traité international majeur sont soumis impérativement à référendum. La question posée n'est ratifiée que si le "oui" obtient la majorité absolue des votes exprimés et l'emporte dans la moitié des cantons (vingt cantons et six demi-cantons), la majorité simple n'étant pas suffisante.

La Suisse apparaît donc comme un exemple de démocratie directe en Europe. Pourtant, le niveau de la participation en politique est très faible, tant au niveau des scrutins que de l'engagement. Ce sont surtout les hommes aisés disposant d'un bon niveau de formation qui s'engagent. De plus, un cinquième de la population (20 % d'étrangers) n'a pas le droit de vote, et les taux de participation sont plutôt bas.

Les chercheurs pointent d'autres défauts du système politique suisse : le manque de



transparence (notamment sur le financement des partis) et un contrôle entre les pouvoirs très faible. La garantie légale de la liberté d'information n'a été introduite qu'en 2005 !

Le système démocratique helvétique révèle donc des paradoxes criants : une démocratie directe certes, mais qui autorise des politiques xénophobes et ne remet pas en cause la dépendance de la politique et de la justice envers la finance... La Suisse, paradis fiscal le plus démocratique d'Europe !

G. R. ■

Sources : Antoine Chollet, *Defendre la démocratie directe*, *Le savoir suisse*, 2011  
Voir à ce sujet Loïc Blondiaux et Yves Sintomer, Maurice Blanc, Marion Carrel, Catherine Neveu et Jacques Ion

➤  
Forum National  
islandais avec  
950 personnes, le  
6 novembre 2011



D.R.

# La loterie islandaise : le tirage au sort sauvera-t-il la démocratie ?

Davantage connue pour ses paysages lunaires et ses groupes de post-rock nébuleux, l'Islande a surpris le monde en octobre 2008 en devenant une victime collatérale de la crise mondiale des subprimes. La chute des banques islandaises et la faillite d'un système politique incapable de prévenir cette catastrophe ont mené à une expérience démocratique inédite.

**R**ÉPUTÉ POUR PARADER EN TÊTE DES CLASSEMENTS internationaux pour son niveau de vie et son absence de corruption, le système économique et politique islandais a révélé des faiblesses internes importantes auxquelles le monde et la société islandaise étaient restés aveugles.

De nombreux Islandais se sont retrouvés endettés, ruinés, et en colère. Pendant près de quatre mois, la population s'est réunie chaque samedi sur la place Austurvöllur, face au Parlement, pour protester et exiger la démission du gouvernement de droite Geir Haarde (1). Lui succèdera pour la première fois un gouvernement de coalition social-démocrate et écologiste, mené par Jóhanna Sigurðardóttir, également première femme et première lesbienne à accéder à la fonction de Premier ministre.

## UNE EXPÉRIENCE INÉDITE

La conjonction de cette accession au pouvoir et du réveil politique d'une partie de la société islandaise a permis l'expérimentation de nouvelles techniques démocratiques. La réécriture de la constitution islandaise, qui était la cible de critiques fréquentes, a logiquement été placée au cœur de ces procédures.

Les Islandais n'avaient jamais considéré ce texte, inspiré par l'ancienne puissance colonisatrice danoise, comme émanant réellement de la volonté du peuple. Il s'agissait donc de trouver la façon de faire parler la population islandaise, de créer une œuvre issue d'une nouvelle forme d'intelligence collective. Dans ce but, le gouvernement a mis en place un forum national, en partenariat avec des associations de la société civile. Ce forum, ou *þjóðfundur*, devait permettre de déterminer les valeurs auxquelles la société islandaise s'identifie et qu'elle souhaite voir inscrites dans sa constitution afin de modifier ensuite tout son appareil juridique et politique. Le 6 novembre 2011, plus de 950 Islandais de tout le pays, de tout âge, hommes et femmes, se retrouvent ainsi le temps d'une journée, à la fois pour discuter des principaux axes de la future constitution, et pour produire un rapport de 700 pages de propositions de tout ordre, certaines partagées, d'autres sélectionnées pour leur originalité. Ces propositions serviront ensuite aux 15 hommes et 10 femmes élus pour la Constituante, des élections dont le personnel politique était exclu.

L'un des points centraux de la mise en place de ce processus de réécriture reste le choix de ces 950 premiers participants. En effet, l'Islande opère ici une

1) Du Parti de l'indépendance, droite conservatrice et libérale.



◀ Vote à bulletin secret lors du Forum National

première au niveau international en choisissant les participants par le biais du tirage au sort.

### DE L'USAGE DU HASARD EN DÉMOCRATIE

Très récemment encore, la question de l'usage du hasard en démocratie était restée confinée aux cercles hellénistes et à quelques politistes passionnés par les objets marginaux. Mais la crise des systèmes représentatifs occidentaux, leur contestation croissante de la part de la société civile et la perte de légitimité grandissante des élus ont remis sur le devant de la scène un dispositif jusque-là ignoré et perçu comme contre-intuitif. En devenant des fétichistes de l'élection, nous avons oublié que le tirage au sort était perçu comme consubstantiel à la démocratie dans l'antique vision athénienne, tandis que l'élection est plutôt vue comme un outil au service de la constitution d'une "aristocratie", puisqu'elle délègue le pouvoir de faire les lois à ceux dont on juge qu'ils sont les plus aptes, les plus intelligents, les meilleurs. Considérer le vote comme la procédure démocratique par excellence est un fait récent de notre histoire, parallèle à l'élaboration de nos systèmes de gouvernement modernes (2).

Pourtant, aujourd'hui, le recours progressif à l'opinion publique par le biais de sondages montre que la légitimité de l'élection n'est plus suffisante. Il ne s'agit plus seulement d'être "le meilleur", d'avoir reçu l'onction des électeurs. Il faut également être à l'image de l'électeur. Ce sont deux images de la représentation qui entrent ici en conflit au sein de nos systèmes représentatifs contemporains :

- La première est la notion d'aristocratie/méritocratie, constitutive de cette noblesse d'Etat dont on sait, depuis Bourdieu, qu'elle repose davantage sur une culture de classe que sur un véritable mérite. Le marché électoral se contente ensuite de nous en présenter les meilleurs

spécimens pour que les citoyens-consommateurs, éclairés par leur unique raison, en choisissent la perle rare. L'élu est donc perçu comme un personnage exceptionnel. Les présidentielles françaises en sont un exemple emblématique.

- La deuxième façon de concevoir l'élection consiste à choisir ses élus non plus pour leurs qualités personnelles mais pour leur ressemblance, leur capacité à nous ressembler. Elle concerne davantage la constitution d'assemblées, censées refléter les opinions des électeurs. Or les probabilités et la pratique d'un demi-siècle de sondages nous indiquent bien que si vous souhaitez constituer un échantillon représentatif d'une population donnée, la meilleure façon reste de le choisir... au hasard ! Un tel usage du hasard ne peut fonctionner que lorsque l'on cherche à constituer un groupe et non à désigner une personne seule. Plus l'échantillon choisi est important, plus il est représentatif d'une population donnée. C'est la règle que suivent nos sondages d'opinion depuis plus d'un demi-siècle...

### DE L'EUPHORIE À LA DÉSILLUSION TOTALE ?

En proposant cette brève assemblée tirée au sort, l'Islande a emprunté ce deuxième chemin qui, jusqu'alors, n'avait été exploré qu'à l'échelle régionale ou locale. C'est en cela que l'expérience islandaise possède un potentiel que nous devons explorer. Mais il ne faut pas se faire d'illusions non plus. Les médias français, face aux événements islandais, ont souvent caricaturé à l'extrême un pays que nous connaissons très peu. Passant de l'euphorie à la désillusion totale, nous devons considérer ce processus pour ce qu'il est : une première expérience. Après la tenue du forum national (qui n'a duré qu'une journée, rappelons-le) s'est déroulée l'élection d'une assemblée constituante de 25 personnes chargées de reprendre le travail

2) Les pères fondateurs de nos régimes représentatifs n'ont jamais prétendu bâtir des systèmes "démocratiques", ce mot étant d'ailleurs encore synonyme de chaos et de désordre. Voir Dupuis-Déri Francis, "L'esprit anti-démocratique des fondateurs des 'démocraties' modernes", *Agone* n° 22, pp. 95-113.



➤ L'Assemblée Constituante

## Expériences de tirage au sort

Le tirage au sort a été utilisé par la république d'Athènes pour choisir les dirigeants au sein des électeurs (seulement les hommes libres donc ni les femmes ni les esclaves) ; en France, elle a régi la conscription militaire de 1872 à 1889, et elle sert encore à constituer les jurys de cours d'assises.

En 2004, en Colombie britannique (Canada), dans l'optique d'un changement de la loi électorale, une assemblée de 160 membres a été constituée en se fondant sur des quotas en fonction de l'âge et du genre. Le choix du nouveau système électoral proposé par cette assemblée a été soumis au référendum en 2005.

En 2011, l'Irlande a mis en place une convention constitutionnelle comptant à la fois des parlementaires et des citoyens tirés au sort, dans l'optique de réviser certains points de la constitution irlandaise. Ce processus est toujours en cours. Il permet à des membres tirés au sort de siéger bien plus longtemps qu'une seule journée.

issu de cette journée de débats, et ainsi de donner forme à une nouvelle constitution. Mais son élaboration a dû faire face à un faible soutien de la part des médias islandais, à une faible participation des électeurs, à une multiplication des recours devant la Cour suprême, plus tatillonne qu'à son habitude sur les procédures.

La cerise sur le gâteau reste, en 2013, le retour au pouvoir de la droite, déjà aux affaires au moment de la crise. La nouvelle constitution (3) reste donc pour l'instant dans les limbes, puisqu'elle doit attendre le vote du Parlement pour être validée. Dépendante du jeu politique traditionnel, elle est victime du message contradictoire envoyé par les électeurs islandais, qui ont rappelé au gouvernement une droite particulièrement rétive à l'adoption d'un nouveau texte constitutionnel. Un tel texte forcerait à un rééquilibrage de la représentation entre zones rurales et zones urbaines, ce qui serait défavorable aux conservateurs. Les grandes familles de l'industrie de la pêche et de l'énergie craignent également un texte qui propose de

nationaliser ou d'encadrer strictement l'exploitation des ressources naturelles de l'île, des visées juridiques particulièrement novatrices qui ont été également la cible de critiques du Conseil de l'Europe.

### UNE DÉMOCRATIE RÉELLE NE SUFFIT PAS...

La critique croissante de nos systèmes représentatifs doit inciter tout un chacun à réfléchir sur la démocratie qu'il souhaite, car réclamer

une "démocratie réelle" ne suffit pas. Les valeurs démocratiques dépassent la simple question de la procédure : autrement dit, il ne suffit pas de changer de système institutionnel pour changer le monde. Le tirage au sort n'est pas le *deus ex machina* qui viendrait nous sauver (4). La démocratie directe, l'usage du référendum, la démocratie participative et même le tirage au sort portent aussi leur part d'ombre : souhaitons-nous laisser la majorité discuter et décider de tout, y compris des questions morales et sociales sensibles ? Un référendum sur l'avortement ou les minarets serait-il légitime démocratiquement ? Accepterions-nous que la majorité se prononce sur tous les aspects de la vie sociale ? Si nous sommes soucieux du respect de la sphère privée, comment assurer le respect des libertés individuelles, tout en permettant à nos sociétés de surmonter les échecs du libéralisme économique ? Voilà des débats à mener dans la sphère du réel, à la fois dans le jeu institutionnel et à l'extérieur de celui-ci. A leur niveau, les Islandais ont mené cette expérience, une expérience encore en cours. Ses errements ne sont pas des échecs mais, bien au contraire, ils agissent comme des révélateurs. Ils mettent en évidence des jeux de pouvoir souterrains que nous devons apprendre à saisir et à désactiver. C'est par une expérimentation continue, sans concessions, et par une réflexion audacieuse et pointue que nous pourrions répondre à l'appel des Indignés de Madrid, "*Democracia real ya !*" (5).

**Lionel Cordier**

*Docteur en sciences politiques. Sujet de thèse : "Dynamiques sociales et politiques dans l'Islande de l'après-crise. Les citoyens face aux institutions publiques : l'exemple du processus constitutionnel islandais", laboratoire Triangle, Lyon. ■*

3) Il conviendrait plutôt de parler de "réforme constitutionnelle".

4) Événement inattendu et improbable qui vient régler les problèmes à la dernière minute.

5) "Démocratie réelle maintenant"





←  
Assemblée  
des Indignés à  
Madrid

# Avancer vers l'horizon... sans qu'il recule

Au terme de ce dossier, on peut dire que penser et pratiquer la démocratie à grande échelle semble un chemin juché d'embûches redoutables... Quels espoirs et quelles pistes reste-t-il à explorer pour avancer vers l'horizon d'une démocratie réelle ?

**D**ÉMOCRATIE PARTICIPATIVE, MANDAT tournant, sociocratie, référendums, tirage au sort... autant d'idées a priori séduisantes, dont ce dossier montre cependant les limites possibles. Autant de pistes intéressantes mais qui peuvent se casser les dents sur les pesanteurs liées au fonctionnement de nos institutions et aux intérêts particuliers. Comment ressentir de l'espoir face à cette paralysie, dont témoigne toute personne qui a cherché à entrer dans les cercles du pouvoir représentatif pour le transformer de l'intérieur ?

## UN UNIVERS OÙ LA PESANTEUR EST DÉCUPlée...

Entrer dans les rouages de la démocratie représentative, c'est passer par une machine à broyer tout enthousiasme, entrer dans une dimension parallèle où la pesanteur est décuplée. Tant mieux, pourrait-on dire, si cette lourdeur administrative, bureaucratique, institutionnelle agit comme garde-fou empêchant les gens au pouvoir de faire ce qu'ils veulent en toute impunité. Mais cette pesanteur est aussi la garantie du statu quo social et politique, celui de la "démocratie représentative" telle que nous la connaissons, qui n'empêche nullement les plus riches de squatter le pouvoir, les plus

puissants d'imposer leurs pollutions et leurs nuisances au nom du profit, et qui soumet la plupart des gens à ces inégalités et cette exploitation contre leur volonté. Il faut alors chercher à sortir de l'évidence de ce qui nous est donné.

## DÉMOCRATIE = ÉLECTIONS ?

*"Jusqu'au 19<sup>e</sup> siècle, et durant plus de deux mille ans, il était acquis pour tout le monde que les élections étaient l'antithèse de la démocratie", explique Manuel Cervera-Marzal (1). "Les élections étaient considérées comme une procédure oligarchique de désignation des gouvernants, étant donné qu'en votant, les citoyens se dessaisissent de leur pouvoir au profit des élus. Dans un tel régime, les représentants, qui en réalité ne représentent qu'eux-mêmes et les intérêts de leur classe, sont les véritables gouvernants. Les électeurs sont leurs gouvernés." Il renchérit : "Décider qui doit décider, comme on le demande aux électeurs, ce n'est déjà plus décider". Il plaide pour une "relocalisation du pouvoir politique", estimant dans une perspective libertaire que "lorsque certaines questions méritent d'être discutées à l'échelle nationale ou internationale, chaque localité ou région devra alors se doter de mandataires – tirés au sort, révocables, responsables et désignés avec un mandat semi-impératif – qui ne sont donc en rien des 'représentants'".*

(1) Dans *La Gauche et l'oubli de la question démocratique*, D'ores et déjà, 2014



← Affiche dans les rues de Dijon

➤ Assemblée générale en plein air dans les années 60



### Pour en savoir plus

- *Silence* n° 373, "Le consensus, source d'émancipation ?", novembre 2009
- *Silence* n° 262, "Quelle démocratie ?", octobre 2000
- *Silence* n° 212-213 "Vers l'écogestion", janvier 1997
- Domenico Losurdo, *Démocratie ou bonapartisme. Grandeur et décadence du suffrage universel, Le temps des cerises*, 2005. Montre comment le régime parlementaire a été pensé et conçu contre la démocratie.
- Mogen H. Hansen, *La Démocratie athénienne à l'époque de Démosthène*, Les Belles Lettres, 2003. Sur les institutions démocratiques athéniennes et leur fonctionnement.
- Simon Luck, Irène Pereira, "Délégation et liberté politique dans les organisations anarchistes", *Réfractations*, n° 27 (<http://refractions.plusloin.org/IMG/pdf/2710.pdf>)
- Uri Gordon, *Anarchy Alive*, Atelier de création libertaire, 2012. Aborde entre autres les questions de démocratie dans les collectifs militants.
- Marcus Rediker, *Pirates de tous les pays ; l'âge d'or de la piraterie atlantique, 1716-1726*, Libertalia, 2008
- "Sommes-nous en démocratie ?", brochure téléchargeable sur le site des Renseignements généraux : [www.les-reseignements-generaux.org/brochures/439](http://www.les-reseignements-generaux.org/brochures/439)

### LE VOTE INSUFFISANT

La démocratie se trouve gravement diminuée par sa réduction au vote, expliquent les auteur-e-s d'un manuel de défense des droits humains en Argentine (2). Du fait qu'il est "l'unique outil institutionnel important qui ait été laissé dans les mains des citoyens, (...) tout le poids de la communication politique formelle a été déposé dans le vote", analysent-ils. Or cet acte ponctuel est inadapté pour assumer tout le poids de la démocratie. Nous sommes tenus de déposer dans un même bulletin l'ensemble de nos opinions, émotions politiques, désirs de changement, frustrations, colères, espoirs, enthousiasmes, peurs... Dès lors, "comment exiger que le suffrage s'interprète d'une forme et non d'une autre, si le même instrument renferme tant de messages, simultanément, de tant de personnes à la fois ?"

Dans ce cadre, on comprend que même un système à la Suisse où les référendums seraient plus nombreux, ne suffirait pas pour sortir de cette impasse. Le problème ici est de réduire la démocratie au résultat d'une décision formalisée par un vote, et non pas au processus de discussion qui y conduit. Ce qui fait la force d'une démocratie, autant que le résultat, c'est le fait d'avoir pris le temps de discuter tou-te-s ensemble de nos peurs et de nos envies, des valeurs qu'il nous semble important de partager, c'est d'avoir, ce faisant, appris à se connaître. C'est le fait d'évoluer ensemble et d'assumer nos désaccords et nos conflits, le fait de s'être pris en compte les un-e-s les autres et de s'être assuré-e-s que personne n'a été laissé sur la touche, que toutes les opinions ont été prises en compte dans la décision finale. Tout autant que la décision, c'est l'inclusion de chacune dans la communauté des décidant-e-s qui fait la démocratie.

### PASSER DE L'OLIGARCHIE À LA DÉMOCRATIE

Le problème est peut-être que nous ne sommes pas actuellement en démocratie, contrairement à ce qu'on voudrait croire. Ce qui ne signifie pas que nous soyons en dictature. "L'idée selon laquelle nous ne sommes pas en démocratie n'implique aucunement que nous serions en régime totalitaire, dictatorial ou tyrannique", estime Manuel Cervera-Marzal (1). "Cela signifie simplement qu'il faut refuser de nous laisser enfermer dans l'alternative 'démocratie ou totalitarisme' et qu'il faut donc mobiliser un troisième concept qui permet de caractériser nos régimes politiques comme étant oligarchiques", c'est-à-dire des régimes dans lesquels gouverne une élite, une minorité. Une "oligarchie libérale" qui fonctionne "moins à la contrainte qu'à la persuasion, moins à la force brute qu'à l'endoctrinement idéologique".

Hervé Kempf développe cette idée dans *L'Oligarchie ça suffit, vive la démocratie* (3). Il estime que c'est l'argent qui, en France, caractérise la minorité qui détient les rênes du pouvoir politique et économique. Cette minorité entretient son monopole par des systèmes de cooptation passant par les grandes écoles, cercles et cénacles privés et, bien sûr, par la transmission de la fortune et du capital social et culturel à leur descendance. Femmes, ouvriers, immigrés et jeunes sont les grands absents de cette représentation.

Ce que ne démentent pas Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot dans *La Violence des riches* (4), où ils estiment même que "la démocratie française est devenue de fait censitaire, les candidats appartenant déjà aux élites et les électeurs les plus modestes n'allant plus voter" (5).



## DES PRATIQUES ALTERNATIVES DE DÉMOCRATIE ?

Partant de là, quelles pistes se présentent à nous pour avancer vers des pratiques plus démocratiques ? Il semble que, comme le montre Martine Dardenne, l'échelle du groupe qui est en jeu est décisive. Plus on l'élargit, plus on rend complexe et lourd le processus, plus les enjeux de pouvoir se cristallisent (6). Néanmoins, il semble que l'outillage à disposition soit plus développé pour ce qui concerne les petits nombres : à quelques dizaines, il est possible de développer des pratiques de consensus assez poussées (7). La coopérative Oxalis, par exemple, expérimente une méthode de vote par cartons de couleur qui permet d'affiner l'avis et la prise en compte de chacun-e, et qui semble bien fonctionner jusqu'à deux cents personnes.

Plus nombreux, les Indignés, en Espagne, ont expérimenté des formes de démocratie directe sur les places occupées. A Barcelone, une assemblée générale regroupait chaque soir jusqu'à 2000 personnes. Se pratiquait alors la règle du vote à main levée au "consensus moins 40" : en-deçà de quarante avis défavorables (soit 2 %), on estimait

que le consensus était assez fort pour remporter la décision. Si la proposition était rejetée, les opposants s'engageaient à participer au groupe de travail qui, au cours du lendemain, travaillerait à formuler une nouvelle proposition qui prenne en compte les objections.

Des groupes travaillent également sur des formes d'assemblée "en marguerite" : un groupe de cinquante délégués/mandataires doit voter à main levée au sein du cercle central. A chaque question qui se pose, chaque mandataire rejoint son propre groupe dans un deuxième cercle qui lui indique la réponse à donner.

Au-delà de cette taille, il convient sans doute de se tourner vers les propositions du fédéralisme et du mandat semi-impératif et révocable, issues de la tradition anarchiste. Des essais de sociocratie sont également expérimentés. Le tout étant de continuer à naviguer dans la bonne direction, vers l'horizon d'une démocratie réelle qui signifie vraiment le

pouvoir et l'inclusion de tou-te-s dans une communauté d'égaux.

Guillaume Gamblin ■



"Si l'on ne contribue pas à une culture démocratique vivante, permanente, capable de faire pression sur les candidats, ils ne feront pas ce pour quoi on les a élus. Mettre un bout de papier et rentrer chez soi ne va rien changer."

Noam Chomsky, professeur de linguistique au MIT

(2) *El derecho a tener derechos. Manual de derechos humanos para organizaciones sociales*, Colectivo de investigación y acción jurídica, <http://ciaj.com.ar>.

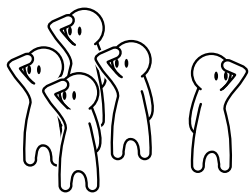
(3) Seuil, 2011

(4) Zones, 2013, p. 87

(5) Le système censitaire est un mode de suffrage dans lequel les seuls électeurs sont les citoyens dont le total des impôts directs dépasse un seuil, appelé cens. Seuls les plus fortunés peuvent donc voter.

(6) Même si le petit nombre n'est pas en lui-même une garantie : la dictature peut commencer à deux.

(7) Voir *Silence* n° 373 : "Le consensus, source d'émancipation ?", et *Silence* n° 262 : "Quelle démocratie ?", articles téléchargeables sur [www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net).



# Alternatives

## » Alimentation locale collective

### Soutenir Ondine

Créée en 2010 dans le Rhône, l'association Ondine a pour originalité de mettre en lien ville et campagne via un circuit court de demi-gros à l'usage d'épiceries, restaurants, crèches, orphelinats, groupements d'achat, événements culturels... Le tout en agriculture biologique. Elle développe également la transformation de surplus agricoles par les consommateurs eux-mêmes et a des projets d'ateliers de lavage de bouteilles, d'animations, etc. Ondine fait un appel à souscription pour pouvoir payer les producteurs après une année 2013 ayant cumulé des difficultés, et ainsi continuer ses activités. Pour tout contact et soutien financier : *Ondine*, 27, rue Michel-Servet, 69100 Villeurbanne, tél : 09 75 97 91 61, <http://ondine.info>.

## Médias

♦ **Beugle**, revue toulousaine autogérée, une feuille A3 pliée dans tous les sens, chaque mois, avec incitation à la photocopier. C'est téléchargeable sur le site <http://beugle.fr/>

♦ **Zélium**, irrégulomadaire satirique, n°15 en mai 2014 (n° spécial écologie), 3,50 €. Une trentaine de pages avec énormément de dessins humoristiques en couleurs et quelques textes irrévérencieux. *Jack is on the road*, BP80020 Olonne-sur-Mer, 85101 Les Sables d'Olonne.

♦ **Revue Z**, *La Parole errante*, 9, rue François-Débergue, 93100 Montreuil, [www.zite.fr](http://www.zite.fr). Cette belle revue distribuée en librairie, présente dans son n° de juin, un abondant dossier sur Vénissieux et les banlieues en général, des reportages sur Fukushima, l'agriculture urbaine, une BD sur Cuba...

♦ **Alters Echos**, *journal de l'alternative en Midi-Pyrénées*, 5, rue d'Amade, 31200 Toulouse, dans le numéro de juin de ce trimestriel, un dossier sur les murs... avec en particulier tous les nouveaux murs qui voient le jour pour se protéger des pauvres (immigrants ou autres).

## Education

♦ **Allier : formation au Foyer Michaël**. Centre de formation anthroposophique dans l'Allier, le Foyer Michaël accueille chaque année des étudiant-e-s en recherche de leur orientation pour une formation d'un an basée sur les enseignements de Rudolf Steiner. Le but est de découvrir et développer ses capacités personnelles et sociales à travers les dimensions à la fois corporelles, artistiques, artisanales, etc. *Foyer Michaël, les Béguets*, 03210 Saint-Menoux, tél. : 04 70 43 96 27, [www.formation-steiner.com](http://www.formation-steiner.com)

♦ **Dijon : La croisée des chemins ouvre ses portes en septembre 2014**. Cette "école démocratique" accueille des jeunes de 4 à 19 ans durant la durée de leurs études primaires et secondaires dans le cadre d'un établissement associatif privé hors-contrat agréé par l'Éducation Nationale, laïque et à vocation internationale. L'école est une grande classe unique, sans programme imposé, des facilitateurs d'apprentissage accompagnent les projets de chaque étudiant-e, en lien avec les approches de Carl Rogers et de la communication non-violente. Chacun-e participe à la vie de l'école et aux décisions à travers la sociocratie. *Contact* : *Ecole de la Croisée des chemins*, 10B, rue de la Marseillaise, 21000 Dijon, tél. : 03 80 55 50 30, [www.ecolelacroiseedeschemins.fr](http://www.ecolelacroiseedeschemins.fr).

♦ **Gard : L'école du dehors ouvre ses portes en septembre 2014 à Sainte-Croix-de-Caderle**. Cette école maternelle accueillant jusqu'à 15 enfants de 3 à 7 ans s'inspire de la pédagogie de la nature développée en Suisse par Sarah Wauquiez. Les enfants sont dehors dans la nature par tous les temps, pas de salle de classe mais un lieu-refuge, une approche basée sur le lien corporel, sensoriel, affectif avec le vivant et le monde. Vivre dans la nature et apprendre par elle, à son propre rythme. *Contact* : *Association Dans les bois, Eco-hameau Serre du Valat*, 30460 Vabres, tél. : 04 66 30 68 79 et 04 66 61 67 94, [danslesbois@riseup.net](mailto:danslesbois@riseup.net).

## » CHRONIQUE : Les jeux écolos

**L**e jeu est bien plus qu'un loisir. C'est une pratique culturelle et un territoire d'enjeux, qui en dit beaucoup sur nos modes de vie : jouer pour consommer ou pour prendre son temps ? Jouer pour mettre en échec ou pour faire ensemble ? Acheter un jeu en plastique ou fabriquer soi-même avec des matériaux naturels... Ce cahier de recettes pratiques, j'espère, vous donnera envie de jouer écolo.

### Les bombes à graines

La fabrication et la dispersion de « bombes » à graines est une invitation militante et ludique, pour aider la nature et les plantes sauvages à recoloniser des espaces minéralisés et abîmés (friches, murs, trottoirs des villes...). C'est une technique simple et agréable à mettre en œuvre.

Il faut d'abord rendre hommage à l'agronome japonais Manasobu Fukuoka, qui a milité pour une agriculture "naturelle" à partir des années 1930. Les billes d'argile remplies de graines qu'il décrit dans son livre *La révolution d'un seul brin de paille* ont pour but de moins travailler le sol, de suivre les forces de la nature plutôt que de les combattre.

Les bombes à graines ont dépassé le cercle des agro-écologistes en arrivant aux États-Unis dans les années 1973. L'artiste Lyz Christy a mobilisé les habitants pour la reconquête des friches avec des lancers de graines. Cette initiative a été à l'origine des premiers jardins communautaires (devenus ensuite les jardins partagés que nous connaissons), pour reconquérir des espaces urbains délaissés afin de les rendre agréables, avec une gestion par les habitants eux-mêmes.

Quels sont les avantages de la bombe à graines ? Cette petite boule d'argile, de compost et de graines amène aux plantes ce dont elles ont besoin : une structure pour pousser, de l'humidité, de la nourriture, une plasticité permettant d'entrer dans des endroits inattendus (fissures, cavités, mobilier urbain...), une forme adaptée aux lancers lointains...

La fabrication de bombes à graines, c'est un peu comme de la pâtisserie. Du travail manuel, cela fait toujours du bien !

Voici la recette et les ingrédients : il vous faut un saladier ou un seau pour le mélange, de la terre argileuse du jardin, du terreau ou du compost, un peu d'eau, un récipient pour mesurer grosso modo vos quantités et un mélange de graines adaptées à vos envies (légumineuses, fleurs annuelles de type prairies fleuries, plantes mellifères ou pour nourrir les oiseaux...).

Les proportions sont les suivantes : 2 volumes de terre argileuse, 1 volume de terreau ou de compost et un mélange de graines (fleurs annuelles, légumineuses, graminées...).

Mélanger le tout, puis ajouter l'eau progressivement jusqu'à produire une boule homogène



D.K.

pas trop collante. Ensuite, faites des petites boules compactes entre vos mains, d'environ 1cm. Vous pouvez les utiliser immédiatement ou sinon vous pouvez les faire sécher pour les utiliser plus tard.

Vous pouvez adapter la taille de la boule aux types de graines (des grosses graines = moins de graines et plus de matière).

Il est possible de rouler les billes dans des épices ou des colorants alimentaires pour leur donner plus de chances de réussir leur développement (cela évite l'appétit des oiseaux et des rongeurs).

Vous pouvez aussi remplacer la terre de jardin par de la pâte à papier. Par exemple, vous faites tremper des boîtes d'œufs, que vous essorez avant le mélange avec le terreau et les graines.

Cette activité est un bon prétexte pour partir en promenade, tout en redonnant de la diversité végétale (et écologique par la suite) dans des endroits qui l'ont perdue. Alors, bonne balade avec vos « bombes à graines »...

*Si vous souhaitez m'aider dans ma rubrique sur les jeux écolos, n'hésitez pas à m'envoyer vos souvenirs, vos remarques :*

**Michel Scrive**

5, rue de la Paix, 93500 Pantin, [mishelu@riseup.net](mailto:mishelu@riseup.net)

### Références

♦ *La Révolution d'un seul brin de paille*, Masanobu Fukuoka, Édition Guy Trédaniel, 2005.

♦ *Semez pour résister, L'art et la pratique des bombes à graines*, Josie Jeffery, Édition Plume de carotte, 2012.

Les folles recettes de *l'observatoire*

de ce bellâtre de  
Thomas Deux recettes  
BOULE pour rendre  
FOU D'AMOUR

HA HA,  
ZAPPE  
OLIVE!

RI! RI! À MOI L'AMOUR FOU!

Cocktail apéritif sans alcool

- 40 grs de gingembre frais
- Le jus d'un citron pressé.
- 50 cl d'eau très fraîche.
- Une gousse de vanille.
- Le jus d'un pamplemousse pressé.
- Une amoureuse potentielle.

1-Rapez très finement votre gingembre frais.

"FRAIS", "FRAIS"... BOH, EN POUDE SA  
DEVRAIT FAIRE L'AFFAIRE!

2-Mixez l'eau et le gingembre  
ensemble.

40 GRAMMES... BIGRE, C'EST  
PRESQUE LA MOITIÉ DU POT!



ALLO, ANAIS, TU  
FAIS QUOI  
CE SOIR??



4-Pour enflamer les cœurs,  
servir très frais.

3-Ajoutez les jus de citron et de  
pamplemousse. Mixez le tout.

J'AI FRAIS DU JUS, C'EST  
PLUS FACILE!

MAHIN!  
HAHA



ALORS?

HÉ HÉ  
HI HI HI

5-Attention

ATTENTION  
POISON!!



6-...  
PSHIT!

MON VERRE!

Soupe de melon à la verveine  
et gambas roties en croûte de sésame

C'EST HEU...  
EXCUSE-MOI...  
C'EST MONCHAT,  
HEU...

ANAIS...



AS-TU DÉJÀ ENTE-  
DU PARLER DE LA  
DELICATE VER-  
VEINE CITRONNEE

PROISSER PUIS SNIFFER UNE  
FEUILLE DE CETTE RANTE SU-  
BÛME, C'EST COMME EXPÉDIER  
TES NASEAUX DANS LE JARDIN  
D'EDEN, EN BUSINESS CLASS  
SUR "VRESSE AIRLINES"!



N'EST-CE PAS!

HÉ HÉ  
HE!

ET BEN MOI JE TE PROPOSE  
UNE SOUPE DE MELON À LA  
VERVEINE ACCOMPAGNÉE DE  
GAMBAS RÔTIÉS EN CROÛTE  
DE SÉSAME.

J'AI TOUT D'ABORD  
MIXÉ UN MELON  
AVEC UN BOUQUET  
DE VERVEINE...



SWIF SWIF  
HI HI,  
GRAND  
FOU!



ENSUITE TU ASSAISONNES  
PROGRESSIVEMENT ET  
AVEC UN PARCIMONIEUX FEEL-  
ING, EN AJOUTANT UNE  
MINI GICLÉE DE VINAIGRE  
DE XÉRÈS, UNE PINCÉE DE  
BIVÈS DE SÉCHUAN, UNE  
DE PIMENT ET UNE  
AUTRE DE SEL...

IL FAUT RECTIFIER PAR  
TOUCHES CAR L'ÉQUILIBRE  
SUCRÉ-SALÉ EST UN  
HIMALAYA QUI S'ESCA-  
LADE SANS HÂTE...  
HA HA HA!

TU GARGES TOUT ÇA  
DANS UN BIG BIG  
FRIGO, VOIS-TU!



HUM... ENSUITE,  
TU PRENDS UNE  
JATTE... HEU...



DEDANS TU Y TOUILLES UNE POIGNÉE DE GRAINES  
DE SÉSAME, LE JUS D'UNE LIME, UNE PINCÉE DE  
PIMENT, UNE GICLÉE D'HOILE D'OLIVE, QUELQUES  
TOURS DE MOULIN À POIVRE ET PLEIN DE FEUILLES  
DE VERVEINE HACHÉE MENUE...



ET...



HUM... ENSUITE J'AI DÉCAPITÉ ET  
CHÂTRÉ LES GAMBAS, LES AI  
TREMPEES DANS LA MARINADE DE  
SÉSAME... UNE HEURE AU FRIGO...  
ET...

ALORS ON PÔSE  
LA BROCHETTE  
SUR LE BOL...  
ET...

MAIS  
THOMAS!

ON LES EMBROCHE  
ET LES FAIT ROTIR  
À LA POÊLE DEUX  
MINUTES DE CHAQUE CÔTÉ...



TU AS OUBLIÉ DE DIRE QUE TOUTS  
LES INGRÉDIENTS DOIVENT ÊTRE  
NON TRAITÉS... c'est important!!



T'ES VRAIMENT À  
TOUT COMPLIQUER, TOI  
LA "BIO EXTREMISTE"!



MAIS SAIS-TU QU'AVEC LES  
TRAITEMENTS DES FRUITS  
ET LÉGUMES TU RISQUES DES  
CANCERS, PARKINSON, ET  
MÊME LA STÉRILITÉ! @



DU COUP, AU LIEU D'ÊTRE  
FOU D'AMOUR, T'ES  
UN PEU FOU TOUT COURT!

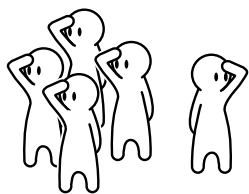


IL RESTE UN  
PEU DE COCKTAIL



(5-Attention à bien respecter les dosages !)

①-Pas l'outil, le fruit (Une lime est un citron vert)  
②-<http://www.observatoire-pesticides.gouv.fr>



# Alternatives

## Alternatiba

Les 5 et 6 octobre 2013 s'est tenue à Bayonne, une grande fête des alternatives sur le thème "changeons le système, pas le climat" qui a réuni 12 000 personnes. Depuis, le mouvement Bizi à l'origine de cette initiative a lancé un appel à la tenue d'autres rencontres de ce genre d'ici le sommet international sur le climat en décembre 2015 à Paris. Voici les collectifs lancés, fin juin 2014 et les dates déjà annoncées :

- ♦ **Agen** (Lot-et-Garonne) : 13 septembre 2014
- ♦ **Bastia** (Corse) : 6 et 7 juin 2015
- ♦ **Bordeaux** (Gironde) : 10 au 12 octobre 2014 dans le quartier Sainte-Croix
- ♦ **Gonesse** (Val-d'Oise) : 20 et 21 septembre 2014
- ♦ **Ile-de-France** : 26-27 septembre 2015
- ♦ **Genève** : septembre 2015
- ♦ **Lille** : 4 et 5 octobre 2014
- ♦ **Limousin** : en 2015
- ♦ **Martel** (Lot) : en 2015
- ♦ **Martigues** (Bouches-du-Rhône) : en 2015
- ♦ **Metz** (Moselle)
- ♦ **Nancy** (Meurthe-et-Moselle) : en 2015
- ♦ **Nantes** (Loire-Atlantique) : 28 septembre 2014



- ♦ **Pau** (Pyrénées-Atlantiques) : en 2015
- ♦ **Perpignan** (Pyrénées-Orientales) : en 2015
- ♦ **Poucharramet** (Haute-Garonne) : en 2015
- ♦ **Rennes** (Ille-et-Vilaine) : en 2015
- ♦ **Rouen** (Seine-Maritime) : en 2015
- ♦ **Saint-Nolff** (Morbihan) : fin 2014
- ♦ **Saint-Quentin-en-Yvelines** (Yvelines)
- ♦ **Socoa** (Pyrénées-Atlantiques) : 5 octobre 2014
- ♦ **Strasbourg** (Bas-Rhin) : en 2015
- ♦ **Tahiti** (Polynésie) : 29 et 30 novembre 2014
- ♦ **Toulouse** (Haute-Garonne) : en 2015
- ♦ **Valence-d'Agen** : en 2014.

Du 5 juin au 26 septembre 2014, une tournée en quadruplette (vélo à quatre places) sillonnera la France pour arriver à Paris pour l'Alternatiba Ile-de-France.

Plus d'infos : <http://alternatiba.eu/>

» Paris

## Habitat groupé en projet

La ville de Paris souhaite soutenir des projets d'habitats groupés et a lancé, en avril 2014, un appel à projets autour de trois parcelles disponibles : le 16, rue Armand Carrel (19<sup>e</sup>, 228 m<sup>2</sup> au sol, 700 m<sup>2</sup> habitables), le 9, rue Gasnier-Guy (20<sup>e</sup>, 396 m<sup>2</sup> au sol, 666 m<sup>2</sup> habitables), le 20, rue Gasnier-Guy (20<sup>e</sup>, 289 m<sup>2</sup> au sol, 280 m<sup>2</sup> habitables). Un site présente les trois parcelles : [www.habitatparticipatif-paris.fr](http://www.habitatparticipatif-paris.fr)

## Élections européennes

♦ **Espéranto : en progression.** Depuis 2004, des espérantistes français ont décidé de se faire connaître en présentant une liste aux élections européennes. Europe Démocratie Espéranto propose d'utiliser l'espéranto au niveau européen comme langue intermédiaire pour mettre fin aux frais énormes de traduction. L'idée reste encore modeste mais progresse : 25 259 voix en 2004, 28 945 en 2009 et 33 115 cette année (0,18 %).

♦ **Décroissance.** En 2009, des listes décroissantes étaient présentes dans 6 régions et totalisaient 6043 voix (0,035 %). En 2014, elles sont présentes dans 5 régions et ne totalisent plus que 4638 voix (0,024 %). Pas très encourageant !

## » CHRONIQUE : Bonnes nouvelles de la Terre

### Quand les restaurateurs se mettent au compostage

**Depuis le printemps 2014, une trentaine de restaurants parisiens participent à une opération de tri. L'idée est simple : collecter la centaine de déchets alimentaires quotidiens pour en faire du méthane et de l'engrais.**

Cette opération pilote a été lancée par le Syndicat nationale des hôteliers, restaurateurs, cafetiers et traiteurs (Synhorcat). Objectif : mettre en place une collecte des déchets alimentaires pour produire du méthane et de l'engrais.

L'homme à l'origine de cette démarche s'appelle Stéphane Martinez. Lui aussi est restaurateur, mais également entrepreneur et ambassadeur inventif du compostage. "Tout a commencé en 2007, quand j'ai mis en place le lombricompostage dans mon restaurant, raconte-t-il. J'étais le premier restaurateur français à me lancer dans cette démarche".

Son constat est simple : pour chaque couvert, 200 grammes d'épluchures et de restes de nourriture partent à la poubelle. "On produit entre 80 et 100 kg de déchets par jour", estime Thomas Chaput, un autre restaurateur.

"L'idée m'est venue en voyant le manque de matière organique dans les sols en France et en Europe, poursuit Stéphane Martinez. En tant que restaurateur, la matière organique, on connaît,

on travaille tous les jours avec. Le compostage, c'est simple à mettre en place dans nos cuisines". Au sein du Synhorcat, il coordonne donc depuis mai 2014 la mise en place de l'opération.

#### Collecte des déchets alimentaires

Au départ, "les restaurateurs n'étaient pas partants, ils trouvaient ça compliqué". Il faut donc simplifier au maximum le processus. Il décide alors de créer son entreprise de collecte de déchets alimentaires, *Moulinot Compost*. Huit salariés, et des camions. "Nous passons tous les jours chez les restaurateurs, puis nous transportons les déchets vers une plate-forme de transfert, en Seine-Saint-Denis. De là, tout est transporté vers une usine de méthanisation, à Evry".

Ce processus permet de créer, à partir des débris alimentaires, de l'engrais et du méthane. Une tonne de bio-déchets produit ainsi 350 kilowatts d'énergie et 950 kilogrammes de matière organique riche en azote. Seul bémol : pour faciliter le tri, les restaurateurs ne font pas la différence entre les déchets végétaux et carnés. Le substrat

En partenariat avec :

**Reporterre**  
le quotidien de l'écologie



Thomas Chaput devant son restaurant Pirouette

obtenu après méthanisation n'est donc pas un bon compost, mais un engrais azoté.

Pour Thomas Chaput, "c'est une manière de boucler la boucle". Renvoyer l'ascenseur aux agriculteurs qui les fournissent en légumes et en fruits.

Cependant, quand la cadence s'accélère en cuisine à l'heure du déjeuner, les épluchures partent encore parfois dans la poubelle verte.

L'opération rencontre un certain succès. De trente enseignes partenaires à l'origine, le syndicat espère passer à quatre-vingt. Coût de l'opération : 308 000 €, financés par la Ville de Paris et par les restaurants.

**Lorène Lavocat,**  
pour [www.reporterre.net](http://www.reporterre.net)

# Bilan financier 2013

Résultat d'exploitation 2013 simplifié (en milliers d'euros)

Charges	2012	2013	Produits	2012	2013
Imprimerie	46	38	Reeves vendues	221	174
Achat marchandises	8	4	Ventes marchandises	10	6
Frais reproduction divers	2	2			
ROUTAGE	31	29	Variations stocks	2	-1
Affranchissements	6	6			
Maquettiste	13	11			
Achats & charges externes	25	27			
Salaires & charges sociales	116	95	Aide emploi	3	2
Amortissements	2	1			
Stocks	3	3	Reprise stocks	2	3
Droits d'auteurs/Taxe appr.	3	1	Soutiens et dons	8	9
Charges financières except.	4	0	Produits financiers	1	1
Impôt sur les bénéfices	0	0			
Excédent/Perte	-12	-23			
<b>Total charges</b>	<b>248</b>	<b>194</b>	<b>Total produits</b>	<b>248</b>	<b>194</b>

Bilan d'exploitation au 31 décembre 2013 (en milliers d'euros)

Actifs	2012	2013	Passif	2012	2013
Investissements	2	2	Fonds associatif	117	104
Stocks	12	11	Excédent/Perte	-12	-23
Titres participation	18	15	Total fonds propres	104	81
Prêt	1	1			
Clients	17	14			
Divers à recevoir	3	6	Fournisseurs	15	14
			Produits avancés	45	56
Trésorerie	127	120	Frais dus au personnel	20	18
Charges avancées	5	0	Divers dettes	1	0
<b>Total actif</b>	<b>185</b>	<b>169</b>	<b>Total passif</b>	<b>185</b>	<b>169</b>

## La revue fragilisée...

En 2012, nous avions déjà connu une baisse de chiffre d'affaires d'environ 20 000 €. Cette tendance s'est amplifiée en 2013 avec une baisse de 50 000 € ! Nous avons ajusté en partie nos dépenses, limitant ainsi le déficit prévisible. Il reste toutefois plus important : après avoir perdu 12 428 € en 2012, nous perdons 23 530 € en 2013. Le premier semestre 2014 est d'ores et déjà déficitaire, même si la baisse du chiffre d'affaires semble se ralentir.

Nous avons eu une forte baisse aussi bien du nombre d'abonnements que du nombre d'exemplaires vendus au numéro (globalement -22 %). Par ailleurs, nous avons aussi une baisse de l'activité livres (le nouveau livre sur la transition ne s'est pas bien vendu).

Il est difficile de savoir d'où vient exactement cette baisse (concurrence d'internet et d'autres titres papier, contenu de la revue inadapté pour une partie de nos lecteurs, crise économique...).

Notre trésorerie a baissé un peu plus lentement (-7000 €) du fait de la répartition des abonnements souscrits (moins d'abonnements à 6 mois)... entraînant un décalage dans le temps (fin juin 2014, nous avons encore baissé de 15 000 € en trésorerie).

La baisse de trésorerie du début 2014 s'explique aussi en partie par les frais engagés par l'opération "Semis de printemps" avec l'envoi à chaque abonné-e de 5 dépliant de présentation. Le retour sur cette opération n'est pas encore terminé au moment de ce bilan, mais reste en-dessous de nos espoirs : on visait 500 nouveaux abonnements pour revenir à l'équilibre.

Pour le moment, la publication de la revue peut se poursuivre car nous avons encore de la trésorerie... mais si nous ne trouvons pas rapidement un nouvel équilibre, d'ici un an ou deux, la situation va devenir délicate.

## La ferme de Lou Preï

**L**a ferme de Lou Preï est nichée à 1000 mètres d'altitude au cœur des Alpes-Maritimes sur la commune d'Ascros. Vanessa et Aymeric y cultivent leur jardin depuis douze ans.

Installés à l'âge de vingt-trois ans, ils ont peu à peu mis en place un lieu leur assurant une qualité de vie conciliant travail, passion et vie de famille. Aujourd'hui, la production de légumes et de petits fruits fournit 20 à 50 paniers par semaine durant la belle saison. A Lou Preï on cultive la biodiversité : plus d'une centaine de variétés, dont douze de tomates ! Lorsqu'ils achètent ce terrain, Lou Preï est un pré peu entretenu, orienté sud-ouest, surplombé d'un petit abri à rénover. Après une courte formation agricole, Vanessa et Aymeric entreprennent l'aménagement du lieu : rénovation du bâtiment, construction de terrasses, mise en place d'un système d'irrigation, entretien des arbres présents, installation de serre, mise en place des planches de production...

Douze ans après, le résultat est saisissant ! En dessous de leur jolie maison provençale auto-construite en bois et paille, on trouve un hectare de terre en pleine production durant la belle saison. Les différentes planches de maraîchage

se juxtaposent sur de petites terrasses rythmant doucement la pente parsemée d'arbres fruitiers (cerisier, pommier, figuier, poirier...). Deux sources d'eau permettent d'irriguer la majeure partie du terrain pendant la saison d'été. Cette ferme que certains qualifieront de "lieu de production", Vanessa et Aymeric l'assimilent à leur "Grand-Jardin" préférant la notion de maraîchers-jardiniers à celle d'exploitants.

### "Un champ d'expérimentation infini"

L'observation de leurs plates-bandes leur a permis de déterminer les variétés et les techniques de production les plus adaptées à leur lieu : non utilisation de produits de synthèse, conservation des plantes au sol pendant l'hiver, maintien des zones humides, présence de zone sauvage et valorisation de la vie du sol. Le respect des cycles de la nature permet une cohabitation entre les différents êtres vivants peuplant leur jardin : insectes, arbres, légumes, plantes sauvages... Laisser la nature se développer implique quelques désagréments sur certaines plantations. Mais la grande diversité cultivée de la production permet d'accepter de temps à autre qu'une petite partie de la récolte soit détruite. "C'est le jeu ! Sinon on ne ferait pas de bio !".



Vanessa et Aymeric ont appris à utiliser les ressources présentes sur leur lieu. Ainsi grâce à la prêle des champs poussant naturellement dans une partie humide de leur terrain, les cultivateurs préparent une décoction fortifiante riche en silice et minéraux, qu'ils pulvérisent sur les plantes pour qu'elles résistent aux champignons. Dans cette même logique, ils ont construit leur maison en bois paille, utilisant la paille fauchée par leur voisin.

Le travail de la terre leur fournit bien plus qu'un simple revenu. Lou Preï c'est avant tout un état d'esprit, une liaison très forte ou plutôt un échange entre la nature et l'homme, pour que chacun en tire le meilleur.

**Thibaud Chéné et Manon Canovas**

*Les chemins de terre,*  
[encheminverslaterre.wordpress.com](http://encheminverslaterre.wordpress.com)



# Nucléaire

## » Catastrophe de Fukushima

### Les enfants de Fukushima commencent à mourir

**E**n mai dernier nous avons signalé que, selon les prévisionnistes gouvernementaux, les cancers chez les enfants de Fukushima n'avaient pas été corrélés à l'accident nucléaire, du fait qu'à Tchernobyl les premiers cas n'étaient apparus que 4 ans après l'accident.

Au mois de juin dernier, les résultats d'un contrôle effectué par l'Université de Médecine de Fukushima sur l'ensemble de la province lèvent le voile en établissant que le taux de maladies de la thyroïde a déjà été multiplié par 40 chez les moins de 18 ans.

De surcroît, 48 % d'entre eux, soit 135 000, présentent des anomalies pré-cancéreuses et l'évolution s'accélère.

Alors que les examens officiels menés dans les écoles concluaient qu'il n'y avait pas d'atteinte à la thyroïde, des parents d'élèves de Fukushima ont fait procéder à des examens dans des hôpitaux plus éloignés qui ont détecté des goitres sur certains enfants. Et nous ne sommes qu'au début des révélations, car les données concernant les adultes ne sont pas communiquées.

De plus, le nuage d'iode radioactif ne s'étant pas arrêté aux frontières de la Région, on vient d'apprendre que 23 % des enfants de la province d'Ikibari ont été classés dans la catégorie "suivi médical obligatoire" après un premier examen de la thyroïde.

Autre constat des pédiatres : globalement, les nouveau-nés sont plus faibles et plus souvent malades.

#### Pendant ce temps...

♦ Les taux de radioactivité sous terre et dans la mer augmentent. Les avatars dans la course de vitesse pour les retenir, sur le court terme, se multiplient. Depuis le mois d'avril, TEPCO essaie de congeler 11 000 tonnes d'eau radioactive qui stagne sous les réacteurs n°2 et

3. Malheureusement, cette mesure ne fonctionne pas, soit que le niveau d'eau fluctue trop pour lui permettre de se figer en glace, soit que de

l'eau chaude provenant du voisinage du cœur en fusion réchauffe en permanence cette eau qui fuit lentement en mer. On tente d'intensifier la congélation.

♦ Une part de la nourriture distribuée contribue à l'empoisonnement progressif :

La production alimentaire ayant chuté, les autorités japonaises ont élevé le seuil d'interdiction à la vente. Le poisson et les légumes venus des

zones contaminées ne sont pas jetés, certains transitent par d'autres régions et reviennent munis d'un étiquetage rassurant.

Au printemps, la reprise de la culture sur 5600 hectares de rizières a été autorisée. Les agriculteurs sont invités à y travailler de jour, mais doivent continuer à vivre à l'écart. Ceux-ci, estimant que la contamination restait trop forte, n'ont procédé qu'à quelques plantations en vue de faire effectuer des analyses : 3,6 % des rizières à Minami-Sôa, 0,1 % à Namié et Ôkuma, 0,06 % à Katsurao, 0 % à Futuba.

Dernière mesure ubuesque, le gouvernement envisage d'exploiter une ferme contrôlée par ordinateur qui pourrait ainsi cultiver les terres contaminées sans présence humaine en zone interdite !

Pendant que les enfants de Fukushima commencent à mourir, tout laisse présager le pire pour demain.

Monique Douillet

Une version chronologique plus détaillée se trouve sur notre site [www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net)



Ne faites pas confiance à la nourriture japonaise

## Le prix du nucléaire

♦ **Classement européen.** Selon un tableau Eurostat concernant le 2<sup>e</sup> semestre 2012, la France, première productrice d'électricité d'origine nucléaire, se classe à la 15<sup>e</sup> position derrière des pays comme la Grèce, la Croatie, la Lettonie, la Lituanie, l'Albanie, l'Islande, l'Estonie, le Monténégro, la Bosnie, la Macédoine... qui n'ont pas de réacteurs nucléaires. Si les pays les plus chers sont le Danemark ou l'Allemagne, c'est parce que ces deux pays ont mis en place un fonds d'investissement important pour le développement des renouvelables. Le prix de l'électricité n'a donc que peu à voir avec le choix du nucléaire.

♦ **Scénario belge.** Le ministère wallon de l'Energie en Belgique a commandé une étude pour comparer différents scénarios énergétiques. Des résultats rendus publics le 18 avril 2014, il ressort qu'un scénario associant, dans le futur, éoliennes terrestres et centrales thermiques au gaz coûterait moins cher et créerait plus d'emplois qu'un scénario misant sur la poursuite du nucléaire. Dans le détail, en comparant une centrale nucléaire de 1600 MW permettant de produire 12,6 TWh d'électricité par an et des éoliennes produisant 3,8 TWh par an complétée par quatre centrales au gaz, sur 60 ans, la solution nucléaire coûterait 90 milliards d'euros, alors que l'autre ne coûterait que 64 milliards d'euros. Le premier scénario embaucherait 1800 personnes contre 2500 pour le second.

♦ **Cour des Comptes.** Celle-ci a publié le 27 mai 2014 une étude annonçant que la poursuite du nucléaire va impliquer une augmentation rapide du prix de l'électricité. Ainsi, en comparant les budgets d'EDF de 2010 et 2013, la Cour signale que tous les postes de dépense sont en hausse (jusqu'à 117 % en 3 ans pour le poste investissements sur le parc existant) et que cela implique une électricité nucléaire dont le prix est en hausse de 20,6 % en trois ans seulement. Pendant ce temps, le prix des énergies renouvelables baisse sans cesse...

♦ **EDF veut une autorisation à 50 ans.** Dans sa stratégie présentée lors de l'assemblée générale d'EDF, Henri Proglio, l'actuel PDG, a précisé que les investissements dans la sûreté des réacteurs actuels (opération Grand Carénage, 2 milliards par réacteur) n'a de sens, financièrement, que si le gouvernement accepte l'idée de poursuivre l'exploitation de ces réacteurs jusqu'à 50 ans. Une pression supplémentaire... Rappelons que selon les propres documents d'EDF, ces réacteurs ont été prévus dans les années 1970 pour une durée de vie de 25 à 30 ans. Prolonger leur activité, c'est jouer avec le feu.

## » Séisme

### Jour de chance en France (suite)

Dans notre numéro de juin, nous signalions qu'un séisme a eu lieu le 7 avril 2014 dans la proche région de Cadarache. Il a été estimé entre 4,8 et 5,2 de magnitude. Selon le dossier de l'enquête publique de 2011, le site de Cadarache et donc ITER doivent résister à un séisme dont l'épicentre serait à seulement 7,1 km et d'une magnitude de... 5,8 ! Comme il s'agit d'une échelle logarithmique, l'écart entre 5,2 et 5,8 correspond à une multiplication de l'énergie du séisme d'un facteur 10.

## » Tchernobyl

### Liquidateur expulsé ?

Razmik Hakobian, arménien, a travaillé comme liquidateur à la centrale de Tchernobyl, durant deux mois à l'âge de 29 ans. Rentré en Arménie, il a été hospitalisé de nombreuses fois. Travaillant pour une chaîne de télévision, il a été enlevé puis battu après avoir couvert une manifestation, ce qui l'a amené à émigrer en France en 2007 avec son épouse. Le 23 mai 2014, la préfecture de l'Hérault lui a de nouveau refusé le droit de séjour en France. Il a déjà fait un arrêt cardiaque en centre de rétention et de nombreuses associations dont la Cimade demandent une mesure de clémence liée à son passé de liquidateur. Cimade Languedoc-Roussillon, tél. 04 67 76 90 36, [www.lacimade.org/regions/languedoc-roussillon](http://www.lacimade.org/regions/languedoc-roussillon) et [www.petitionpublique.fr/?pi=HAKOBYAN](http://www.petitionpublique.fr/?pi=HAKOBYAN).



## Renouvelables en Europe

♦ **Les renouvelables passent en fête.** En 2013, les énergies renouvelables ont représenté 28 % de la production électrique, dépassant pour la première fois le charbon, lequel se situe devant le nucléaire et le gaz. L'Italie a atteint 31,1 %, l'Espagne 42,4 %.



Christof Sonderegger

♦ **Allemagne : tourisme énergétique.** La multiplication des installations en énergie renouvelable (éoliennes, panneaux photovoltaïques) est un argument en France pour repousser des projets, prétextant qu'ils enlaidissent le paysage. Une position que ne partagent pas de nombreuses régions allemandes qui, ayant constaté une demande de visites croissante pour ces installations, viennent de publier un guide touristique qui propose des circuits pour visiter de telles installations. Une des conséquences de cet engouement est que les centrales éoliennes prennent de plus en plus de place : il faut maintenant prévoir des parkings

pour les visiteurs ! Des centaines d'emplois de "guide" ont déjà été créés.

♦ **Danemark : vers le 100 % renouvelable.** Le gouvernement danois a publié différents scénarios possibles pour atteindre le 100 % renouvelable en 2050. Ceux-ci envisagent différentes approches, avec plus ou moins d'éolien, de solaire, de biogaz, de bois énergie... ces variations proviennent des incertitudes sur l'évolution des techniques. Mais dans tous les cas, ces modèles prévoient une baisse de moitié de la consommation d'énergie.

♦ **Espagne : crise des renouvelables.** Conséquences des baisses des aides de l'Etat : au moins 62 000 familles qui avaient installé des photopiles sur le toit de leur maison, en contractant un prêt, se retrouvent aujourd'hui en difficultés financières graves, ne pouvant plus rembourser leur prêt. Plusieurs milliers d'entre elles ont manifesté à Madrid le 21 juin 2014 pour demander au gouvernement de respecter les engagements pris auparavant.



D.R.

## Gaz de schiste

♦ **Etats-Unis : prévisions à la baisse.** En 2012, le ministère de l'énergie des Etats-Unis estimait les réserves en gaz de schiste à 13,7 milliards de barils. Fin mai 2014, il vient de publier de nouvelles estimations à seulement 600 millions de barils... soit une baisse de 96 % ! 600 millions de barils, c'est la consommation mondiale en 7 jours ! Après les déconvenues en Pologne, c'est un nouvel eldorado de l'or noir qui disparaît.

♦ **Manipulation russe ?** Anders Fogh Rasmussen, secrétaire général de l'OTAN a affirmé, le 19 juin 2014, devant les médias, que "la Russie, dans le cadre de son information de pointe et d'opérations de désinformation, est engagée activement avec les organisations dites non gouvernementales – qui œuvrent contre le gaz de schiste – pour maintenir la dépendance européenne au gaz russe importé". On attendra que Vladimir Poutine s'abonne à Silence pour confirmer cette information !

♦ **Algérie : terrain de jeu pour les compagnies françaises ?** Le 21 mai 2014, le gouvernement algérien a donné son feu vert à l'exploration des gaz de schistes du pays. Cette exploration devrait déboucher sur une exploitation dans 10 à 15 ans. Justification des autorités : dès 2030, l'Algérie ne pourra plus produire assez de pétrole pour honorer ses engagements à l'exportation. Cette annonce a déjà provoqué de nombreuses manifestations dans le pays : les protestataires dénonçant le manque d'eau du pays, une rareté qui pourrait alimenter les conflits frontaliers avec le Maroc et la Libye.

## » Transition énergétique La loi tire en touche...

Alors que la loi sur la transition énergétique devait voir le jour en 2013, ce n'est que le 18 juin 2014 qu'elle a enfin été présentée au Conseil des ministres et aux médias.

Le principal sujet était évidemment l'avenir du nucléaire. Le gouvernement s'est engagé à diminuer la part de celui-ci dans la production d'électricité de 75 % à 50 % d'ici 2025 ce qui suppose un calendrier pour fermer des réacteurs (une vingtaine sur 58). Juridiquement, EDF et l'ASN restent maîtres du calendrier de fermeture des réacteurs. Le gouvernement ne pourrait le décider lui-même. Un obstacle un peu artificiel dans la mesure où l'Etat est très largement majoritaire (85 %) dans le capital d'EDF et où le principe de précaution inscrit dans la Constitution permet d'ordonner la fermeture d'une entreprise en cas de danger, ce qui est le cas pour les réacteurs vieillissants.

Autre source de blocage : pour amorcer une nouvelle politique énergétique, il faut investir. Le budget étant limité, pour dégager entre 10 et 20 milliards par an, le minimum estimé par les experts, il faut rogner sur d'autres budgets... et personne ne veut céder, notamment pas le CEA qui travaille sur un nouveau projet de surgénérateur Astrid à Marcoule, ou encore le ministère de la Recherche qui finance le prototype de réacteur de fusion Iter à Cadarache.

Le projet de loi présenté tire finalement en touche et ce qui devait être selon François Hollande "l'un des textes les plus importants de son quinquennat" est à la hauteur de son succès politique, à savoir très très bas dans les ambitions.

Les associations entendues pour la préparation de cette loi s'étonnent de ne pas y retrouver les propositions qui faisaient pourtant consensus lors des discussions préalables. Alors que la commande initiale prévoyait de fixer un horizon tourné vers les énergies renouvelables et une baisse de la consommation, l'actuel projet de loi ne précise pas quels seront les investissements nécessaires. Il y a un objectif lointain : diviser par deux notre consommation en 2050, mais sans aucune contrainte intermédiaire. Il est



D.R.

prévu 32 % d'énergies renouvelables en 2030... soit un rythme entre 2020 et 2030 inférieur à celui fixé par l'Europe pour 2020 (la France doit atteindre 23 %). Le nucléaire doit bien passer de 75 % à 50 % mais sans aucune contrainte annoncée :

pas de limitation de la durée de vie des réacteurs par exemple. La France s'engage à soutenir la réduction des émissions de gaz à effet de serre de -40 % d'ici 2030... au niveau européen. L'écotaxe sur les transports routiers a été retirée du projet de loi. Rien non plus pour limiter l'usage du diesel, rien concernant la taxation des avions...

Finalement, le seul engagement réel est l'intensification de l'aide aux véhicules électriques... l'un des rares moyens que les nucléocrates ont trouvé pour justifier d'une possible hausse de la demande électrique dans les années à venir.

Pour terminer, rions un peu : en conférence de presse, Ségolène Royal a affirmé : "Nous ne sortirons pas du nucléaire, ce n'est pas le choix qui est fait. Je dirais même que c'est grâce à l'énergie nucléaire aujourd'hui, à la sécurité qu'elle apporte que nous pouvons accélérer et faire sereinement la transition énergétique". Le ton est donné.

Les parlementaires, qui devront en débattre cet automne, sauront-ils être plus courageux que le gouvernement ? Sauront-ils obtenir le respect de la loi du 13 juillet 2005 qui impose une baisse des émissions de gaz à effet de serre de 3 % par an ? ou la décision d'avoir 25 GW éolien en 2020 (l'équivalent de 25 réacteurs nucléaires), deux objectifs actuellement non respectés.



# Politique

## Quelle crise ?

♦ **Les banques prospèrent.** En 2013, les mille plus grandes banques du monde ont déclaré un bénéfice imposable de 292 milliards de dollars, soit une hausse de 23 % en un an. 32 % de ce bénéfice a été réalisé par des banques chinoises, 20 % par des banques nord-américaines et 3 % par des banques européennes. La seule banque ICBC, Banque industrielle et commerciale de Chine, fait un bénéfice de 55 milliards.

♦ **Grèce : 20 000 manifestations.** Dans un discours, le 15 juin 2014, le ministre grec de l'ordre public a officialisé un record : plus de 20 000 manifestations depuis le début des plans d'austérité en Grèce, il y a quatre ans, soit une moyenne supérieure à 13 par jour dont 4 pour la capitale. La démocratie par le bas fonctionne encore !

♦ **Grèce : Chômeurs non indemnisés.** Comme chez nous, si vous restez trop longtemps au chômage, vos droits s'arrêtent et vous ne touchez plus rien. Selon les chiffres d'avril 2014, moins de 10 % des chômeurs inscrits à l'Agence pour l'emploi en Grèce, bénéficient encore d'une indemnité (102 000 sur 1 274 000).

## Déficit de l'Etat

La dette de l'Etat français a progressé en 2013 de 84,3 milliards pour atteindre 1925 milliards. Cela représente 93,5 % du PIB, ce qui signifie que nous dépensons aujourd'hui ce que nous gagnerons dans un an. Il y a donc encore du chemin à faire pour aller vers un désendettement... même si maintenant cette dette est inférieure aux intérêts remboursés dans l'année. Mais cela n'a rien d'impossible et cela peut se faire dans un contexte de réduction des inégalités sociales (le but du socialisme, non ?) en s'appuyant sur l'augmentation des recettes liées aux spéculations financières et non pas en faisant des cadeaux de 30 milliards au patronat.

## » Italie

## Dérive du Mouvement 5 étoiles

Au Parlement européen, le groupe EFD (groupe Europe libérés démocratie) dispose de 43 députés : 24 sont des élus du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni, classé proche de l'extrême droite... et 17 autres proviennent du Mouvement 5 étoiles. Celui-ci plutôt issu des luttes sociales en Italie (opposition au Lyon-Turin notamment) fait dans le populisme. Cette affiliation a provoqué un débat en Italie qui a été tranché par un référendum interne par internet le 13 juin 2014. On peut prévoir le départ d'un grand nombre de militants de ce mouvement.



Veneri/Emblema/ROPH-REA

## » Israël

## Boycott Désinvestissement Sanction

Sur le site du Ministère des affaires étrangères français, on peut lire que "la Cisjordanie y compris Jérusalem-Est, Gaza et les hauteurs du Golan sont des territoires occupés par Israël depuis 1967. Les colonies sont illégales en vertu du droit international. En conséquence, il existe des risques liés aux activités économiques et financières dans les colonies israéliennes. Les transactions financières, les investissements, les achats, les approvisionnements ainsi que d'autres activités économiques dans les colonies ou bénéficiant aux colonies, entraînent des risques juridiques et économiques liés au fait que les colonies israéliennes, selon le droit international, sont construites sur des terres occupées et ne sont pas reconnues comme faisant partie du territoire d'Israël". Des recommandations qui vont dans le sens de la campagne Boycott-Désinvestissement-Sanction.



# OGM

## L'Etat détruit des parcelles de maïs OGM



Depêche du midi/Michel Bony

Les 4 et 5 juin 2014, l'Etat procédait pour la première fois depuis la loi d'interdiction de la culture de maïs OGM en France, à la destruction de plusieurs champs appartenant à deux agriculteurs. Le premier situé en Haute-Garonne a exécuté de lui-même l'injonction de l'Etat. Le second, dans le Tarn-et-Garonne, a tenté de résister à l'aide de membres du syndicat agricole majoritaire FDSEA à la destruction de ses parcelles sur une superficie totale de 11 hectares, qui a été réalisée par une entreprise privée sous la protection des gendarmes.

## Du maïs contaminé par les OGM vendu en France

Le 15 avril 2014, Greenpeace informait avoir constaté la présence d'OGM lors de tests aléatoires réalisés sur trois échantillons de trois kilos de semences de maïs "certifié sans OGM" achetés à l'espagnol Semillas Fito. Les échantillons contiennent entre deux et six OGM différents. Ces semences ont été achetées et cultivées en France ces dernières années par des agriculteurs qui ne voulaient pas d'OGM, et se retrouvent donc dans la filière alimentaire. Greenpeace demande au gouvernement de mettre en place de vraies mesures de contrôle, d'appliquer des sanctions et d'évaluer l'étendue des semences OGM disséminées sans le savoir. Stratégie des semenciers pour faire accepter le "fait accompli" des OGM en France, ou prouve qu'en Espagne toutes les cultures sont contaminées par la forte présence d'OGM ? En tout cas cela montre une fois de plus qu'une cohabitation est impossible entre cultures OGM et non-OGM. Soit nous les refusons, soit il y en aura dans tout ce que nous mangeons.

## Genius, un mensonge transgénique

Les entreprises privées développant les OGM s'activent pour faire avancer de manière avantageuse leurs affaires en France avec l'opération Genius. Il s'agit d'un programme de recherche pour améliorer l'efficacité des techniques de transgénèse sur neuf espèces cultivées : blé, maïs, riz, colza, tomate, pomme de terre, peuplier, pommier, rosier. Financé par dix partenaires publics (unités de recherche de l'INRA, du CIRAD, université Lyon 3) et cinq partenaires privés (Cellestis, Biogemma, Germicopa, Delbard, Vilmorin), ce partenariat public-privé d'un coût total de 23 millions d'euros est donc financé largement avec de l'argent public. Ce

programme visant à permettre de développer la production de nouveaux OGM fait appel à la recherche publique pour soutenir et développer la compétitivité des semenciers privés français. La finalité agricole et commerciale de ces recherches est donc évidente, alors que la société française refuse cette orientation depuis des années et que les risques de contamination restent les mêmes.

Le 25 juin 2014, une quarantaine de faucheurs volontaires ont occupé les laboratoires de l'INRA à l'ENS de Lyon pour dénoncer le développement de ce projet.



# Nord/Sud

## Des normes contraignantes pour les transnationales ?



Jean-Marc Ferré

Salle du Conseil des Droits de l'Homme

Le 26 juin 2014, à Genève, le Conseil des Droits de l'Homme a adopté une résolution présentée par l'Equateur et l'Afrique du Sud, demandant la mise en place d'un groupe de travail intergouvernemental chargé d'élaborer un instrument juridiquement contraignant pour réglementer les activités des sociétés transnationales. Cela doit permettre aux victimes de ces entreprises d'avoir accès à la justice. Les cas de *Chevron* en Équateur, *Coca-Cola* en Colombie, *Shell* au Nigeria, *Glencore-Xstrata* aux Philippines et *Oceana Gold* au Salvador ont notamment été présentés pour démontrer la nécessité d'un nouvel instrument international.

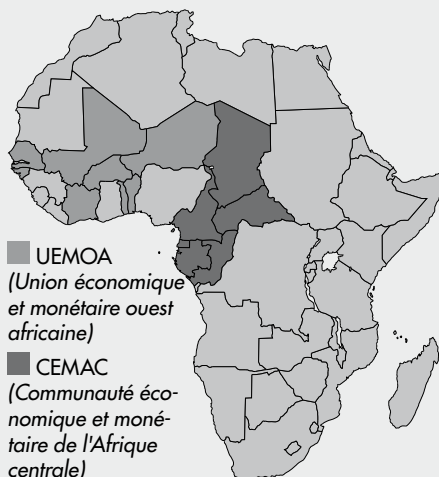
Malgré une campagne de lobbying intense des Etats-Unis, la résolution a été adoptée par 20 voix pour, 14 contre, 13 abstentions. Les 14 contre correspondent aux Etats occidentaux représentés dans la commission. Alors que le candidat Hollande déclarait le 21 janvier 2012 : "Mon véritable adversaire n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera jamais élu et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance". Or, la France fait partie de ceux qui ont voté contre.

## Franc CFA : un pilier de la Françafrique

Depuis son arrivée au pouvoir, le président tunisien Moncef Marzouki communique sur sa volonté d'intégrer pleinement son pays dans le continent africain. Dans la foulée de la révolution tunisienne, au sommet de l'Union Africaine de 2012, il déclamaient devant un parterre de présidents crispés : « les révolutions vont balayer tous les régimes dictatoriaux. Rien ne pourra arrêter les peuples qui décident de rompre leurs chaînes » puis « nous nous sentons totalement africains. [...] Mon pays va revenir en force pour occuper sa place dans l'espace africain ». Actuellement en tournée africaine, selon le site tchadien Alwihda Info, « Moncef Marzouki a exprimé le vœu de son pays de rejoindre l'espace monétaire de l'Afrique de l'Ouest ».

Le franc CFA, qui domine cet espace depuis l'époque coloniale, a pourtant tout des chaînes de la révolution tunisienne. A de rares exceptions près (Mauritanie, Guinée), l'ensemble des anciennes colonies subsahariennes est toujours sous le joug de cette monnaie indexée sur le franc français puis l'euro. Si accéder à la « zone franc » permet effectivement une facilité d'échanges commerciaux, c'est aussi une soumission à Paris.

Lors de sa mise en place, cette monnaie assurait à la France un accès facilité aux ressources africaines. Les trois banques centrales qui en ont la gestion prévoient toujours, statutairement, une tutelle d'administrateurs français. Les États sont toujours soumis à l'obligation de déposer une partie de leurs réserves de change au Trésor français. En 1994, la France a même imposé une dévaluation de 50 % de la monnaie, diminuant de moitié le prix du pillage des matières premières du continent et doublant, pour les Africains, le prix d'achat des produits dont l'ancien colon l'inonde. Sans que ça en soit forcément l'unique explication, les rares leaders africains qui ont montré des velléités d'indépen-



■ UEMOA  
(Union économique et monétaire ouest africaine)  
■ CEMAC  
(Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale)

dance monétaire ont tous mal fini : du guinéen Sékou Touré, cible de plusieurs tentatives d'assassinat, à Laurent Gbagbo en passant par Sylvanus Olympio, tué alors qu'il avait annoncé la création d'une monnaie togolaise.

François Hollande en campagne avait promis, comme ses prédécesseurs, de rompre, sans plus de précision, avec la Françafrique. Le franc CFA en est un des piliers. Quelques mois à peine après l'élection présidentielle, le gouvernement français célébrait en grande pompe les 40 ans du franc CFA (en réalité, la monnaie, sous un autre nom, est plus ancienne) et appelait notamment, dans une tribune commune avec le président ivoirien Ouattara, à son renforcement.

La dépêche qui relaie les propos du président indique mystérieusement que « certains pays d'Afrique de l'Ouest œuvrent pour la disparition du franc CFA ». Espérons qu'une telle initiative deviendra réalité au plus tôt.

« Le franc CFA n'est la créature d'aucun État africain ; il est la créature de l'État français, il n'est donc que le franc français lui-même »  
*Monnaie, servitude et liberté. La répression monétaire de l'Afrique* (1980), de Joseph Tchoundjang Pouemi (1937-1984)

**Mathieu Lopes**

Survie, 107, boulevard Magenta, 75010 Paris, <http://survie.org>.

## » Palestine

### Soutien à la résistance non-violente

La "Tente des Nations" est un haut lieu palestinien de la résistance non-violente. Daoud et Amal Nassar, fermiers propriétaires de leurs terres (titres de propriété depuis 1916) environnées de cinq colonies illégales, dont deux de 40 000 et 50 000 habitants, sont menacés d'expulsion et de mort depuis des années. En mai 2014, des colons israéliens aidés par l'armée ont détruit et défoncé illégalement des parties de leur terrain et arraché 1500 arbres fruitiers (abricotiers...). Daoud ne souhaite pas faire pression sur le gouvernement israélien autrement que par la voie légale et juridique et comme d'habitude choisit l'option pacifique : 1500 arbres arrachés = 3 000 arbres replantés. 1 arbre = 10 euros. *Chèques libellés à l'ordre de la SGAP (Solidarité avec les Groupes d'Artisans Palestiniens, association de commerce équitable) à envoyer à SGAP, Le Patio, 97, Galerie de l'Arlequin, 38100 Grenoble.*

## » Brésil

### Le football sans les Indiens

Sur le site de la Fédération internationale de football, la présentation de la coupe du monde qui vient de se dérouler au Brésil ne parle absolument jamais des conflits territoriaux entre les descendants des colonisateurs et les tribus indiennes. Pendant tous les matchs, des manifestations diverses ont eu lieu... la plupart du temps censurées par les médias.

Ainsi, personne n'a pu voir sur les écrans de télévision, lors de l'inauguration, au moment où des enfants libéraient des colombes dans le stade, un enfant indien déployer une banderole demandant la reconnaissance des droits territoriaux des Indiens.

*Survival international* a rappelé que les villes accueillant des matchs ont des histoires particulières. Rio de Janeiro, São Paulo, Porto Alegre et Curitiba sont confrontées à des conflits fonciers d'envergure avec les communautés indigènes du sud du pays, les Guarani Mybá, les Guarani Nandeva, les Kaingang, les Xokleng et les Xetá, ayant été spoliés de la plus grande partie de leur territoire. Les Xetá ne comptent plus qu'une famille et vont disparaître. A Rio, la construction du stade s'est accompagnée de l'expulsion d'un centre culturel où vivaient 70 Indiens de 17 tribus différentes. La construction d'autoroutes entre les stades, comme entre Manaus et Cuiaba a coupé des territoires des Kawahiva. Belo Hozizonte s'est construit sur les terres des Krenak qui ne sont plus aujourd'hui que 350. Manaus porte le nom d'une tribu exterminée sur place. Pour alimenter en eau la capitale, Brasilia, un barrage a été construit sur les terres des Ava Canoeiro. Ils ne sont plus que 24 aujourd'hui.

Le seul endroit où des Indiens ont été visibles a été une publicité tournée par Coca-Cola avec des Indiens de pacotille.



DK



# Climat

## Soutenir Alternatiba



Suite au succès de la rencontre Alternatiba à Bayonne en octobre 2013, de nombreuses initiatives Alternatiba sont en construction partout en France et ailleurs pour 2014-2015, autour de l'appel "Ensemble, construisons un

monde meilleur en relevant le défi climatique" dont Silence est signataire. Un tour à vélo en tandem à quatre places est aussi prévu du 5 juin au 26 septembre 2015. Il portera le défi climatique et de la transition énergétique, de la justice sociale et de la solidarité nord-sud dans 90 territoires à travers 120 réunions publiques. Pour porter l'ensemble de ce processus, la coordination européenne des Alternatiba fait un appel à soutien financier à travers une opération de recherche de fonds durant quarante jours en octobre-novembre 2014. Objectif : récolter 60 000€. Pour participer, on peut aller sur le site <http://alternatiba.eu> ou contacter le 05 59 25 65 52.

## Fonte des glaciers

Selon deux études publiées le 12 mai 2014, la fonte des glaciers de l'Antarctique (pôle sud) s'accélère. Eric Rignot, glaciologue de l'Université de Californie estime que l'on a atteint un point de non-retour. Les glaciers glissent plus rapidement vers la mer où au contact de l'eau plus chaude, ils fondent plus vite. Si les six glaciers observés fondent totalement, cela entraînera une hausse du niveau de la mer de 1,20 m. A la vitesse actuelle, cela prendrait encore 200 ans... mais cela va en s'accélégrant.

## Contribution du nucléaire au réchauffement climatique

Dans le discours officiel, il est de bon ton de dire que le nucléaire n'émet pas de CO<sub>2</sub>, donc ne contribue pas au réchauffement climatique. Cette affirmation est fautive au moins à deux niveaux :

- pour faire fonctionner un réacteur nucléaire, il faut de très nombreux transports qui eux sont bien émetteurs de CO<sub>2</sub> (notre uranium vient d'Australie, du Niger et du Canada principalement)
- pour faire de l'électricité, comme dans tout réacteur thermique classique, environ les deux tiers de l'énergie sont perdus en chaleur. Ainsi les réacteurs français qui produisent 420 TWh d'électricité émettent également environ 800 TWh de chaleur par an qui partent dans les rivières, en mer ou dans l'air par les tours de refroidissement. Cette valeur représente la chaleur émise par la combustion d'environ 80 millions de tonnes de pétrole.



» Etats Unis

## Obama veut encourager les démarches vertueuses

Le 17 avril 2014, le gouvernement des Etats-Unis a adopté un plan qui permet de prêter 2,5 milliards d'aides par an pour l'installation de photopiles dans le pays. De plus, il a promulgué des décrets pour inciter les ministères à systématiquement prévoir des bâtiments économes lorsqu'il y a de nouvelles constructions ou rénovations de bâtiments publics. Le Ministère de la Défense a été sollicité pour mettre en place un programme d'économie d'énergie, car il est de loin le plus gros émetteur de gaz à effet de serre. Mais faire fonctionner les avions et les chars avec des photopiles n'est pas encore pour demain. Une suggestion efficace : arrêter de faire la guerre un peu partout dans le monde.

Susanne Pascal - Daily News



# Santé

## Electrosensibilité

♦ **Le projet de loi dénaturé.** Laurence Abeille, députée écologiste du Val-de-Marne, a fait adopter, en janvier 2014, un projet de loi sur les ondes électromagnétiques à l'Assemblée Nationale et celle-ci devait ensuite être présentée le 17 juin 2014 devant le Sénat... mais après un passage devant les commissions des affaires économiques et du développement durable, la droite a soigneusement vidé le texte de son contenu : l'idée de "modération" des expositions aux ondes a disparu, la notion de "protection des populations" aussi. Alors que le Grenelle de l'environnement, adopté par ces mêmes élus de droite, prévoyait une plus grande transparence et la communication concernant les ondes, l'information systématique lors de la pose de nouvelles antennes a été supprimé, tout comme les mesures particulières pour protéger les établissements et personnes les plus vulnérables, l'interdiction de la publicité pour les téléphones portables vendus sans oreillettes, les campagnes de sensibilisation périodiques pour rappeler le danger des ondes, la coupure du wifi dans les écoles en dehors des utilisations pédagogiques, etc. Laurence Abeille a dénoncé la position d'élus qui font passer les intérêts privés et le chantage des opérateurs avant l'intérêt général et a demandé à Ségolène Royal de rétablir le texte lors de son retour à l'Assemblée Nationale.

♦ **Se prémunir des ondes de votre ordinateur.** Vous achetez un nouvel ordinateur et soudainement vous constatez que vous avez du mal à dormir, des courbatures, des problèmes de concentration, de l'angoisse, de l'agressivité... Il est fort possible que cela vienne du wi-fi, voire d'autres liaisons sans fil de votre appareil (liaisons Bluetooth pour les claviers et souris sans fil, liaisons avec appareils photo sans fil...). Pour en être sûr, vous pouvez déconnecter l'ensemble des ces émissions permanentes (voir par exemple : [http://www.robindestois.org/Comment-desactiver-le-wifi\\_a227.html](http://www.robindestois.org/Comment-desactiver-le-wifi_a227.html)). Des milliers de personnes ont constaté un retour à la normale après avoir interrompu ces émissions.



Anne Heel

## Mutuelle obligatoire

La loi du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi rend obligatoire une couverture complémentaire santé collective minimale dans les entreprises au 1er janvier 2016. Cela semble être une mesure sociale positive... mais on peut aussi craindre le pire. Car en prétextant que maintenant tout le monde bénéficie d'une complémentaire santé (ou mutuelle), le gouvernement pourra sans complexe baisser les remboursements de la sécurité sociale. Cette loi est donc un glissement de plus de la gestion publique à la gestion privée de la santé.

## RESTER ASSIS AU BUREAU NUIT GRAVEMENT À LA SANTÉ



L'ESSECE



## » Amsterdam

### Un quartier sans voiture

Au début des années 1990, des habitants d'Amsterdam font passer une petite annonce dans la presse locale pour demander qui serait



D.R.

intéressé pour vivre dans un quartier sans voiture. Ils reçoivent plus de 6000 réponses. En 1998, le projet aboutit avec la construction du quartier GWL-Terrein avec 17 immeubles et 600 logements... pour un coût plus faible que les autres : pas de garages, pas de parkings, moins de voies de circulation, plus d'espaces verts, plus de sécurité pour les enfants, meilleure qualité de l'air, meilleures rencontres entre les habitants... Exemple à essayer de reproduire...

## Contre l'obsolescence programmée

Les Amis de la Terre ont lancé en avril 2014, dans le cadre de la semaine du développement durable dont le thème était "Consommer autrement, oui, mais comment ?", une opération "Foyers témoins" pour promouvoir l'allongement de la durée de vie des biens de consommation. Les Amis de la terre proposent dix gestes phares :

- trouver un réparateur en cas de panne
- éviter la panne en entretenant son matériel
- faire établir des devis et les comparer
- apprendre à réparer soi-même (voir les Repair cafés dans Silence de mai 2014)
- troquer, acheter un bien de seconde main
- repérer et éviter les produits rapidement obsolètes
- acheter des produits robustes et durables
- participer aux initiatives de partage de biens ou de savoirs (voir Accorderie, Silence de mai 2014)
- vérifier que les produits soient réparables avant de les acheter.

La campagne est détaillée sur le site : <http://produitspourelavie.org/foyers-temoins.php>  
Amis de la Terre, 2b, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 48 51 32 22, [www.amisdelaterre.org](http://www.amisdelaterre.org)

## Lyon-Turin

♦ **Criminalisation des opposants.** Dans la nuit du 13 au 14 mai 2013, une trentaine de militants No Tav s'introduisent sur le chantier, malgré une présence militaire importante. Ils réussissent à mettre le feu à un compresseur et un générateur électrique. Les dégâts sont matériels, personne n'est blessé. Le 14 mai, le sabotage est revendiqué par l'ensemble du mouvement No-Tav. Le 9 décembre 2013, Chiara Zenobi, Claudio Alberto, Niccolo Blasi et Mattia Zanotti sont arrêtés et inculpés pour "attentat à visée terroriste" et "grave dommage pour le pays et pour l'Union européenne", ces chefs d'inculpation permettent au gouvernement d'utiliser un arsenal juridique mis en place en juillet 2005 après les attentats de Madrid et de Londres. Ils sont incarcérés depuis cette date. Le 22 mai 2014, leur procès s'est ouvert à Turin. On trouve 132 parties civiles : l'Italie, l'Union européenne, les forces de l'ordre, des ouvriers du site, des compagnies intervenant en sous-traitance... qui tous se disent "lésés".

Déjà le 15 janvier 2014, Alberto Perino, l'un des porte-parole du mouvement, Loredana Bellone, maire de San Didero et Giorgio Vair, son adjoint, ont été condamnés à verser 192 000 euros à la société Lyon-Turin ferroviaire pour avoir occupé en janvier 2010 le chantier.

Ces procès s'accompagnent dans la "grande presse" de campagnes de dénigrement, les habitants du Val de Suza (côté italien du tunnel de Fréjus) ayant même parfois été comparés aux Brigades rouges !

Pour en savoir plus : [www.notavtorino.org](http://www.notavtorino.org) (en italien, en français...)

♦ **Pas pour les trains de marchandises !** Si des associations comme la FNAUT soutiennent encore le projet du Lyon-Turin, c'est parce qu'initialement ce tunnel à grande-vitesse a été prévu pour mettre sur le rail les marchandises qui transitent entre la France et l'Italie, ce qui devrait faire baisser la pollution par les camions.

Mais les opposants italiens au chantier viennent de rendre public le *Rapport annuel d'activité 2012-2013* signé par Jan Brinkhorst, le coordinateur du projet pour la Commission européenne. Il y écrit que lors de réunions qui se sont tenues à Bruxelles en 2011, à Chambéry en 2012 et de nouveau à Bruxelles, le 22 janvier 2013, les participants "sont convenus de la nécessité de réactiver la ligne existante pour qu'elle devienne l'axe ferroviaire principal pour le transport des marchandises entre la France et l'Italie". Autant dire que les travaux pharaoniques actuels ne sont prévus que pour faire passer des transports de voyageurs en ligne à grande vitesse... ce qui laissera toujours autant de camions sur les routes !

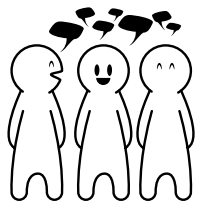


## » Brésil

### 3 segundos

En février dernier, des associations dénonçant la pollution de l'air ont organisé l'opération "3 segundos". Des centaines de ballons rouges ont été offerts aux automobilistes aux carrefours centraux de la ville : chaque ballon avait été avec un pot d'échappement et contenait 3 secondes d'émissions polluantes. Sur le ballon offert figurait l'explication de l'opération : toutes les 3 secondes, vous remplissez un tel ballon. L'histoire ne dit pas ce qui se passe quand le ballon s'est ensuite dégonflé, mais on peut calculer combien de ballons s'envolent dans une telle ville où l'on compte environ 10 millions d'automobiles ! (source : Carfree, 11 mai 2014)





# Société

» Bouches-du-Rhône

## Victoire des Fralib



Après trois ans et demi d'occupation des locaux de Gémenos (depuis septembre 2010), le 25 mai 2014, les anciens salariés de Fralib ont

accepté à l'unanimité un accord avec la multinationale Unilever qui devrait mettre fin au conflit et permettre la reprise de l'usine sous forme d'une coopérative avec maintien des emplois. Bénéficiant d'une solidarité importante, les 182 salariés ont obtenu un soutien financier au démarrage de leur plan alternatif qui mise sur la mise en place d'une filière de thés et tisanes bio et locales. S'il n'a pas été possible de conserver la marque Eléphant, le financement obtenu doit leur permettre une recherche de débouchés, de production et de construction d'une nouvelle marque. Unilever devra en outre participer à la remise en état des locaux et à l'aide à l'investissement. Au total, Unilever va devoir verser 19,18 millions d'euros. Le nouveau projet devrait permettre le maintien d'une soixantaine d'emplois, les autres bénéficiant de départs à la retraite ou de reclassement.

» Handicap

## La montagne en Joëlette, un rêve d'évasion et de partage

À mi-chemin entre fauteuil roulant et chaise à porteurs, la Joëlette offre, depuis 1988, aux personnes handicapées ou à mobilité réduite la possibilité de partir randonner sur les chemins de terre ou les sentiers de montagne, accompagnées par des personnes valides.

Aujourd'hui, de nombreuses associations sportives l'intègrent à leurs activités.

Une randonnée commence par le montage des Joëlettes. Chaque équipe est constituée de quatre personnes valides pour une personne handicapée. La personne devant, reliée à la Joëlette par un harnais, assure la traction. Elle donne l'impulsion. La personne



derrière maîtrise la stabilité de l'appareil et son inclinaison par rapport à la pente. C'est sur ses épaules que repose l'équilibre de la Joëlette... et de la personne portée ! Un rôle assez consistant qui demande de la concentration. De chaque côté, une personne vient en renfort de l'équipe, attentive à prêter main forte à tout instant : porter, guider, faire passer... Tout au long de la journée, les postes s'échangent.

La joëlette facilite la rencontre à l'autre, c'est un vecteur de plaisirs et de gestes quotidiens partagés. On y retrouve l'émerveillement et le dépassement de soi qu'offre la montagne. Elle ajoute une dimension inédite, celle de l' "être ensemble", pour des moments inoubliables ! **Marie Hentz**

De nombreuses associations proposent des sorties, partout en France, et cherchent des accompagnateurs. Par exemple

- Handi BO, Parc des Sports d'Aguiléra, 64200 Biarritz, tél. : 05 59 93 26 57 (Pascal) ou 06 48 19 14 13 (Didier), [www.handi-bo.org](http://www.handi-bo.org)
- UMEN, Univers Montagne Esprit Nature, Maison des Sports, 190, rue Isatis, 31670 Labège, tél. : 05 62 24 18 18, [www.umen.fr](http://www.umen.fr)
- Handi Cap Évasion, 32, Chemin de la Cruzette, 69270 Fontaines-sur-Saône, [www.hce.asso.fr](http://www.hce.asso.fr)
- Addees Arrée-randos, [www.arree-randos.com](http://www.arree-randos.com), etc.

## L'immigration pour sortir de la crise ?

Il y a en France actuellement 5,4 millions d'immigrés (soit 8 % de la population) dont 38 % viennent de l'Union européenne. Une équipe de recherche de l'Université de Lille travaillant sur l'économie politique des migrations a réalisé une étude sur ce que coûte et rapporte l'immigration chaque année. En voici les résultats (en milliards d'euros) :

Coûts	
• Education	4,2
• Santé	11,5
• Allocations familiales	6,7
• Allocations chômage	5,0
• RSA	1,7
• Aides au logement	2,5
• Retraite	16,3
<b>Total :</b>	<b>47,9</b>

Recettes	
• Impôts sur le revenu	3,4
• Impôt sur le patrimoine	3,3
• Impôts sur la consommation	18,4
• Impôts locaux et autres	2,6
• CSG et CRDS	6,2
• Cotisations sociales	26,4
<b>Total :</b>	<b>60,3</b>

Conclusion : accueillir des immigrés rapporte des sous à la collectivité. Ouvrir les frontières dynamiserait notre économie et permettrait de résoudre en partie la crise financière actuelle.

## Comment les "déficits" justifient la casse sociale

Lorsque les cheminots se mettent en grève contre la restructuration de la SNCF en quatre entités, les médias nous répètent que c'est nécessaire car depuis 1997, l'entreprise de chemin de fer a accumulé une dette de 44 milliards d'euros.

Lorsque les intermittents du spectacle font grève contre la énième réforme de leur statut, on leur répond que leur caisse de chômage est déficitaire de 1 milliard par an.

Et comme il faut bien faire des économies, le gouvernement "socialiste" ne bouge pas d'un pouce et soutient les demandes du patronat. Rappelons que le budget déficit de l'armée est de 42 milliards d'euros par an pour une production économique absolument nulle et que si l'on veut

se mettre dans la même logique, il faut donc supprimer l'armée.

Rappelons que les hôpitaux, les écoles, la justice, la police, les maisons de retraite, les centres sociaux... ne rapportent rien non plus sur le plan économique, coûtent cher, et que, dans la logique patronale, on pourrait aussi les supprimer.

Et cerise sur le gâteau, on pourrait aussi supprimer le chômage qui lui ne rapporte vraiment rien !

En fait, tout ceci vise à bloquer notre système de redistribution des richesses qui, dans une France de plus en plus riche, voit les plus riches en vouloir toujours plus.

» Argentine

## Reprise en main des usines autogérées

Entre 1998 et 2002, une crise financière secoue l'Argentine. De nombreux investisseurs fuient le pays et des ouvriers, des employés reprennent en autogestion leurs entreprises. C'est notamment le cas de l'Hôtel de luxe Bauen, en plein centre de Buenos-Aires, occupé puis relancé en autogestion à partir de 2003.

Mais une fois la crise passée, les financiers sont vite revenus pour réclamer leurs biens et des procédures d'expulsion ont été lancées devant les tribunaux. Le 21 mars 2014, le collectif qui gère l'hôtel Bauen, après avoir épuisé tous les recours juridiques, a reçu un avis d'expulsion. Les salariés font remarquer que la firme qui a construit cet hôtel à la fin des années 1990 a bénéficié d'un prêt de l'Etat couvrant l'ensemble des travaux, qu'ayant fui ensuite, ils n'ont pratiquement rien remboursé et que le plus simple serait la confiscation par l'Etat de l'Hôtel pour ensuite leur en confier la gestion. Des pétitions en ce sens ont été lancées ainsi qu'un appel à un soutien international.

(contact : [prensabauen@gmail.com](mailto:prensabauen@gmail.com))

## Les arsenaux nucléaires en 2014

**L**e désarmement nucléaire existe-t-il ? Non, répondent les experts du SIPRI\* dans un rapport sorti au mois de juin 2014. Et cela donne toute légitimité aux Iles Marshall qui ont annoncé au mois de mai qu'elles attaquent en justice les 9 Etats nucléaires auprès de la Cour internationale de Justice.

Depuis 2010, il n'y a eu aucune baisse du nombre d'armes nucléaires en service et même une hausse en Inde et au Pakistan. Sauf aux Etats Unis et en Russie... où les arsenaux sont trop lourds à gérer ! Aux Etats Unis les stocks sont passés de 9600 (en 2010) à 7300 têtes nucléaires (en 2014) et en Russie de 12 000 à 8000. Les arsenaux actuels sont de 300 pour la France, 250 pour la Chine, 225 pour le Royaume Uni, 120 pour le Pakistan, 110 pour l'Inde, 80 pour Israël, 8 pour la Corée du Nord. Avec un total de plus de 16 000 bombes, l'humanité est en capacité de suicide permanent en quelques minutes.

Citons le SIPRI : "Dans cette même période 2010-2014, les cinq États dotés d'armes nucléaires légalement reconnus — États-Unis, Russie, France, Chine et Royaume-Uni — ont, soit déployé de nouveaux vecteurs d'armes nucléaires, soit annoncé des programmes pour le faire. L'Inde et le Pakistan continuent de mettre au point de nouveaux systèmes capables d'emporter des armes nucléaires et développent leurs capacités de production de matières fissiles à des fins militaires. Pour la Corée du Nord, il commence à y avoir un consensus des experts qui pensent qu'elle est aujourd'hui en mesure d'envoyer des bombes nucléaires et plus seulement de les fabriquer et de les faire exploser".

Ainsi 9 Etats préparent la guerre nucléaire. Les "justifications" diplomatiques de leur "désarmement nucléaire pas à pas" exprimées lors des rencontres internationales ne sont que de simples mensonges. Plus grave encore, de nombreux Etats, non-nucléaires comme nucléaires, préparent des confrontations guerrières. Le SIPRI note dans un rapport d'avril 2014 une



augmentation des budgets militaires. Les USA font des économies grâce à leur retrait d'Irak et d'Afghanistan, mais partout ailleurs les dépenses augmentent, en particulier au Moyen Orient. Dépenses mondiales d'armement en 2013 : 1750 milliards de dollars ! Dont 100 milliards pour les armes nucléaires ...

Tirer la sonnette d'alarme ? Les Iles Marshall, un minuscule Etat de l'océan Pacifique (52 000 habitants), le font en attaquant en justice les 9 Etats nucléaires pour "non-respect de leur obligation de désarmement nucléaire" conformément à la législation internationale. L'article 6 du Traité de non-prolifération (TNP) est souvent cité, mais de nombreuses autres juridictions ont aussi rappelé cette obligation. Ce fut la grande nouvelle de la session 2014 du TNP au mois de mai. Question aux ambassadeurs : "Qu'allez-vous faire ?". Réponse de notre ambassadeur français : "La France comme plusieurs autres pays nucléaires ne reconnaît pas la compétence de la Cour internationale de justice (CIJ) dans ce domaine. Déjà en 1973 nous avons refusé un procès à propos de nos essais dans le Pacifique. Donc no problem." La France, membre fondateur de la CIJ, sait très bien comment ne pas respecter les lois internationales...

Il est temps de s'exprimer contre cette course aux armements et la mauvaise foi des pays nucléaires !

**Dominique Lalanne**

Physicien nucléaire retraité,  
co-président de Armes nucléaires STOP  
do.lalanne@wanadoo.fr

\* SIPRI, Stockholm International Peace Research Institute (organisme de recherche indépendant).

### » Tahiti

## Le gouvernement dans le déni

En 2011, le gouvernement de Polynésie française avait passé un accord avec l'association "Moruroa e tatou" l'autorisant à utiliser une place de Papeete pour y instaurer un monument aux victimes des essais nucléaires. Cette place s'appelait auparavant "Jacques Chirac" et a été rebaptisée par les autorités locales "place du 2 juillet 1966" en mémoire de la date du premier essai nucléaire dans la région. Le conseil des ministres du 11 juin 2014 a décidé d'abroger l'arrêté local sous prétexte que la place est à proximité du port de plaisance et qu'il faut offrir "un cadre esthétique et attrayant digne des destinations touristiques les plus prisées". Des fois que les touristes se souviennent qu'ils viennent sur des îles où les gens souffrent des radiations de nos essais nucléaires !



D.R.

### » Journée défense et citoyenneté

## Des réfractaires sanctionnés

Depuis l'abolition de la conscription en 1998, chaque jeune (aujourd'hui dès 16 ans) a pour obligation civique d'assister à la Journée défense et citoyenneté, opération de recrutement de l'armée. Deux frères ont décidé de refuser de s'y rendre par convictions antimilitaristes, malgré les menaces de ne pas pouvoir passer leur bac ni leur permis de conduire. Ils ont pu effectuer ces démarches sans encombre, en répondant qu'ils ne s'y étaient pas rendus quand on leur demandait leur certificat individuel de participation. Aujourd'hui, ils ont réussi leurs examens universitaires mais la faculté refuse de leur délivrer les diplômes au motif qu'ils n'ont pas pu présenter le document attestant leur participation à la journée "citoyenne". Leur famille lance un appel pour savoir si d'autres jeunes refusent de participer à cette journée de recrutement militaire ailleurs en France, s'ils ont fait face à des sanctions, et si une jurisprudence existe sur le sujet. Ecrire à Silence qui transmettra.

### » Suisse

## Refus de nouveaux avions militaires

Par référendum, le 19 mai 2014, les Suisses ont refusé à 53,4 % l'achat de 22 avions suédois Gripen dont le coût était de 2,5 milliards d'euros. Le refus a été particulièrement important en Suisse romande. Les opposants ont notamment réalisé des affiches détournant celles anti-immigration de l'UDC, le parti d'extrême-droite.



### » Education

## Quinzaine de la non-violence et de la paix

La coordination pour l'éducation à la non-violence et à la paix regroupe de nombreux mouvements depuis 2001. Elle inaugure un cycle 2014-2018 de sensibilisation à la culture de paix, partout en France. Première étape fin septembre-début octobre 2014 : "Je déclare la paix". Elle met à disposition par internet une mallette pédagogique permettant aux enfants et à leurs éducateurs de réaliser des arbres à souhaits, boîtes à trésor et autres symboles de paix, de manière adaptée à chaque âge de l'enfance. Contact : Coordination pour l'éducation à la non-violence et à la paix, 148, rue du Faubourg Saint-Denis, tél. : 01 46 33 41 56, 75010 Paris, <http://education-nvp.org>.

## agri-bio

**LOZÈRE :**  
**SEMAINE D'ACTIONS ET DE RÉFLEXIONS**  
**POUR LES 50 ANS DE NATURE & PROGRÈS**  
**24 août au 3 septembre**

à Chamballon, sur le causse Méjean, à proximité de Florac, à 1000 m d'altitude, sur un site enherbé et ombragé de 2 hectares. Rencontres actives, participatives et conviviales autour du projet associatif de Nature & Progrès. Création d'un village autonome ouvert et autogéré par et pour les adhérents, amis, voisins et curieux, qu'ils soient du village d'à côté ou d'un pays lointain.

Pour en savoir plus : *Marianne Plus, la belle cause*, tél. : 04 66 60 80 11, [labellecause@yahoo.fr](mailto:labellecause@yahoo.fr)

## décroissance, transition

**ALLEMAGNE :**  
**4<sup>e</sup> CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA DÉCROISSANCE, L'ÉCOLOGIE SOUTENABLE ET L'ÉQUITÉ SOCIALE,**  
**2 au 6 septembre à Leipzig,**  
Programme : <http://leipzig.degrowth.org>

**PARIS :**  
**TECHNIQUE, CROISSANCE, DÉCROISSANCE**  
**12 et 13 septembre**

Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 105, boulevard Raspail, 6e.  
**Vendredi 12**, à 9h30, principes fondateurs de la croissance (Fabrice Flipo, Alice Le Roy), comment le travailleur est-il devenu un spécialiste ? (François Jarrige), le déni de la finitude de la terre (Christophe Bonneuil), l'appropriation de la nature (Alain Gras), l'ego dopé par la technique (François Flahault). A 14h, radiographie de la croissance (Luc Semal, Jean-Pierre Jézéquel), la finance verte (Hélène Tordjman), la financiarisation de la nature (Jean-Marie Harribey), amiante, nucléaire, risques calculés ou prix de la croissance ? (Agnès Sinaï), l'anthropocène, nouvel âge écologique (Jean-Baptiste Fressoz), "sortir de la croissance" peut-il faire consensus, peut-on demander aux plus démunis de décroître (Philippe Léna).

**Samedi 13** à 9h15, Qu'est-ce que décroître ? (Frédéric Rognon), consommer autrement (Michèle Dobré), qui doit décroître ? (Corinne Coughanowr), résilience et low tech (Michel Sourrouille), les actions locales peuvent-elles valoir modèle ? (Serge Latouche)

Technologos, [www.technologos.fr](http://www.technologos.fr) et Institut Momentum, <http://www.institutmomentum.org>

**CORRÈZE :**  
**CRÉER, PORTER ET ANIMER**  
**UN JARDIN PARTAGÉ**  
**23 et 26 septembre**

Le battement d'aïles, Lauconie, 19150 Cornil, tél. : 05 55 26 49 98, [www.lebattementdailles.org](http://www.lebattementdailles.org).

## énergies

**GENÈVE :**  
**SEPTIÈME ANNÉE**  
**POUR L'INDÉPENDANCE DE L'OMS,**  
tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique.  
Pour participer : Paul Roullaud, tél. : 02 40 87 60 47, [www.independentwho.org](http://www.independentwho.org).

## environnement

**NOTRE-DAME-DES-LANDES :**

**OCCUPATION DE TERRES**  
**CONTRE L'AÉROPORT,**  
maisons à occuper, camping et cabanes sur place. Rejoignez les 300 personnes qui occupent les lieux en permanence.

Contact : [reclaimthepad@riseup.net](mailto:reclaimthepad@riseup.net). Informations : [www.reclaimthefields.org](http://www.reclaimthefields.org) ou <http://zad.nadir.org>.

## Fêtes, foires, salons

**MAYENNE :**  
**FÊTE DE LA TERRE**  
**3 au 7 septembre**

A Fontaine-Daniel. Nombreux ateliers (chaudière bois déchiquetée, compostage, isolation en chanvre, chaux, terre, phytoépuration, biodynamie viticole, éco-village...), projections (Still the water), concerts, expositions, repas bio, animations, jeux. Conférences débats : jeudi 4 à 20h30 "Tous cobayes" avec Gilles-Eric Séralini ; vendredi 5 à 18h30 "comment la guerre de 14-18 a modifié notre lien à la terre" avec Pierrick Bourgault ; samedi 6 à 11h "la médecine traditionnelle, une science" avec Alain Cuerrier, à 14h30 "la pharmacopée des chimpanzés" avec Sabrina et Jean-Michel Krief, à 17h30 "Changer d'écologie et d'imaginaire : la révolution de l'âme du monde" avec Mohamed Taleb ; dimanche 7 à 11h "Conjurer l'illimitation et retrouver le sens de la mesure" avec Serge Latouche.

Contact : association Les Cabanons, place du village, 53100 Fontaine-Daniel, tél. : 02 43 00 44 07, [www.fetedelaterre.org](http://www.fetedelaterre.org).

**NAMUR :**  
**SALON VALÉRIANE**  
**5 au 7 septembre**

à Namur Expo, thème de l'année : "un habitat sain pour tous", entrée gratuite pour les moins de 26 ans. Grand marché bio. Invité d'honneur : Nature & Progrès France qui fête ses 50 ans, 300 exposants, 60 conférences et ateliers.

Nature & Progrès Belgique, 520, rue de Dave, B 5100 Jambes, tél. : 081 30 36 90, [valeriane.be](mailto:valeriane.be).

**DRÔME :**  
**BIEN-ÊTRE AU NATUREL**  
**7 septembre**

à Montbrun-les-Bains, dans le parc du centre thermal. Autour des plantes aromatiques, à parfum, médicinales, stands sur les médecines naturelles et alternatives, l'écologie, le respect de l'environnement, marché bio, animations gratuites...  
Office de Tourisme de Montbrun-les-Bains, tél. : 04 75 28 82 49, [www.bienetreanaturel.fr](http://www.bienetreanaturel.fr)

**DOUBS :**  
**MARCHÉ BIO FESTIF**  
**13 septembre**

Dès 9h, vente de fruits, légumes, produits bio, animations, musique, restauration, balade à dos d'âne... A Le Bélieu, près de Morteau, organisé par le groupe

**JOURNÉE DE LA TRANSITION**  
**27 SEPTEMBRE**

A l'initiative de différentes organisations (Attac, La Nef, Colibris, Enercoop, Énergie partagée, Terre de Liens, Amis de la Terre, Biocoop, mouvement interrégional des Amap, Réseau Cocagne, Amis de la Terre, Villes et territoires en transition), une journée décentralisée de promotion de la transition se tiendra en de multiples lieux :

- **Bouches-du-Rhône : à Marseille** autour de La Roue, monnaie locale complémentaire, Yohan Bourgeois, tél. : 06 03 93 36 82, [tomato.juice3000@gmail.com](mailto:tomato.juice3000@gmail.com)
- **Bouches-du-Rhône : à La Ciotat**, Laurence Camilleri, Colibris, [jardin.ekilibre@gmail.com](mailto:jardin.ekilibre@gmail.com)
- **Calvados : à Caen**, Françoise Nancey, tél. : 06 62 57 23 37, [transitioncitoyennecaen@gmail.com](mailto:transitioncitoyennecaen@gmail.com)
- **Gers : à Auch**, Emili Porte, [emili.porte@gmail.com](mailto:emili.porte@gmail.com)
- **Nord : à Lille**, Jean Mativa, [Alternatiba.jean.mativa@9online.fr](mailto:Alternatiba.jean.mativa@9online.fr)
- **Haut-Rhin : à Mulhouse**, à la Maison de la citoyenneté mondiale, 13, rue de Pfattatt, à 15h, lancement de la monnaie solidaire, présentation d'une banque du temps, échanges solidaires, soupe partagée. Guillaume Refay, [Villes et territoires en Transition](mailto:Villes et territoires en Transition), tél. : 06 08 17 56 85, [guillaume.refay@gmail.com](mailto:guillaume.refay@gmail.com), [www.sud-alsace-transition.net](http://www.sud-alsace-transition.net)
- **Paris : au 5/6 rue de l'Aubrac (12<sup>e</sup>)**, Fanny, [Mouvement d'objecteurs de croissance](mailto:Mouvement d'objecteurs de croissance), tél. : 06 11 63 64 57, [fannyfd56@gmail.com](mailto:fannyfd56@gmail.com)
- **Paris : au 75, boulevard Kellermann (13<sup>e</sup>)** avec la coordination des SEL d'Ile-de-France, Catherine Delpech, tél. : 01 55 65 35 34, [catdelpech@yahoo.fr](mailto:catdelpech@yahoo.fr)
- **Deux-Sèvres : à Parthenay**, au 2, boulevard de la Meilleray, de 9h à 24h, festival "Ça marche" avec pleins de documentaires sur les alternatives, <http://eco-festival-camarche-2014.eklablog.com> ; [collectif-mmorange.fr](http://collectif-mmorange.fr) ; Benoît de Cornulier, tél. : 06 69 63 24 82, [cornuliben@yahoo.fr](mailto:cornuliben@yahoo.fr)
- **Vaucluse : à Avignon**, journée de promotion des protéines végétales, Agnès Piller, [Génération Avenir](mailto:Génération Avenir), tél. : 06 50 37 84 89, [generationavenir13@gmail.com](mailto:generationavenir13@gmail.com)
- **Val-de-Marne : à Nogent-sur-Marne et Le Perreux**, installation de bacs incroyables comestibles et soirée sur la transition énergétique. Josée Rudier, tél. : 06 85 34 19 70, [joosem.rudier@free.fr](mailto:joosem.rudier@free.fr)



Nature-environnement de la MJC de Morteau.

MJC de Morteau, 2, place de l'Église, 25500 Morteau, tél. : 03 81 67 04 25.

**VOSGES :**  
**FOIRE FESTIVE ECO-BIO**  
**13 et 14 septembre**

à Lure, une centaine d'exposants.

Association Terres, 15, rue de l'Oratoire, 70110 Villafans, tél. : 03 84 20 97 17 ou 06 78 11 33 96, [contact@lesbiojars.fr](mailto:contact@lesbiojars.fr)



**ISÈRE :**  
**QUELLE FOIRE**  
**19, 20 et 21 septembre**

3<sup>e</sup> foire annuelle de la transition en Trièves, à Mens, sur le thème "bois et forêts dans la

transition". Vendredi : présentation d'expériences novatrices en ateliers. Samedi : visites, conférences, animations, films documentaires. Dimanche : foire, expositions, visites de sites, conférences.

Esprit Trièves, Hélène Amalric, place de la Halle, 38710 Mens, tél. : 07 82 20 25 52, [www.quelle-foire-trieves.fr](http://www.quelle-foire-trieves.fr)

**TOURS :**  
**SALON FOUGÈRES**  
**20 et 21 septembre**

Hall B, Parc des Expositions, La Roche-Pinard, Hamamils, 4, rue de la Porte-de-Melun, 77520 Donnemarie-Donville, tél. : 01 64 01 31 85.

**RHÔNE :**  
**QUINZAINE DES RÉCOLTES**  
**20 septembre au 4 octobre.**

**20 septembre**, 9-14h : fête des récoltes, rencontre avec les associations lyonnaises travaillant sur l'agriculture et l'alimentation. 14-19h : fête des paniers avec distribution de pommes par le collectif Raccourci. Sur les berges du Rhône, entre les ponts Wilson et Guillotière.

**21 septembre** : portes ouvertes aux Jardins de Lucie (Communay), du réseau Cocagne

**27 septembre**, 11-20h : village de producteurs à Prairial (Vaulx-en-Velin)

**4 octobre** : fête des jardins partagés avec Le Passe-jardin, balades urbaines. Cuisine participative avec La Légumerie sur la Croix-Rousse à partir des potagers du quartier.

Contact : [www.laquinzainedesrecoltes-lyon.org](http://www.laquinzainedesrecoltes-lyon.org).

**18<sup>e</sup> Festival de l'Avenir au Naturel**  
**6 et 7 septembre 2014**

- **Foire Bio** entrée libre Sam. 10h-20h - Dim. 9h-19h
- **Conférences et ateliers pratiques**
- **Animations pour enfants**
- **Restauration et buvette bio**
- **Apéro-concert samedi à 18h30**

**L'ALBENC**  
Espace Nature Isère

**Espace Nature Isère - 04 76 36 50 10 - 38470 L'ALBENC - www.enisere.asso.fr**



## Films, spectacle, culture



**IVRY-SUR-SEINE :**  
**EN PREMIÈRE LIGNE**  
 20-21 septembre



Festival littéraire engagé avec de nombreux auteurs (Saïd Bouamama, Jacques Rancière...) et débats sur les mouvements sociaux, l'histoire coloniale, etc... Le 21 à 14h : littérature jeunesse, retour à l'ordre moral ou école de l'égalité ? Organisé par l'association En bout de ligne avec la librairie Envie de lire.

A l'Espace Robespierre, 2, rue Robespierre, 94200 Ivry-sur-Seine, [www.enpremierligne.sitew.fr](http://www.enpremierligne.sitew.fr).

## habitat



**CORRÈZE :**  
**FORMATION AUX ENDUITS TERRE**  
 12-13 septembre

Comprendre, vivre et maîtriser le matériau terre pour la réalisation d'enduits et de décorations dans l'habitat.

Le battement d'ailes, Lauconie, 19150 Cornil, tél : 05 55 26 49 98, [www.lebattementdailles.org](http://www.lebattementdailles.org).

## ISÈRE :

### TERRE VIVANTE

- **Jardiner sans dépenser** : 6 et 7 septembre,
- **Osons les fleurs au jardin** : 13 et 14 septembre,
- **Réalisons nos cosmétiques aux plantes du jardin** : 13 et 14 septembre,
- **Vannerie sauvage** : 19 au 21 septembre,
- **Multiplier les plantes** : 21 septembre,
- **Jardiner avec les enfants** : 22 au 25 septembre,
- **Je crée et j'entretiens une mare naturelle** : 27 et 28 septembre,
- **J'élèverais bien des poules** : 27 et 28 septembre,
- **Connaître et soigner son sol** : 4 octobre.

Terre Vivante, domaine du Raud, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80, [www.terrevivante.org](http://www.terrevivante.org).

## FORMATION EN AGRICULTURE BIODYNAMIQUE

Le Mouvement de l'agriculture biodynamique organise différentes formations :

- **6 et 7 septembre** : transformation des produits du jardin, à Cobonne (Drôme)
- **12 septembre** : engrais vert et dernières cultures, Wihl-Au-Val (Haut-Rhin)
- **13 septembre** : visite d'automne, au rucher-école de Xaintrey (Deux-Sèvres)

Mouvement de l'agriculture biodynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, [www.bio-dynamie.org](http://www.bio-dynamie.org), tél : 03 89 24 36 41 (Sandrine).

## DRÔME :

### FORMATION AUTOCONSTRUCTION

**30 septembre au 5 octobre**

au Centre des Amanins. Apprentissages techniques de la construction paille, tour d'horizon des étapes et chausse-trappes d'un projet d'autoconstruction, réflexions autour du faire-ensemble, stage en immersion dans un lieu auto et éco-construit.

Centre agroécologique des Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél : 04 75 43 75 05, [info@lesamanins.com](mailto:info@lesamanins.com)

## paix



### RHÔNE :

#### QUINZAINE DE LA NON-VIOLENCE

**21 septembre-4 octobre**

Cette année le thème est "Les résistances à la guerre" à l'occasion du centenaire de la Première Guerre Mondiale. Des débats, conférences, projections, ateliers pour approfondir et valoriser une autre histoire, celles des personnes qui ont dit "non" à la guerre de 14-18 (pacifisme, fraternisations, mutineries...) et demander leur réhabilitation. Et développer les formes de résistance à la guerre aujourd'hui.

Programme : MAN-Lyon (Mouvement pour une Alternative Non-violente), 187, montée de Choulans; 69005 Lyon, tél : 04 78 67 46 10, [www.nonviolence.fr](http://www.nonviolence.fr).

### GIRONDE :

#### MÉGASTOP AU MÉGAJOLE

**27-28 septembre**

La France s'apprête à effectuer sa première simulation d'essai de bombe nucléaire avec le laser Mégajoule, au Barp, le 2 décembre 2014. En violation de ses engagements internationaux à mettre en œuvre le désarmement nucléaire, ce

qui commence par la non modernisation de son arsenal existant. Pour contrer cette logique de préparation de crime de masse, un "Camp de la Paix" est organisé à proximité du CEA-CESTA (site du laser Mégajoule), au Barp. Il sera précédé d'une semaine d'actions contre l'armement nucléaire à partir du 20 septembre.

Pour les joindre ou organiser un événement en lien : [peaceonmegajoule@riseup.net](mailto:peaceonmegajoule@riseup.net)

### RHÔNE :

#### INITIATION À LA MÉDIATION

**30 septembre, 7 et 14 octobre.**

Le médiateur n'est ni dans un camp ni dans l'autre, tout en rendant possible, par sa présence et son intervention, le dialogue entre les parties en conflit et la recherche de solutions. À Vénissieux, de 19h à 22h.

Contact : Ifman Rhône-Loire, tél : 04 72 00 04 74, [www.ifman.fr](http://www.ifman.fr)

## silence



### JURA :

#### SILENCE, ON CAUSE !

Jeudi 4 septembre de 18h30 à 20h, collation-débat à l'Agence Quoi de neuf ? 24-25 quai Thurel à Lons-le-Saunier, débat autour du thème de la revue Silence du mois, chacun-e est invité-e à apporter quelque chose à partager, si possible "fait maison, bio et local".

Contact : Julien Da Rocha, [darocha.julien@gmail.com](mailto:darocha.julien@gmail.com) / 06 17 09 47 60.

### LYON :

#### EXPÉDITION DE SILENCE

Jeudi 18 et vendredi 19 septembre, dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.



Exchange publicitaire

**Gratuites** : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces** : Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais** : Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 3. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées** : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection** : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

# annonces

## » Vivre ensemble

■ **Hérault.** Un immeuble associatif au centre-ville de Béziers : un collectif d'associations se monte actuellement pour acheter ou occuper un immeuble à vocation citoyenne, culturelle, sociale et solidaire. Recherchons associations et bonnes volontés, ainsi que mécènes ou investisseurs. [Contact et infos sur immeubleassociatifbeziers.wordpress.com](mailto:contact@immeubleassociatifbeziers.wordpress.com) ou email : [immeubleassociatifbeziers@gmail.com](mailto:immeubleassociatifbeziers@gmail.com)

■ **Drôme.** Je cherche à rejoindre ou créer une colocation dans le secteur de Die (ou Crest) à partir de septembre. [Contact : Juliette](mailto:Juliette), tél : 06 04 47 08 24.

■ **Orléans.** Géothermie, construction en paille ou en bioclimatique, vivre ensemble, espaces partagés, intergénérationnel... Ces mots vous parlent ? Près d'Orléans, dans le Loiret, on est engagé dans un habitat participatif : l'aventure ne fait que commencer, tout reste à faire, rejoignez-nous

en prenant [contact au 06 86 11 59 35](tel:0686115935) ou au [06 62 21 12 95](tel:0662211295) ou par [courriel lehamcupartagé@gmail.com](mailto:lehamcupartagé@gmail.com)

## » Emploi

■ **Gers.** Apprenti 17 ans, recherche, pour sa seconde année de CAP bûcheronnage, employeur élagueur/grimpeur engagé dans une pratique de taille raisonnée. [Contact : 06 86 11 08 37](tel:0686110837) ou [phillerot@wanadoo.fr](mailto:phillerot@wanadoo.fr)

## » Immobilier

■ **Loire-Atlantique.** Vends maison à Guénéne Penfoo, 45 m<sup>2</sup>, sur terrain de 4550 m<sup>2</sup> en indivision, située partiellement en sous-bois. Ossature bois, isolation ouate de cellulose, chauffage bois, toilettes sèches, chauffe-eau à gaz. Une pièce de vie, une cuisine, une chambre, une sdb/toilettes. Pas de raccordement EDF mais raccordement eau de la ville / puits/ Panneaux solaires. Possibilités d'agrandissement. 32 000 €. [Philippe 06 64 20 96 42](tel:0664209642).

■ **Cher.** A vendre à 15 km de Sancerre, exploitation en maraichage bio sur un 1,3 ha, bordée de haies. Maison d'habitation de 145m<sup>2</sup> entièrement rénovée en éco-construction (3 chambres, bureau, pièce de vie, arrière-cuisine, poêle de masse). Exploitation en activité (vente directe, paniers, collectivité : demande grandissante). Serres, hangar, forage. Cause départ : rapprochement familial. Prix : 235 000 €. Photos et précisions sur demande. Tél : 02 48 72 84 83.

## » Divers

■ **Var.** Je donne à qui vient les chercher (à Toulon) "Silence" du N° 362 (nov 2008) au N°413 (juin 2013) = 51 numéros (manque le n°365). [Contact pour adresse et RV philippe.annaba@free.fr](mailto:contact.pour.adresse.et.rv.philippe.annaba@free.fr)

■ **Hérault.** Nous sommes Samira et Rudy, nous voulions retourner à la terre pour vivre en harmonie avec celle-ci et s'autonomiser face à cette Babylone. Enfin, pour nous qualifier, nous pourrions

dire que nous sommes des colibris décroissant altermondialistes et libertaires, mais en fait nous sommes un couple hors normes et non étiquetable. Depuis deux ans, nous nous sommes lancés dans l'aventure du retour à la terre, nous avons déjà acheté 3ha de vignes à Péret dans l'Hérault et pris 160 oliviers en fermage. Un terrain voisin de notre vigne est en vente. Nous ne pouvons rater l'occasion d'agrandir notre ferme afin de créer un verger et installer des poules. Ce terrain de 8000m<sup>2</sup> coûte avec les frais de notaire 6500 €. Comme nous n'avons pas les moyens de l'acheter, nous avons lancé un Hellomerci. C'est un site de financement participatif. Vous serez remboursé en intégralité en 30 mois à partir de janvier 2015. Le minimum de financement est de 20 €, et c'est avec de simples petites grumes de raisin que l'on remplit des cuves. Alors si vous voulez aider le développement de notre activité c'est par ici : [www.hellomerci.com/fr/projects/un-terrain-pour-coo-peret](http://www.hellomerci.com/fr/projects/un-terrain-pour-coo-peret)

➤  
Bandeau de  
présentation  
du site internet  
de l'association



# La Barbe : rendre visible le patriarcat en le mimant

Vous êtes confortablement installé-e dans l'assistance d'un événement public ou plusieurs hommes interviennent à la tribune, quand soudain des femmes ornées de fausses barbes montent sur scène avec des écriteaux pour "féliciter" les hommes présents d'avoir su rester dans l'entre-soi masculin. La Barbe a encore frappé ! (1)

**V**ISIBILISER LES SITUATIONS d'inégalité entre hommes et femmes, c'est le but du collectif La Barbe créé par un petit groupe de militantes, plusieurs issues d'*Act Up*, en 2008.

Elles sont choquées par le sexisme agressif qui s'est déployé durant les dernières élections présidentielles, notamment envers la première femme à avoir des chances sérieuses de devenir présidente, Ségolène Royal.

## PHALLOCRATIE À TOUS LES ÉTAGES

Elles prennent alors conscience de l'ampleur des dégâts : en France les femmes représentent un quart de l'Assemblée Nationale et du Sénat, 13% des maires, alors que les hommes représentent 90% des patrons de presse et des rédacteurs en chef de grands journaux, 87,5% des présidents d'universités et de grandes écoles et 98% des chefs cuisiniers étoilés. En somme, ce sont des sexagénaires blancs hétérosexuels et valides qui cumulent tous les pouvoirs dans notre société. Les femmes sont considérées comme des épouses, des filles, des conquêtes ou des assistantes, rarement comme des égales. Quelques unes sont autorisées à rentrer dans les cercles du pouvoir, mais elles sont un peu comme

la schtroumpfette chez les schtroumpfs, elles servent d'alibi et de décoration au royaume des mâles.

## METTRE EN LUMIÈRE L'OMNIPRÉSENCE MASCULINE

Les Barbues s'invitent donc dans des assemblées viriles où leur simple présence vient mettre en lumière la surreprésentation masculine. Leurs barbes longues, très "3° république", viennent ironiquement souligner la ringardise de cet ordre patriarcal qui perdure à travers les siècles. Le message qui est envoyé aux hommes présents est que "si avoir une barbe est la seule possibilité d'être avec vous, alors on en met". Le nom du collectif fait référence également à l'irritation ressentie face à cette inégalité qui "barbe" sérieusement les activistes féministes.

Collectif d'action avant tout, elles ont effectué plus de 180 interventions en cinq ans, souvent en venant perturber des événements dans lesquels l'omniprésence des hommes ne choque plus personne : congrès de philosophes ou d'architectes, meetings politiques, festivals culturels... Elles déploient des banderoles qui manient l'ironie, attribut supposé masculin et se réapproprient également le langage des chiffres, de la démonstration rationnelle classiquement assimilée aux

(1) Article réalisé à partir d'une rencontre avec des membres de La Barbe à la librairie *Terre des livres* à Lyon le 17 mai 2014.



◀ 14 octobre 2011 : 8 activistes interrompent le premier colloque de la Fondation Écologie d'Avenir, fondation climato-sceptique anti-écologie qui ne regroupe que des hommes

hommes, en mettant en avant les pourcentages de femmes dans les diverses institutions ciblées.

### ACCUEIL PAS POILANT

Ces actions restent dans le cadre de la légalité et s'effectuent "sans violence", précisent les activistes. Généralement l'accueil est froid. Elles ont été étonnées de se faire très mal recevoir ("à poil !") lors du festival de la bande-dessinée de Lyon, dans un milieu culturel qui avait leur sympathie et qu'elles jugeaient "ouvert". A Saint-Etienne, elles ont eu la surprise de se faire agresser par les rares femmes présentes (2 sur 45) au sein du Conseil d'Agglomération où elles sont intervenues. En 5 ans d'activisme, une seule plainte a été déposée suite à un colloque à Paris. Le pire fut peut-être à la fédération française de rugby, où elles ont été maintenues à l'écart, enfermées dans un cagibi, pendant plusieurs heures, le temps que la cérémonie se déroule. Mais cela représente peu de répression pour autant d'actions, estiment-elles. Certainement parce que personne ne veut attirer l'attention sur son propre cas pour ne pas venir ternir son image.

### "LE SEUL COLLECTIF FÉMINISTE QUI NE S'INTÉRESSE QU'AUX HOMMES"

L'objectif de La Barbe n'est pas la parité, mais l'égalité. Dans un monde dominé par les hommes, les femmes se heurtent à un plafond de verre, qu'elles finissent par intégrer. Ainsi, selon l'une d'elles "les femmes candidatent à un poste quand elles estiment en moyenne avoir 150 % des compétences requises, alors que les hommes candidatent au même poste lorsqu'ils estiment avoir 80 % des compétences requises".

Leurs actions ont-elles permis de faire bouger les lignes dans certains milieux ? Il est difficile de savoir si des discussions ont eu lieu par la suite

au sein des diverses institutions touchées par le collectif. Si changement il y a, il se fait vraisemblablement en prenant son temps... A Cannes, en 2012, les Barbues étaient intervenues pour dénoncer l'omniprésence masculine. Elles avaient publié une tribune dans le journal *Le Monde* signée par 2000 représentant-e-s du milieu du cinéma. Est-ce suite à cela que, pour la première fois en 2014, le jury est composé de cinq femmes et quatre hommes ?

Par ailleurs, à Bordeaux, en décembre 2012, des avocates barbues sont descendues dans la rue pour manifester contre les propos sexistes de maître Pierre Blazy qui avait estimé que les femmes n'ont pas "les épaules assez larges" pour certaines affaires pénales.

En intervenant tant au sein de grands partis politiques que d'émissions de télévision, d'instances économiques que d'assemblées d'actionnaires, les activistes barbues restent dans le cadre des hiérarchies existantes en se concentrant sur l'exigence d'égalité hommes-femmes au sein de celles-ci. Un parti-pris qui peut leur être reproché mais leur revendication reste, quoi qu'il en soit, légitime et urgente.

Les actions de la Barbe revêtent une dimension qui peut paraître assez monomaniaque, en s'attaquant inlassablement au pouvoir des hommes dans la société. Mais elles ont, par là même, le mérite de ne jamais lâcher leur objectif de tendre au patriarcat un miroir qui révèle au grand jour sa vraie nature de domination.

Guillaume Gamblin ■

### Pour aller plus loin

■ La Barbe, [www.labarbelabarbe.org](http://www.labarbelabarbe.org)



■ *La Barbe, 5 ans d'activisme féministe*, préface de Christine Delphy, éditions iXe, 2014, 176 p. illustrées, 16€.



# Lip, des héros ordinaires

La grève des Lip en 1973, à Besançon, a représenté un symbole de la lutte post-68.



Avant, je n'étais rien, tandis que maintenant, on me dit que j'ai une valeur et que je peux prendre des responsabilités. Je ne suis plus un numéro... C'est drôle à dire, mais on s'est sentis frères. Hier, on se côtoyait, mais on ne se connaissait pas.



Moi, je suis O.S., alors je me sentais inférieure aux femmes des bureaux. vous voyez? Durant le conflit, j'ai pu leur parler, on a fait connaissance, on s'est découvertes au point de devenir amies.



Moi, au départ, ça m'intéressait pas beaucoup la lutte, la grève, tout ça. Je suis jeune, mobile, alors je pouvais aller ailleurs, trouver un autre boulot...

Et puis, j'ai vu qu'on me demandait mon avis, qu'on me proposait de faire des trucs importants... qu'on me faisait confiance, quoi! Alors je suis encore là. Et maintenant, j'irai jusqu'au bout.



C'est simplement incroyable. Je ne serai plus jamais la même ouvrière. Avant, j'arrivais à l'usine, je faisais mes heures à la chaîne. Je croyais que je ne savais rien faire d'autre... alors il valait mieux que je la ferme.

Avec les Lip, j'ai appris que c'était pas vrai. On sait faire plein de choses, en fait. Et on le prouve tous les jours depuis des mois.

Cette usine qui fabriquait 500 000 montres par an est alors menacée de fermeture pour des raisons purement financières. Les ouvriers vont confisquer les stocks, et poursuivre la production et la vente "on fabrique, on vend, on se paie". La mobilisation ira grandissante dans la ville, puis dans la France entière — en parallèle à celle des paysans du Larzac et au début des manifestations antinucléaires. A l'issue de presque un an d'occupation, un plan de reprise en autogestion verra le jour... lequel projet ne tiendra que quelques années du fait d'un sabotage bien organisé. Les auteurs du livre ont fait le choix de suivre une des ouvrières pendant la grève. Celle-ci, mariée à un mari conservateur, va progressivement s'émanciper. Un choix pertinent, car si les leaders du mouvement sont surtout des hommes, 70 % des salariés étaient des femmes. Un rappel historique bienvenu : seuls ceux et celles qui combattent peuvent gagner ! Parmi les manifestants d'alors se trouve l'étudiant bisontin Jean-Luc Mélenchon qui signe ici la préface. **M.B.**



Laurent Galandon, Damien Vidal  
Ed. Dargaud, 2014, 176 p. 20 €

►  
Le bar vu de  
l'intérieur...



# Le Champ Commun De l' "extra" dans l'ordinaire

Augan, 1500 habitants, une quarantaine d'associations. C'est ici que, fin 2009, un groupe mêlant nordistes et bretons crée la coopérative *le Champ Commun*. Cette épicerie-bar-brasserie-lieu associatif, et bientôt auberge, a de quoi attirer les curieux.

**A** COMMENCER PAR LES JOURNALISTES. De France 3 à la presse écrite locale en passant par BFM TV ou Bastamag, tous insistent sur le caractère insolite de l'entreprise. En 2012, l'Etat et la Caisse des Dépôts lui ont même décerné le prix de l'"innovation sociale" (1). Ce qui continue d'intriguer l'équipe : qu'ont d'innovant un bar et une épicerie, "deux commerces classiques, voire ancestraux" (2)...?

Pourquoi cette aventure paraît-elle si extraordinaire ? En quoi est-elle alternative ?

## UNE AVENTURE "EXTRAORDINAIRE" PARCE QU'À REBOURS DES ÉVOLUTIONS ACTUELLES

Dans un contexte de désertification du monde rural, de crise économique mondiale, de démantèlement des services publics et de désagrégation des solidarités locales, l'aventure du *Champ Commun* paraît extraordinaire. A rebours de toutes ces tendances, elle montre "qu'on peut faire autrement que ce qui est présenté de manière fataliste et obligatoire" (3).

D'abord en faisant le pari du local et de la redynamisation d'un territoire rural. "Une nécessité" pour qu'un territoire conserve sa population, non "un idéal bien pensant où on veut aider l'autre" souligne Mathieu Bostyn, le gérant (4). La coopérative est créée en décembre 2009. En janvier 2010, le bâtiment actuel – un

ancien bar et la maison attenante – est acquis. L'activité bar démarre aussitôt, tandis que les travaux continuent pour accueillir l'épicerie, qui ouvre ses portes en juillet 2010. Peu à peu, cette bande de jeunes "barbus", "aux looks un peu spéciaux" (5) gagne la confiance des habitants. "Ils ont vu qu'on était de sacrés bosseurs" explique Henry-George, l'un des fondateurs (3). Il faut dire que la tâche est énorme : il faut tout réaménager. Mais les coups de main ne manquent pas et mobilisent amis et habitants. Pendant plusieurs mois, le chantier est "l'attraction du village". Des Auganais investis dans le projet facilitent les relations avec les villageois.

Aujourd'hui, l'épicerie surnommée *Le garde-manger* attire une clientèle mixte en proposant aussi bien des produits conventionnels que locaux ou bio. Les pratiques alimentaires évoluent : certains abandonnent le chèvre industriel pour le petit chèvre fermier. C'est aussi un magasin-dépannage qui évite des déplacements en voiture jusqu'à l'hypermarché voisin. Autre service apprécié des habitants : le relais postal, un vérifiable service public.

Quatre ans après sa création, le pari est donc gagné : la coopérative, devenue Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) en 2012, compte 110 associés dont la moitié issue du village. Nombre de jeunes sont venus s'installer à Augan, séduits par l'énergie du lieu : "ça fourmillait dans tous les sens, j'avais envie de me poser par ici" raconte Aude devenue salariée de la coopérative (6).

(1) Le Prix national des jeunes entrepreneurs solidaires, reçu des mains de Roselyne Bachelot, distingue "le projet ou l'entreprise apportant la solution la plus originale et la plus adaptée à des besoins sociaux". Il s'agit d'une initiative du Ministère des solidarités et de la cohésion sociale, de la Caisse des Dépôts et de l'Agence pour la création d'entreprises (APCE).

(2) Extrait du film de Marie-Josée Desbois *Le Champ commun, ensemble on va plus loin*. Production : L'arbre aux films, France, 2012. 28 minutes, VF.

(3) Extrait de l'entretien que j'ai mené en mars 2014 avec Henry-George Madeleine, l'un des fondateurs du *Champ Commun*.

(4) Propos extraits du reportage réalisé par BFM TV le 19 juin 2013 ([www.bfmtv.com](http://www.bfmtv.com)).

(5) Henry-George rapporte ici la description que faisaient d'eux les habitants d'Augan.

(6) Extrait de l'entretien mené en mars 2014 avec Aude Gérardin, coordinatrice du *Projet Auberge*.



... et de l'extérieur.

Le second pari fait par *le Champ Commun* a été de développer une activité économique en pleine crise économique. Une prise de risque rendue possible par les apports financiers d'associés plus âgés (qui ont pu acheter le bâtiment), l'engagement bénévole initial (qui a permis de retarder la salarisation le temps de stabiliser l'activité) et une prise en charge collective du risque économique (permise par les statuts de l'entreprise). Des atouts essentiels face à la frilosité des partenaires financiers. Aujourd'hui, la viabilité économique de l'expérience se vérifie : le chiffre d'affaires augmente pour toutes les activités et sept salariés ont été embauchés à temps plein.

Les activités développées par *le Champ Commun* sont "ancestrales" et fondamentalement "normales" (3). A bien y regarder, l'alternative réside moins dans l'activité elle-même que dans la manière de penser et de mener l'activité. Ici, l'invention se situe aux niveaux de l'organisation du travail et du modèle économique. Ce qui n'est pas sans susciter quelques tensions.

### TRAVAILLER AUTREMENT ?

Alors que le chômage atteint des records, que ceux qui sont dans l'emploi subissent une pression de plus en plus importante et que le mal-être au travail augmente, *le Champ Commun* propose une autre manière de travailler. D'une part en imaginant un travail épanouissant, effectué dans un cadre collectif et guidé par des valeurs. D'autre part, en accompagnant les vocations individuelles.

De nombreux bénévoles assistent les salariés dans le cadre de commissions (7). Les fonctions bénévoles et salariées s'entremêlent, certains passant de l'une à l'autre. L'intelligence collective et la confiance en l'humain sont les fondements du projet. En témoigne la devise du *Champ Commun* : "Tout seul on va plus vite, ensemble on va plus loin".

Cette aventure collective a permis à certains d'acquérir des compétences, à d'autres de les approfondir et à tous de s'approprier "un espace de responsabilité". "Des gens se sont révélés" souligne Henry-George (3). Aude a été bénévole trois ans avant d'être salariée. Fin 2012, son contrat dans une association touristique locale prend fin. Forte de cette expérience, elle saisit l'opportunité pour se faire embaucher au *Champ Commun* sur le projet d'auberge. D'autres, en reconversion professionnelle, ont ici pu faire leurs preuves. Aurélien, apprenti menuisier, a réalisé les fauteuils de l'estaminet en 2013 ; Jean-Pierre y a réalisé les luminaires. Quant à la micro-brasserie artisanale, elle est le fruit d'une rencontre entre *le Champ Commun* et Rémi, un jeune brasseur qui souhaitait monter son entreprise. *L'Auganaise*, brassée sur place, fait aujourd'hui la renommée de la coopérative.

### FAIRE DE L'ÉCONOMIE AUTREMENT ?

L'entreprise a, dès ses origines, défendu une approche intégrée et politique de son développement économique. L'accueil d'associations en ses locaux (APRALA, L'Air de Rien et Localidées), en plus des cinq activités économiques (8), correspond à une volonté de dynamiser le territoire et de lutter contre la spécialisation des espaces et des fonctions. Le bar et l'épicerie sont "des lieux pour que les gens se rencontrent, discutent, échangent", des lieux pour recréer du politique (2).

Le projet politique est consubstantiel au projet économique. Les fondateurs veulent démontrer qu'une entreprise à lucrativité limitée peut servir l'intérêt général tout en étant rentable : "On a à montrer que c'est important d'équilibrer notre action, qu'il faut faire des bénéfices pour améliorer notre investissement, nos conditions de travail, pour pérenniser la structure. On ne refuse pas la lucrativité mais on est 'à lucrativité limitée' ; parce qu'on se pose des questions d'ordre politique : 'que vais-je privilégier



(7) Il y a autant de commissions que d'activités, soit les commissions suivantes : garde-manger, estaminet, brasserie, chantier, auberge et vie coopérative. Elles correspondent aux nouvelles catégories d'associés de la SCIC, votées à l'AG 2013.

(8) Ces cinq activités sont les suivantes : l'épicerie appelée « garde-manger », le bar ou « estaminet », la brasserie, l'activité chantier et l'auberge.



➤  
L'épicerie

D.R.

*comme développement ?', 'Avec qui ?', 'Pour quoi ?' "*  
(3). Les choix économiques sont guidés par une prise en compte de l'économie dans toutes ses dimensions, à la différence de ce qui se produit dans certaines entreprises classiques – de l'agro-alimentaire par exemple – "[qui] ne recherchent que la rentabilité et la productivité et mettent de côté tout le reste : elles ne prennent pas en compte les êtres humains qui travaillent pour elles, ni le bien-être des gens, les producteurs, les cochonneries qu'elles font manger aux gens, l'impact que ça peut avoir, la pollution qu'elles génèrent...".

On retrouve ici l'idée que l'alternative ne se situe pas dans une « autre » économie mais bien au cœur du système économique qu'elle entend critiquer : elle s'élabore par compromis et bricolages, intégration d'éléments de ce système et résistance.

Une option défendue fermement par le gérant — Mathieu — quand il déclare, à la dernière Assemblée Générale (AG), "qu'il faut être rentable", "qu'il ne faut pas avoir peur de gagner de l'argent" pour améliorer les conditions de travail et financer des activités d'intérêt général ou non marchandes (comme le Relais Postal). Un compromis avec l'économie capitaliste que certains perçoivent comme une compromission, craignant que l'impératif gestionnaire ne prenne le pas sur le projet politique. Une tension perceptible dans les débats sur le dernier projet du *Champ Commun* : l'Auberge.

## UNE AVENTURE HUMAINE

Le projet « Auberge », activité économique prévue dès l'origine du *Champ Commun*, a été voté par l'AG en 2013. Non sans quelques réserves : pour la première fois depuis la création de la coopérative, il a fallu voter en recourant au système de pondération par catégorie d'associés.

Aude explique que ce n'est pas tant le projet qui a été questionné que des craintes concernant l'aspect financier – 'la structure sera-t-elle assez solide pour assumer un emprunt ?' – et "le fait que l'activité auberge arrive maintenant alors que certains ont envie de faire une pause". "Maintenant", c'est-à-dire après trois ans de travaux, des heures à travailler sans compter, à s'engager corps et âmes dans le projet, parfois au détriment de sa vie personnelle et familiale. Un engagement quasi monastique — Henry-George parle d'"acte de foi" — qui met en tension des trajectoires individuelles et collectives. C'est pourquoi certains ont réclamé de "souffler un peu" (9).

Des propos qui ont été entendus et que le collectif devra tâcher de retenir pour continuer à veiller sur ce qui fait le sel de cette aventure : sa profonde humanité.

Quant aux tensions concernant l'articulation des dimensions économique et politique, gageons que le travail réflexif permanent qu'entretiennent les fondateurs et plusieurs compagnons de route permettra de maintenir l'« extra » dans l'ordinaire.

Marie Lemay ■

### SCIC Le Champ Commun

1 rue du clos Bily

56800 Aujan

Tél. : 02 97 93 48 51

www.lechampcommun.fr

auberge@lechampscommun.fr

(9) Paroles d'associés lors de l'AG du *Champ Commun* des 25 et 26 mai 2013.

Reportage réalisé dans le cadre du projet "Un tcho pas de côté" mené par l'Association *UtoPic'* (voir [www.untchopasdecote.fr](http://www.untchopasdecote.fr) et numéro 419 de *Silence*). Merci à nos hôtes pour leur accueil sur Aujan et merci à l'équipe du *Champ Commun* de m'avoir permis de participer au chantier du "bar 3", en mai 2013.



## Une "Première démocratie"

Les présidents de région Bourgogne et Franche Comté ont décidé de regrouper les deux régions. Cela sans aucune consultation ni débat ! Et le citoyen dans tout cela ? Jamais on ne lui demande son avis. Et de toute façon, quand il résiste et vote majoritairement non comme lors du référendum sur l'Europe en 2005, les "décideurs" font le contraire et piétinent l'expression du peuple. (...) Le seul endroit de proximité où l'on pouvait rencontrer ses élus était la commune. Ceux qui ont voulu, de la droite au PS, supprimer les communes depuis des décennies, ont eu peur de la révolte... Alors ils ont, petit à petit, supprimé les compétences et le pouvoir de décision des communes. Nous avons des syndicats inter-communaux qui marchaient bien pour mettre en commun les moyens de 4 ou 5 communes : ils les ont remplacés par la supracommunalité. Les citoyens ne savent plus ce qui se passe dans les "com-com", ni si leurs délégués communaux y prennent la parole, ni ce qu'ils disent, ni ce qu'ils votent. Ces élus sont désignés, siègent loin, avec des "experts" qui manipulent les décisions. Les contribuables ne sont bons qu'à payer ! Le fil conducteur de toute la stratégie du pouvoir est d'éloigner toujours plus les citoyens des centres de décision. (...) Après les charcutages successifs des circonscriptions par la droite et le PS par calcul politicien, maintenant ce sont les régions qui vont perdre leur identité. Nous avons déjà, avec les institutions de De Gaulle, une élection présidentielle des plus anti-démocratiques, avec des gagnants d'avance fabriqués par les médias et les sondages. Un système où le dictateur est moins visible que dans certains pays, puisque le peuple manipulé par le jeu des deux tours et du "moindre mal" choisit, contre son gré, un candidat qui ne mettra pas en cause le système capitaliste et productiviste.

## Elections européennes : quel scandale ?

Au lendemain des élections européennes, la seule indignation qui soulève les commentateurs des radios grand public, est celle de la montée de l'extrême droite. La première information frappante n'est-elle pas celle du taux d'abstention ? Celui-ci est pourtant peu interrogé, à part pour être balayé d'un revers de main méprisant comme étant l'expression d'un désintérêt pour la démocratie et pour la vie publique, d'un repli individualiste. N'est-il pas le signe d'une désaffection pour un système électoral représentatif qui a montré qu'il n'était plus démocratique ? Un référendum européen annulé par un coup de force antidémocratique en 2005, un parlement européen élu qui n'a pas de pouvoir décisionnel face à une commission européenne non élue, des lobbies qui dictent leurs lois, des contraintes administratives absurdes et impraticables qui pleuvent comme les coups, on peut dire qu'il faut être sacrément aveugle pour croire encore que l'Union européenne est démocratique. Face à cela il est presque rassurant de voir qu'une majorité de personnes ne se déplacent pas sagement aux urnes pour voter PS ou UMP comme l'oligarchie médiatico-politique le préconise comme seule alternative possible.

(...) D'autant plus que les élections législatives suivent pour "donner une majorité" au dictateur et que (...) le vote à la proportionnelle pour lequel s'étaient battus nos anciens a été supprimé ! La soi-disant démocratie n'est plus "représentative" ! Quant au Sénat, il n'est pas représentatif puisque non élu par les citoyens, mais par des élus locaux combinards qui disent souvent ne pas faire de politique ou "ne pas avoir d'étiquettes"... Pour élire le Parlement Européen, pas de grande proportionnelle non plus : ils ont supprimé les listes nationales (...) La plupart des médias, tenus par les budgets publicitaires, pris par le "réalisme" capitaliste et la loi du marché, intégrant la pensée unique, jouent dans ce désengagement démocratique un rôle très néfaste. Même les journalistes qui ne se croient pas "chiens de garde" font, qu'ils le veuillent ou pas, partie de la meute. (...) Ils n'ont même pas eu la capacité de voir, dans l'abstention massive (près de la moitié des électeurs), un rejet nouveau du système, de la droite et du PS, sans pour cela partager les thèses racistes et fascisantes du FN. La plupart des élus n'obtiennent souvent que moins d'un quart des inscrits : quelle gloire ! (...) Il faudra bien un jour relocaliser la démocratie, comme relocaliser toutes les activités vivantes et solidaires. Il faudra bien un jour redonner le pouvoir à chacun de nous, plutôt que déléguer à quelques "représentants" qui deviennent maîtres de notre sort. Il faudra bien trouver un jour un système où nous décidons ensemble de tout, et où celui qui est mandaté pour aller plus loin pourra être radié immédiatement s'il n'a pas tenu l'engagement ! (...). Nous n'avons pas besoin d'une "6<sup>e</sup> République" bricolée, ni d'une 5<sup>e</sup> République retapée... Il faut une première démocratie !

**Michel Chevalier**  
Saône-et-Loire

L'inverse m'aurait fait craindre pour la santé mentale des Français. Je suis par ailleurs étonné que ce soit le vote FN qui scandalise aujourd'hui nos commentateurs et déclenche un petit séisme politique, et pas par exemple la sortie du livre de José Bové et ses révélations de l'intérieur sur la toute puissance des lobbies à Bruxelles. Là, pas de réaction, aucun bruit médiatique : nous sommes en plein dans le fonctionnement "normal" d'une oligarchie économique qui dicte sa loi et qui court-circuite la démocratie, oligarchie de laquelle les faiseurs d'opinion sont bien plus proches que des simples citoyens lambda. Il est certes très regrettable que le rejet de l'anti-démocratie européenne se traduise dans les urnes par une poussée d'extrême droite qui conjugue la haine et la bêtise dans sa politique du bouc-émissaire. Mais il est significatif que ce soit la réaction qui déclenche la colère des oligarques et non pas la cause, l'absence de démocratie réelle et la prédation du pouvoir par quelques uns, qu'on s'empresse bien de passer sous silence.

**André Croutant**  
Rhône

# Courrier

## Transport ferroviaire



Stephane Rees

Je suis un peu agacé de lire toujours la même ritournelle des militants bien pensants au sujet du transport par rail. (...) J'aimerais bien qu'on se donne la peine de consulter le Manifeste NégaWatt dans sa page 330. On peut y lire qu'en 2010, en France, l'hydraulique contribue à raison de 61 TWh à la production totale des 505 TWh d'électricité, soit 12%, et que la mobilité en consomme 9 TWh, soit 1,8%. Il y a donc de la marge, même en conservant quelques TGV déjà en service pour éviter de relancer le transport aérien. (...) Je terminerai par deux contre-exemples puisés dans l'âge d'or du rail de France. Entre 1907 et 1912, le département de la Haute-Vienne construisit 318 km de lignes de tramways électriques départementaux dont certaines offraient jusqu'à 26 allers et retours quotidiens, ce qui, même aujourd'hui, ne se voit guère qu'en région parisienne. L'énergie de traction était générée par une centrale construite au fil de l'eau à Eymoutiers, et deux turbines suffirent là où on en avait envisagé trois. Il resta même un peu de courant pour éclairer les carrefours importants. (...) A la même époque, dans les Pyrénées-Orientales, on construisit le Train Jaune, lui aussi à traction électrique, qui reliait en voie métrique (donc au moins trois fois moins chère à la construction en montagne) Villefranche-de-Conflent à Latour-de-Carol. La Compagnie du Midi, pionnier de l'électrification des chemins de fer en France, installa toute une série de centrales hydrauliques dans la vallée de la Têt. La production de courant était largement excédentaire aux besoins du Train Jaune, ce qui, dans une vision locale, permettait de compenser un éventuel déficit financier de celui-ci. (...) Voilà pourquoi je défends obstinément le ferroviaire local, alternative majeure à la route dans un projet politique de décroissance pour tous.

**Jean Monestier**  
Pyrénées-Orientales

### Essais

## Ecotaxe

"Sans écotaxe, les transports trinquent..." [Silence n°422] (...) C'est le Ministère des Transports qui le dit. Mais le Ministère des Transports de quoi s'occupe-t-il ? De tous les transports aériens, maritimes et terrestres. (...) Et qui décide de mettre de l'argent (...) dans tel ou tel projet ? C'est un

organisme créé en 2004, l'AFITF (Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France) dont le Conseil d'Administration comprend 6 fonctionnaires nommés par l'Etat et 6 élus. Actuellement, l'AFITF compte 3 élus PS (Duron, Savary et

Krattinger) et 3 élus UMP (Rouillé, Harvard, Nègre). Et c'est ce petit monde qui se lamente, qui veut toujours plus d'argent pour toujours plus de travaux.

(...) "La suspension de l'écotaxe en 2014 prive le Ministère des Transports d'une somme de 450 millions d'euros par an (sur 1,15 milliards collectés)..." [Silence n°422] Mais pour quoi faire ? Deux exemples dans ma région (M. Nègre, un des élus) : la ligne de tramway T3, construite sur la Plaine du Var (10 000 hectares de terres agricoles fertiles) à Nice pour desservir le nouveau stade en PPP (partenariat public-privé) avec Vinci, le futur Ikea et bien d'autres projets urbains,

et la T2 avec son long tunnel dangereux et très coûteux décidé pour que les voitures continuent de passer sur un boulevard très chic (...) Rassurons-nous, certains projets se feront (...) car le budget 2014 de l'AFITF est quand même de 1 milliard 814 millions ! (...) Avec l'écotaxe, les grands projets inutiles, coûteux et pollueurs se gavent et les terres cultivables, les lieux de vie, les petites vallées italiennes... trinquent (...) Lorsqu'on a à cœur de défendre la planète, de lutter contre les pollutions... Ne faudrait-il pas, d'abord, penser à réglementer (plutôt que de faire payer) et à utiliser l'argent (près de deux milliards en 2014) des infrastructures de transport pour développer d'autres transports de marchandises moins polluants (et non construire encore et encore des autoroutes et des TGV) ? Il s'agirait de réglementer, mais on dérègle et on fait payer : c'est ça le néolibéralisme. C'est du même acabit que le marché des droits à polluer. Vous polluez, vous payez. Cela empêchera-t-il le réchauffement de la planète, la pollution de l'air ? Personne ne vous en parle : ça n'est pas le sujet ! On pourrait aussi trouver de l'argent pour les énergies renouvelables en taxant les centrales nucléaires. (...) Comment sont faits les choix, sur quels critères ? Par exemple, à l'AFITF, qui choisit les projets à subventionner, les associations écologiques ne sont pas représentées, les élus sont issus de deux seuls partis politiques (PS et UMP) qui peuvent ainsi se partager la manne ! Ce n'est pas parce qu'on fait un tramway que c'est écologique ! (...)

**Martine Réa**  
Alpes-Maritimes

## Internet, numérisation et nouvelle maquette

Je tenais à vous remercier d'avoir numérisé et mis en ligne les anciens numéros de S!lence. Je discutais ce matin avec un collègue d'un article que j'avais lu il y a longtemps dans S!lence sur la SCOP Oxalis et ses méthodes de prise de décision originales, et en deux temps trois mouvements j'ai retrouvé l'article sur votre site internet (n°373). Génial ! Je sais que vous avez tenté de réaliser un numéro sans internet, mais vraiment, l'internet permet de gagner un temps incroyable. N'abandonnez pas votre site internet et un grand merci à toute l'équipe de S!lence (...)

Autrement, je suis un peu d'accord avec Vivianne Lafosse dans le courrier des lecteurs du N° 424 à propos de votre nouvelle maquette. En fait le truc qui me fait réagir c'est le fait que cette maquette soit très carrée (angles droits partout) et trop "rangée". Bref, elle n'est pas tellement à l'image de ce qui est prôné par les auteurs de la revue : la mixité, la biodiversité, le mélange, l'imagination, les alternatives, les chemins de vie souvent tordus, l'exubérance, la fantaisie...

**Stéphane Thiers**  
Hérault

■ **Le refus de parvenir, Marianne Enckell, éd. Indigène (Montpellier), 2014, 32 p. 3,10 €.** Depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle, des personnes ont fait le choix de refuser de monter dans la hiérarchie sociale, préférant à leur réussite personnelle la lutte collective et la solidarité au profit. Ce n'est donc pas un refus d'agir, mais une volonté d'agir pour tous et non pour soi (ou pour ses proches). Ce courant qui a été porté par les libertaires perdure aujourd'hui. L'auteure, militante au CIRA, centre international de recherche sur l'anarchisme relance le débat : peut-on changer le système en intégrant les structures qui nous dominent ou doit-on rester dans les marges ? Le refus de la domination enrichit nos expériences alternatives. Est-ce suffisant pour entraîner le changement ? Petit prix pour un vaste débat.

■ **Chroniques d'une école du troisième type, Bernard Collet, éd. L'Instant présent, 2013, 232 p. 18 €.** Reprise de 49 chroniques audiovisuelles d'un instituteur ayant pratiqué la pédagogie Freinet pendant sa carrière. Et autant de brèves réflexions s'appuyant sur des démarches pédagogiques expérimentées avec ses élèves. Beaucoup de réflexions sur les langages et l'apprentissage qui sont plus importants que les connaissances, sur la socialisation... qui ne se fait pas à l'école et de belles photos.

■ **Faut-il dépénaliser le cannabis ? Débat entre Jean Constantin, Alain Rigaud et Laurent Appel, modéré par Ivana Obradovic, éd. Le Muscadier, 2013, 128 p. 9,90 €.** Alors qu'un quart des jeunes ont déjà fumé du cannabis, que 90 % des interpellations pour drogue en France concernent le cannabis, que se passerait-il si l'on dépénalisait cette drogue, beaucoup moins dangereuse que l'alcool et le tabac ? Trois spécialistes pour un débat bien intéressant.

■ **Dumping fiscal, enquête sur un chantage qui ruine nos Etats, Eric Walravens, éd. Les Petits matins, 2014, 202 p. 15 €.** Pour attirer les capitaux (entreprises, acteurs, retraités riches...), les Etats sont incités à prendre des mesures fiscales favorables. Evidemment, ceux qui voient partir ces capitaux ont tendance à proposer des révisions à la baisse pour les faire revenir. Et ainsi de suite. Progressivement les recettes fiscales chutent... et les Etats n'ont plus que les pauvres à taxer. Pendant que les avocats fiscaux se frottent les mains, les 99 % qui restent doivent payer les "déficits". L'auteur propose une fiscalité européenne au risque de voir les riches sortir de l'Europe (la Suisse n'est pas loin).

■ **Le rayonnement de la France, énergie nucléaire et identité nationale après la Seconde Guerre mondiale, Gabrielle Hecht, traduction Guenière Calton, éd. Amsterdam, 2014 (première édition 2004), 456 p. 27 €.** Le programme nucléaire français vu par une spécialiste des Etats-Unis. L'auteure montre comment la France a cherché à maintenir sa place dans le monde au moment où elle perdait de son influence dans ses colonies. Comment EDF ("civil") et le CEA (militaire) ont défendu "la grandeur du pays" en présentant le nucléaire comme la solution de l'indépendance.

■ **Porter un regard bien-traitant sur l'enfant et sur soi, Arnaud Deroo, éd. Chronique sociale, 2014, 96 p. 10 €.** Les enfants ne se comportent pas mal, simplement, ils ne voient pas le monde comme nous... donc plutôt que de leur demander de nous obéir, mieux vaut avoir un regard bienveillant sur eux et apprécier cette autre vision du monde. Exemples et exercices sont là pour vous aider à appréhender au mieux la question et développer une démarche adéquate dans de nombreuses situations.

■ **Des vers de terre et des hommes, Marcel B. Bouché, éd. Actes Sud, 2014, 336 p. 25 €.** Il y a une tonne de vers de terre à l'hectare, c'est l'animal le plus abondant des terres émergées. Néanmoins, on passe plus de temps à la conquête spatiale qu'à essayer de comprendre ce qui se passe dans nos sols. Pourtant, c'est grâce aux vers que la terre est fertile, que l'on peut y cultiver des plantes et se nourrir. Ouvrage scientifique qui fait le tour des connaissances sur la question.

### Environnement

Motos : vers le stationnement payant ?

Répression contre les opposants

Consommation de matières premières

Sans écotaxe, les transports trinqueraient

La pollution de l'air menace l'agriculture

Le Maroc, entre deux Lendas Erratum



## Solidarités sans croissance

J'aimerais féliciter Aurélien Boutaud pour son dossier "quelles solidarités sans croissance". J'ai trouvé les articles très explicites, suffisamment étayés et cela m'a donné l'envie d'acheter de nouveau cette revue que je ne connaissais pas auparavant. Merci.

**Magali Aurelle**  
Par internet

## Non, le masculin ne l'emporte pas sur le féminin !

Petite histoire des résistances de la langue française

Éliane Viennot,



Si vous parlez français, vous devez absolument lire ce petit livre, limpide, éclairant et qui donne de surcroît quelques moyens simples à chacun-e de faire avancer l'égalité hommes femmes dans le domaine de la langue elle-même. Éliane Viennot, professeure de littérature française, fait œuvre – très synthétique et très lisible – d'historienne pour démontrer que c'est à partir du 17<sup>e</sup> siècle qu'une entreprise délibérée de masculinisation de notre langue a été engagée par des auteurs masculins (pléonasmes, puisque Éliane Viennot nous explique que le mot « autrice » était jusqu'alors d'usage courant). Auteurs qui ont importé dans leurs traités de grammaire leurs visions misogynes. L'autrice nous montre les principaux mécanismes, finalement peu nombreux, et comment ils sont des plus simples à déconstruire : il suffit de choisir délibérément d'adopter des usages dont le détail tient en quelques pages à la fin du livre. Françaises, Français, professeur-es, journalistes, écrivain-e-s, communicant-e-s, rédacteurs/trices, ... à vous, à nous de donner un coup d'accélérateur à cette tranquille décolonisation de la langue. XR.

Éd. IXe, 2014, 120 p, 14 €

## Vert paradoxe Le piège des solutions écoénergétiques

David Owen



David Owen entend démontrer que les solutions techniques avancées pour réduire la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre sont des illusions. Il appuie centralement son propos sur une discussion approfondie, tout à fait passionnante et sans équivalent – à ma connaissance – dans la littérature grand public francophone, sur ce qu'on appelle les effets rebond, ou comment des économies d'énergie (ou d'argent) réalisées dans tel domaine entraînent in fine, au total et en considérant les impacts indirects, un accroissement de la consommation d'énergie. De ce fait, ce livre constitue un apport de valeur au champ éditorial de l'écologie. Le livre n'est pas exempt de défauts, bien identifiés d'ailleurs par Serge Latouche dans sa préface. Le pompon étant atteint au détour d'une phrase quand Owen préconise le nucléaire pour réellement s'attaquer à la crise climatique, en totale incohérence avec son propos fondamental ! Il faut donc garder son esprit critique réveillé pour séparer le bon grain de l'ivraie... XR.

Préface de Serge Latouche, Éd. Écosociété, 2013, 210 pages, 19 €

## Comment j'ai sauvé la planète

Sophie Caillat

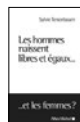


Sous forme de reportages très vivants où Sophie Caillat se met en scène, celle-ci présente 22 actions possibles pour soi-disant sauver la planète. L'avantage du procédé est la facilité d'accès qu'il offre à tout public. L'inconvénient, c'est que cela induit l'idée que les "petits gestes" sont efficaces, alors que s'ils sont nécessaires, ils ne sont pas suffisants. Préférer la douche au bain est certes une économie d'eau, mais arrêter un seul réacteur nucléaire, démarche plus politique, économise plus que l'ensemble de nos bains. En passant à Enercoop, on se détache de cette production nucléaire... mais comme elle le signale, deux tiers de notre consommation électrique se font en dehors de notre foyer. Enfin, certains gestes sont contestables : elle expérimente la compensation carbone pour les avions, une hypocrisie que nous avons déjà analysée dans nos colonnes... signalant seulement qu'il vaut mieux éviter d'émettre que de compenser. Bref, le style choisi entraîne un livre trop superficiel. MB.

Ed. du Moment, 2014, 226 p, 17,95 €

## Les hommes naissent libres et égaux... et les femmes ?

Sylvie Tenenbaum

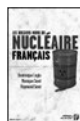


Le livre commence par un long rappel de la lutte des femmes pour l'égalité des droits, illustré de nombreuses citations des plus machistes. Elle présente les grands noms du féminisme et rapidement les tendances qui s'y expriment. L'auteure montre ensuite que même si entre 1970 et 1990, de nombreux droits ont été conquis, il reste encore fort à faire et que le féminisme a aujourd'hui encore toujours sa raison d'être : menaces sur la contraception et l'IVG, liberté sexuelle mal tolérée, inégalité dans les emplois et dans les revenus, le pire étant la violence faite aux femmes, encore et toujours : harcèlement, viol, coups... Elle montre ensuite comment se poursuit le sexisme ordinaire, dans le monde politique, le sport, les médias, la diffusion pornographique, la publicité... Elle conclut l'ouvrage en encourageant tout le monde, femmes et hommes, à avoir le courage de refuser ces comportements d'une autre époque et à soutenir les demandes d'égalité, bref à être féministe. Facile à lire, l'argumentation ne devrait laisser personne indifférent-e. MB.

Ed. Albin Michel, 2014, 320 p, 17,90 €

## Les dossiers noirs du nucléaire français

Dominique Leglu, Monique Sené et Raymond Sené



Le nucléaire est dangereux. Plutôt que de le contester, les autorités nous disent avoir tout prévu pour contrôler et

# Livres

limiter l'impact des accidents. Version officielle : nous sommes les meilleurs du monde, puisque les seuls à ne pas avoir encore eu un accident majeur. Les auteurs, physiciens nucléaires, engagés de longue date dans la lutte contre le mensonge officiel de l'industrie nucléaire, développent ici une autre thèse : si nous n'avons pas encore eu d'accident grave, c'est surtout parce que nous sommes les plus chanceux, car à plusieurs reprises, nous sommes passés très près d'un accident majeur. Et ce qui n'est pas encore arrivé peut se produire demain, surtout en prolongeant la durée de vie des actuels réacteurs, en ayant recours à la sous-traitance, en négligeant le danger des piscines de stockage du combustible, en écartant les risques sismiques, en minorant le risque d'inondation... Un sinistre tour d'horizon des fois où nous avons évité le pire de justesse. Un peu technique, mais bien instructif. MB.

Ed. Presses de la Cité, 2013, 248 p, 20 €

## Plaidoyer pour la forêt tropicale Sommet de la diversité

Francis Hallé



Francis Hallé, botaniste, multiplie les ouvrages et les films pour appeler au secours : si l'on continue au rythme actuel, les dernières forêts tropicales auront disparu avant 2020. Cet ouvrage présente ce que sont ces forêts et leur immense potentiel dans l'écosystème mondial. L'auteur, 76 ans, liste également toutes les pistes de recherche qu'il serait possible d'explorer pour de jeunes chercheurs. Il dénonce un massacre de la forêt au nom de calculs économiques à court terme, que l'on paiera ensuite globalement très cher (désertification, changement climatique...). Richement illustré, d'une écriture facile, un livre scientifique et militant. MB.

Ed. Acte Sud, 2014, 216 p, 85 ill, 29 €.

## S'indigner oui, mais agir

Serge Mongeau



Après un chapitre résumant les multiples raisons de s'indigner, Serge Mongeau plaide pour la nécessité d'agir. Comme on ne peut espérer voir disparaître un système en y contribuant tous les jours, il faut essayer de mettre en place dans sa vie et dans son entourage des actions, des pratiques qui permettent de se détacher progressivement d'un système conçu pour enrichir uniquement les 1 % les plus riches. Améliorer ainsi notre résilience (capacité à résister à un choc), notre autonomie (capacité à faire les choses soi-même), découvrir que beaucoup de nos besoins peuvent se trouver





# Vivre à la bonne heure

## Entretien avec Patrick Viveret

Camille le Doze

Le philosophe Patrick Viveret explique dans un premier temps comment la "crise" actuelle est en fait un processus issu d'une stratégie de renforcement des richesses pour l'oligarchie au détriment de tous les autres (non pas 99 %, mais 99,99 % !). Il explique en repartant du sens des mots (bénéfice : faire le bien) que le système économique contrôle la communication pour nous faire oublier l'essentiel : nous ne travaillons que 11 % de notre vie et pourtant tout tourne autour de ça ; si nous avons bénéficié des gains de productivité depuis 1960, nous serions en train de discuter de la semaine de 20 h. Face à cela, il est possible de développer un équilibre entre transformation personnelle et transformation sociale : partir du "bien vivre" de la joie de vivre, comme le font les peuples indigènes, le mouvement des villes en transition ou encore Alternatiba doit nous permettre de sortir du militantisme sacrificiel. Il multiplie les exemples, donne des méthodes (comment s'enrichir des désaccords). Toute cette "joie" exprimée donne une sacrée pêche ! MB.

Ed. Les Presses d'Ile-de-France, 2014, 116 p. 9,60 €

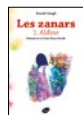
satisfaits par nos relations avec nos amis, nos voisins, relocaliser ses activités (nourriture, relations, voyages...). Larguer les amarres que sont la télévision, l'automobile, les grands médias, le crédit... Le livre va du plus simple au plus difficile : sortir du salariat, vivre en collectif et s'engager politiquement. Enfin prendre son temps, faire la fête, aimer, tout ce qui ne relève pas de l'économie. Un petit regret pour la timidité à critiquer l'avion et l'oubli d'une grosse amarre : internet. Globalement, un petit livre qui devrait nous donner envie de passer à la vitesse supérieure ! MB.

Ed. Ecosociété, coll. Résilience, 2014, 92 p. 8 €

## Romans

### Les Zanars

Ronald Creagh



Sous ses faux airs de livre pour enfant, cet objet littéraire non identifié s'adresse en fait aux personnes qui n'ont pas peur d'aborder une pensée conceptuelle sur l'économie, l'être humain, etc. 1066, le héros post-humain qui

débarque d'une autre planète sur Terre et fait la rencontre de ces étranges Zanars, c'est un peu nous. Il découvre des manières bien différentes de penser et de s'organiser, un monde divers, sans hiérarchie ni domination, où l'argent n'est plus maître, où la morale binaire n'existe plus, où la pensée est en même temps poésie. L'auteur réussit la prouesse de nous emmener dans une réalité où c'est l'ensemble de l'imaginaire et des évidences qui fondent notre manière de vivre, de sentir, de penser qui serait bouleversée. Avec ses gros caractères et ses très belles illustrations couleür sur chaque page de droite, ce livre à l'écriture simple est en même temps d'une grande densité philosophique. Impressionnant et étrange. Tome 2 en attente. GG

Ed. Atelier de création libertaire, 2014, 48 p. 8 €.

## B. D.

### Un monde libre



Halim Mahmoudi

Khalil, français d'origine algérienne vit avec sa mère et sa sœur dans une cité de banlieue. Lors d'une émeute, son

copain Will est arrêté pour avoir poignardé un flic. L'enfant va alors prendre conscience du monde dans lequel il vit, lire des auteurs engagés et rêver de la fin de cette situation de non-vie des jeunes issus de l'immigration. L'auteur propose une révolte finale imaginée après la chute du mur en Palestine. Le début du livre est sans doute assez autobiographique, la fin relève de la politique-fiction, tendance "indignés". Accompagnée de quelques belles histoires sur la culture algérienne. Le dessin en noir et blanc, assez maladroit, ne rend pas toujours évidente la compréhension de l'histoire. FV.

Ed. Des Ronds dans l'O, 2014, 130 p. 17 €.

## LAP, un roman d'apprentissage

Aurelia Aurita



L'auteure décide de faire un reportage graphique sur le Lycée autogéré de Paris, le LAP, un lycée expérimental né en 1982 au sein de l'éducation nationale. Enseignants et élèves se partagent en principe les tâches quotidiennes et l'administration ; il n'y a pas d'obligation de suivre les cours, il faut seulement valider des savoirs au fil de l'année. L'établissement revendique un des plus mauvais taux de réussite au bac, mais peut-être que la vérité est ailleurs. Présente dans le lycée, l'auteure se fait progressivement happer par l'ambiance très éloignée de l'habituelle ambiance scolaire. Elle y passe un temps suffisamment long pour toucher aux limites du fonctionnement. Comme le dit un enseignant, seuls les profs sont payés pour être là. Et ce sont quand même eux qui gèrent les entrées et les sorties des élèves. Remarquable travail ! (Le dessin gagnerait à être un peu retravaillé.) MB.

Ed. Les impressions nouvelles, 2014, 144 p. 15 €

## Jeunesse

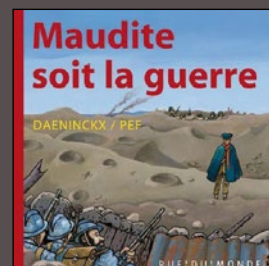
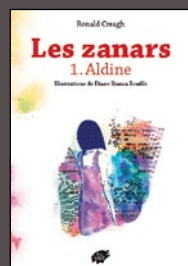
### Les disparus de la cité fleurie

Fred Morisse



Théo, jeune collégien, s'inquiète de l'absence d'une élève de sa classe. Il constate que d'autres personnes ont disparu dans sa cité. Influencé par la lecture de romans policiers, il va se lancer dans une enquête pour essayer de les retrouver. Mais aller voir la police n'est peut-être pas la bonne solution... Ce roman "policier" fait découvrir peu à peu aux jeunes lecteurs les abominations qui peuvent frapper leurs amis, pour peu que ceux-ci soient des étrangers. L'auteur se lâche en fin d'ouvrage, imaginant un dénouement pour le moins rocambolesque. Un peu d'optimisme ne fait pas de mal. FV.

Ed. Chant d'orties, 2014, 158 p. 15 €



## Riposte ! Comment répondre à la bêtise ordinaire

Jessie Magana, Alain Pilon



Dès 9 ans. "Les filles sont des chotchottes", "les noirs ne sont bons qu'en sport", "être pauvre, c'est la honte"... Voici quelques-uns des clichés de la bêtise ordinaire épinglés dans ce livre, qui se veut être un acte de résistance intellectuelle à l'usage des plus jeunes et des adultes qui les entourent. A chaque cliché excluant (sur les gays, les handicapés, les musulmans, les Roms...) sa double page avec une illustration humoristique et quelques éléments qui contribuent à resituer les choses dans leur contexte, des contre-exemples, des réflexions pour penser autrement. Un pari contre l'ignorance, réactualisé à l'aune des préjugés du temps présent et assez réussi. GG

## Maudite soit la guerre

Didier Daeninckx, Pef



En 1917, dans le village de Gentioux (Creuse), Fulbert Delorge, 11 ans, a comme sujet de rédaction d'écrire à son père envoyé au front. L'enfant décide alors de porter la lettre à son père et arrivera sur le Chemin des Dames où sa présence stoppe très provisoirement les affrontements. De retour au village, il servira de modèle, quatre ans plus tard, pour le monument d'aux morts de la commune, connu de tous les pacifistes pour sa phrase : "Maudite soit la guerre". Une fiction toute en finesse pour rappeler l'horreur de la guerre et la connerie du patriotisme. FV.

Ed. Rue du monde, 2014, 48 p. 16,50 €

## Film

## L'aventure

Gregory Lassalle



La Grèce est l'une des étapes possibles dans le parcours d'immigration qui conduit de l'Afrique en Europe. De très nombreux migrants y arrivent au terme d'un dangereux et long périple, qu'ils appellent "l'Aventure". Ce documentaire s'attarde sur cette étape tout sauf facile dans un pays qui sert bien souvent de transit vers d'autres contrées européennes. On suit au jour le jour trois migrants ivoiriens, leurs conditions de survie quotidienne, le traitement méprisant de la police, la place dans la file d'attente qu'il faut tenir plusieurs semaines de suite pour recevoir un papier de demande d'asile... et les tentatives multiples pour sortir de Grèce en échappant aux contrôles douaniers. On sent une immense colère mêlée de désespoir chez ces jeunes qui endurent l'enfer pour aider leurs familles au pays. "Ils veulent faire de nous des

animaux, mais on va leur montrer qu'on est des êtres humains", conclut l'un d'entre eux. GG

Autoproduction, 2014, 63 mn, 10 € + port, documentaire.laventure@gmail.com

## Esperanto

Dominique Gautier



Histoire de l'espéranto, langue internationale créée à la fin du 19e siècle par le docteur Zamenhof. Après un détour historique dans sa ville natale, en Pologne, de très nombreuses questions sont abordées sur le pourquoi du succès de cette langue (comparé à d'autres tentatives de langues artificielles), sur son intérêt politique (au départ, elle a été beaucoup utilisée par les ouvriers pour échanger dans leurs luttes contre le capitalisme), sur son intérêt aujourd'hui (des diplomates africains francophones se plaignent de ne pas avoir les moyens d'apprendre l'anglais, ce qui de fait les exclut des négociations à l'ONU, l'usage de l'anglais bénéficiant au plus fort), son intérêt pédagogique (ceux qui commencent par l'espéranto, apprennent ensuite plus vite d'autres langues). C'est solidement argumenté et devrait donner envie à de nombreuses personnes de se lancer dans l'aventure. MB.

Ed. Eldona Fako Kooperativa de SAT, 2014, 64 mn, 18 €

## Musique

## Dissident

Tagada Jones



Fidèles à eux-mêmes, les Tagada Jones nous délivrent un nouvel opus punk rock engagé et sans concession face au capitalisme, aux pollueurs, à ce monde de faux culs.

Leur position est des plus claires, ils ne supportent pas les m'as-tu-vu et les mensonges d'Etat.

Dans le camp des insoumis, des résistants et des dissidents, il y a des groupes comme Tagada Jones qui, depuis plusieurs années et albums, restent cohérents dans leurs revendications et leur fonctionnement. Ils appliquent l'autonomie économique, musicale, et la politique du faites le vous-même.

À les écouter, cela ne fait aucun doute, c'est à coup de riffs électriques et de révoltes, tous ensemble, tous unis, que se gagnera l'indépendance.

Faisons leur confiance, ce n'est pas maintenant, après 20 ans de rock et d'alternatives, que les Tagada Jones vont quitter les rangs des crieurs publics et gueuler le fond de leur pensée.

"On dit de nous que l'on ne chante pas, qu'on crie, mais ça nous va bien comme ça !" JP.

Enragés Production, 2014, 20 titres, 64 mn, 15 €

## Nous avons également reçu... 2/2

■ Restos veggie, sans gluten, bio, organic, vegan, éd. La Plage, 2014, 350 p. 9,50 €. Guide présentant plusieurs centaines d'adresses en France, en Belgique et quelques unes dans les grandes villes européennes.

■ Inventer les plantes, Les carnets du paysage, éd. Actes Sud et Ecole nationale supérieure de paysage, 2014, 240 p. 26 €. Les OGM posent la question de la modification du vivant. De tous temps, l'humain a "inventé" de nouvelles plantes, "produit" du paysage. Cette excellente revue présente le travail de sélection des horticulteurs, des pépiniéristes, sans oublier les artistes qui ont imaginé d'autres formes végétales.

## Jeunesse

■ Xal, le lézard donne sa langue au sorcier, Marie Clauwaert, Eva Schlunke, éd. Parole, coll. Pourquoi ? 2014, 48 p. 12 €. Petit livre pour les petits et les plus grands qui raconte comment un lézard accidenté va refaire sa vie en découvrant comment vivre avec ses différences. Jolies peintures en illustration.

■ Dans ma poche, Lorette Berger et Fanny Rouyer, Thot, 2013, 40 p., 13 €. Dès 5 ans. Dans la poche d'un enfant, on trouve des trésors étonnants, cailloux, bonbons, bisous... et c'est l'histoire d'une vie entière que nous raconte ensuite cette poche. Un arbre est planté pour un livre acheté.

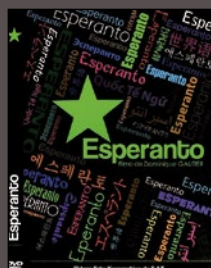
## BD

■ Eclats, Erik de Graaf, éd. La Pastèque, 2014, 264 p. 24,60 €. En 1946, Victor, un jeune Hollandais rencontre son ex-fiancée sur la tombe de son meilleur ami, mort pendant la guerre. Un témoignage à partir d'une histoire en grande partie réelle sur l'entrée en guerre des Pays-Bas pendant la Deuxième Guerre mondiale. Un dessin très bien stylisé pour une histoire qui manque un peu de punch.

■ Hé Mademoiselle, Yatuu, éd. Delcourt, 2014, 120 p. 15,95 €. L'idée de départ de cette BD est bonne : dénoncer les "relous" qui passent leur temps à draguer et fait le tour des réflexions machistes. Mais même si l'auteur essaie de multiplier les styles, cela devient vite assez répétitif.

■ Le monde d'Aïcha, luttes et espoirs des femmes au Yémen, Agnès Montanari, Ugo Bertotti, éd. Futuropolis, 2014, 144 p. 20 €. Agnès Montanari, en tant que photographe, a fréquenté pendant des mois des femmes du Yémen. Ugo Bertotti redessine, dans un très beau noir et blanc, l'histoire de ces femmes voilées, qui n'ont encore guère le droit d'être dans l'espace public, bien qu'elles soient de plus en plus nombreuses à exercer un travail salarié. Des femmes en lutte pour leur liberté.

■ Heureuse vie, heureux combats, Denis Lapiere et Marianne Duvivier, éd. Dupuis, 2014, 104 p. 19 €. Scénarisé par Denis Lapière, ce récit autobiographique raconte la vie complexe de la famille de la dessinatrice. Son père, militant anticolonialiste, reste au Congo après son indépendance, puis travaillera dans l'Algérie indépendante... avant de rentrer travailler à Bruxelles. Adultère, divorce, maladie d'une des sœurs puis cancer, suicides, rupture d'anévrisme, la mort tourne autour de l'auteur et les secrets de famille se révèlent peu à peu. Un exercice d'introspection particulièrement bien porté par le dessin.



Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie. Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.



## Silence, c'est vous aussi...

### Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9 h 30 les samedis 27 septembre** (pour le n° de novembre), **25 octobre** (pour le n° de décembre), **29 novembre** (pour le n° de janvier)... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

### Devenez Réd'acteur

*Silence* aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes. Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous... c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos.

Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet [www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net) à la rubrique *Participer / Ecrire* dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, **vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit.**

### Devenez Don'acteur

*Silence* est une revue sans pub, sans subvention, ce qui lui donne sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus !

Ils nous permettent d'accroître notre liberté d'agir et de multiplier les reportages pour explorer davantage d'alternatives.

Attention à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014, l'association ne délivre plus de reçus fiscaux.

### Devenez Stand'acteur

Votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. En effet, si *Silence* parvient aujourd'hui à relayer ses opinions sur l'écologie, la non-violence et à se faire l'écho de nombreuses alternatives concrètes, c'est en grande partie grâce à la tenue de stands lors d'un certain nombre de manifestations (foires, salons, débats, festivals militants et engagés...)

**Alors rejoignez l'équipe de lecteurs-trices bénévoles sympathisant-e-s !**

Vous tenez un stand *Silence*\* (durant 1 we) ou deux stands (1/2 ou 1 journée) dans l'année, **un abonnement de 6 mois pour vous ou une personne de votre choix vous est alors offert !**

*\*Bien entendu, ce ou ces stand(s) doivent faire l'objet d'un accord préalable avec Silence !*

### Devenez relais local

Vous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez devenir relais local de la revue. Votre contact sera alors inscrit / mentionné ci-contre ainsi que sur notre site. Vous pourrez rencontrer ainsi d'autres personnes motivées et développer seul-e ou à plusieurs de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e...

### Rejoignez un relais local

- > **Ariège et sud Haute-Garonne.**  
Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75, [jeanclaude.geoffroy@orange.fr](mailto:jeanclaude.geoffroy@orange.fr)
- > **Territoire de Belfort.**  
Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance, 18, rue de Brasse, 90000 Belfort, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne.**  
Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.**  
Patricia et Michel Aubart, [obarm@laposte.net](mailto:obarm@laposte.net), tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.**  
Jean-Marc Pineau, 63300 Thières, [pineau.jeanmarc@wanadoo.fr](mailto:pineau.jeanmarc@wanadoo.fr)
- > **Hérault.**  
Valérie Cabanne, tél. : 04 99 64 32 44, [cabvalerie@yahoo.fr](mailto:cabvalerie@yahoo.fr) ;  
Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Paris.**  
Mireille Oria, [mireille.oria@wanadoo.fr](mailto:mireille.oria@wanadoo.fr), tél. : 01 43 57 20 83. Brig Laugier, 40, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : 01 80 06 58 26, [brig.gisors@gmail.com](mailto:brig.gisors@gmail.com)
- > **Saône-et-Loire.**  
Michel à Saint-Boil, tél. : 03 85 44 06 40 ;  
Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, [silence71@orange.fr](mailto:silence71@orange.fr)
- > **Tarn.**  
Gérard, tél. : 06 75 32 43 70, [Silence81@orange.fr](mailto:Silence81@orange.fr)

### Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an. Envoyez-nous leurs adresses sur papier libre (ainsi que la vôtre) et un chèque de 100 €.

#### Silence

9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04

Tél. : 04 78 39 55 33

[www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net)

#### Abonnements : Claire Grenet et jeudi :

10h-12h / 14h-17h • **Dépositaires, stands et gestion** : Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Rédaction** : Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

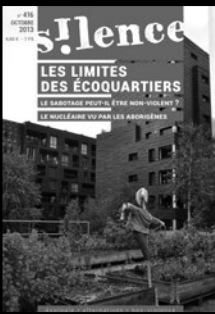
Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1221 0257 7250 335

Code BIC : CCOPFRPPXXX

**Pour la Belgique** : contact et règlement à Les Amis de la Terre Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39  
IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **2 juillet 2014** - **Editeur** : Association Silence - **N° de commission paritaire** : 0915 G 87026 - **N° ISSN** : 0756-2640 - **Date de parution** : 3<sup>e</sup> trimestre 2014 - **Tirage** : 5050 ex. - **Administrateurs** : Solène Bernard, Delphine Boutonnet, Myriam Cognard-Dechavanne, Mireille Collange, Myriam Grataloup, Jean-Marc Luquet - **Directeur de publication** : Jean-Marc Luquet - **Comité de rédaction** : Michel Bernard, Monique Douillet, Guillaume Gamblin, Gaëlle Ronsin, Eva Thiebaut - **Pilotes de rubriques** : Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Laurence Prat, Stephen Rees, Christof Sonderegger, Veneri/Emblema/ROPI-REA, xylene - **Et pour ce n°** : Geneviève Azam, Lionel Cordier, Martine Dardenne, Gaëlle Gasc, Dominique Lalanne, Lorène Lavocat ([www.reporterre.net](http://www.reporterre.net)), Marie Lemay, Mathieu Lopes, Xavier Rabilloud - **Couverture** : D.R. / Princes Prod. - **Internet** : Damien Bouveret, Jean-Marc Danjau (scan anciens numéros), Xavier Sérédine - **Réseau informatique** : Jean-Marc Luquet - **Développement supports informatiques** : Christophe Geiser (e-smile.org) - **Archives** : Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.



# Commandes

## Numéros disponibles

- 393 Contraception et autonomie
- 394 Le retour des monnaies locales
- 395 A la découverte de la presse alternative
- 396 Terres collectives
- 398 Expériences de transition
- 399 A votre santé ?
- 400 L'Écologie en 600 dates (100 pages)
- 401 Se former à la non-violence
- 402 Ces croyances qui nous dominent
- 404 Se réapproprié l'espace public
- 405 Avec les sans terres
- 406 Gaz de schistes, non à la fuite en avant !
- 407 Vivre sans internet
- 409 Un autre cercle est possible

- 410 L'agonie du nucléaire
- 411 Déraciner le racisme
- 412 Slow des lents demains qui chantent ?
- 415 Au-delà de la bio, quelle agroécologie ?
- 416 Les limites des écoquartiers
- 417 Transition et engagements politiques
- 418 Sortir de la démesure
- 422 Décolonisons nos luttes
- 423 Quelles solidarités sans croissance ?
- 424 Lent, léger... le voyage
- 426 D'autres formes de démocratie

## Numéros régionaux

- 381 Essonne et Val-de-Marne
- 392 Auvergne
- 397 Lorraine
- 403 Yvelines et Hauts-de-Seine
- 408 Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron
- 414 Ain
- 419 Picardie
- 425 Alternatives en Mayenne et Sarthe

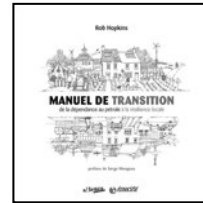
Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire - sauf n° 400 : 9 €). Ajoutez les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

**Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s)) :**

## Livres

- L'écologie 600 en dates**  
84 p. - 12 €

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4 €  
Autres pays, nous consulter.



- Manuel de transition**  
212 p. - 20 €

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4,5 €  
Autres pays, nous consulter.

- Un écologisme apolitique ?**  
80 p. - 7 €

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 2 €  
Autres pays, nous consulter.

Commandes de plusieurs livres, nous consulter. Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement automatique.

# Je m'abonne à Silence

### France métropolitaine

- Découverte 1<sup>er</sup> abonnement  
6 n° 20 €

- Particulier 1 an 46 €

- Bibliothèque, association...  
1 an 60 €

- Soutien 1 an 60 € et +

- Petit futé 2 ans 74 €

- Petit budget 1 an 32 €

- 5 abonnements Découverte offerts 100 €

### Autres pays et Dom-tom

- Découverte 1<sup>er</sup> abonnement  
6 n° 27 €

- Particulier 1 an 55 €

- Bibliothèque, association...  
1 an 68 €

- Soutien 1 an 60 € et +

- Petit futé 2 ans 85 €

- Petit budget 1 an 39 €

### Groupés à la même adresse

- par 3 ex. 1 an 115 €

- par 5 ex. 1 an 173 €

Abonnement en ligne :

[www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net)

**Total de votre règlement :**

Règlement par chèque à l'ordre de Silence.

### Vos coordonnées

(MERCİ D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Je désire recevoir la s!berlettre mensuelle.

## MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

RUM (sera rempli par Silence) : \_\_\_\_\_

### Type de paiement :

#### Paiement récurrent / répétitif :

- 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 11 € par trimestre (abonnement normal)
- ..... € par trimestre (abonnement de soutien)

#### Paiement ponctuel :

- ..... € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) SILENCE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SILENCE. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

### Débitéur

Nom et prénoms : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

### Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : \_\_\_\_\_

BIC : \_\_\_\_\_

#### CRÉANCIER :

**SILENCE**  
9, rue Dumenge  
69317 LYON Cedex 04  
FRANCE

I.C.S. FR82ZZZ545517

#### À retourner à Silence (adresse ci-contre).

Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

Fait à : \_\_\_\_\_ Le : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

# Fukushima : Un graffeur contre les mensonges

Depuis plusieurs mois celui qui signe *281-Anti nuke* multiplie les graffs dans les rues de Tokyo pour dénoncer les mensonges de TEPCO et du gouvernement. Il a déclaré à des médias vouloir rester anonyme par peur de la police et de l'extrême-droite. Il reçoit régulièrement des menaces de mort sur sa page Facebook. Le succès aidant, il a fait la une de plusieurs magazines comme *Metropolis* (7 mars 2014).



*Le premier ministre et le nez du mensonge*



0806 Hiroshima



0809 Nagasaki



0311 Fukushima



*Ne rien entendre, ne rien voir, ne rien dire*



*Le Japon tue les japonais*



*Tepeco n'est pas une grosse affaire*

